

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« CE JOUR IL ME PASSE SOUS LES YEUX... » : LA LECTURE DE LA PRÉ-
RÉVOLUTION FRANÇAISE PAR SIMÉON-PROSPER HARDY

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
GUILLAUME TROTTIER

MARS 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de maîtrise, M. Pascal Bastien, pour sa disponibilité et ses précieux conseils. Sa confiance en mes capacités m'a donné la force nécessaire pour continuer à travailler sur mon mémoire.

Merci également à mes parents, qui m'ont toujours encouragé dans mes études et ce, depuis aussi loin que je me souviens. Leur support au cours des dernières années me fut d'un grand réconfort.

Merci à mes amis universitaires et à mes professeurs, qui par leur enthousiasme et leur passion m'ont inspiré le désir de poursuivre mes études en histoire.

Enfin, un merci spécial à Camille, qui fut à mes côtés autant dans mes moments de doute que lors de mes triomphes.

DÉDICACE

À ma famille, mes amies, amis
ainsi qu'à tous ceux qui ont permis la
réalisation de ce mémoire, je vous suis
éternellement reconnaissant
pour votre support et vos encouragements

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
DÉDICACE.....	iii
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
HISTORIOGRAPHIE ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE.....	7
1.1 Introduction.....	7
1.2 Les enjeux de la pré-révolution : les causes de la Révolution française.....	8
1.2.1 L'Assemblée des Notables.....	8
1.2.2 L'opinion publique.....	10
1.2.3 La diffusion de l'imprimé et de la littérature clandestine.....	11
1.2.4 La déchristianisation de la population.....	13
1.2.5 La désacralisation de la figure du souverain.....	14
1.2.6 La contestation physique du pouvoir royal.....	16
1.2.7 Le développement de la culture politique.....	18
1.2.8 Historiographie récente.....	19
1.3 Problématique et hypothèse.....	21
1.4 Description du corpus de sources et de ses particularités.....	23
1.5 Méthodologie.....	27
CHAPITRE II	
LES ÉMEUTES ET ÉMOTIONS POPULAIRES : UNE FORME DE LECTURE DE LA RÉVOLUTION NOBILIAIRE.....	31
2.1 Introduction.....	31
2.2 La rébellion des gagne-deniers de janvier 1786 et les conflits du travail.....	32

2.2.1 Le peuple parisien.....	33
2.2.2 Les réseaux d'informations de Hardy	35
2.2.3 Hardy et l'opinion publique	37
2.2.4 Le langage de Hardy durant la grève des gagne-deniers.....	39
2.2.5 Les conflits du travail durant la pré-révolution.....	42
2.3 Les troubles à l'occasion de l'exil des parlementaires.....	44
2.3.1 La lutte entre le gouvernement royal et les parlements	45
2.3.2 Les placards et les cérémonies de l'information : comment Hardy interprète la dégradation de la relation entre le roi et le peuple.....	48
2.3.3 La violence du peuple vue par Hardy.....	52
2.3.4 Les parlementaires.....	53
2.3.5 Le retour des parlementaires.....	55
2.4 Les soulèvements dans les provinces.....	57
2.4.1 Les révoltes frumentaires.....	58
2.4.2 Les révoltes fiscales.....	62
2.4.3 Troubles sociaux et politiques.....	64
2.5 Conclusion.....	66
CHAPITRE III	
LA LECTURE DES GRANDES AFFAIRES DE LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME.....	67
3.1 Introduction.....	67
3.2 L'Assemblée des Notables.....	68
3.2.1 Les assemblées représentatives.....	68
3.2.2 Les notables et la nation.....	70
3.2.3 Pamphlets et journaux.....	73
3.2.4 La méfiance de Hardy devant les projets ministériels.....	77
3.3 Les États généraux.....	79
3.3.1 Les États généraux avant 1789.....	80
3.3.2 L'équilibre des pouvoirs dans la monarchie française.....	81

3.3.3 L'union des trois ordres.....	83
3.3.4 La culture politique française au XVIIIe siècle.....	84
3.3.5 L'opinion changeante de Hardy à propos des États généraux.....	85
3.3.6 La peur du complot.....	88
3.4 Conclusion.....	90
CONCLUSION.....	92
ANNEXES.....	95
BIBLIOGRAPHIE.....	100

RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour but de présenter la vision d'un Parisien au XVIII^e siècle dans les années qui précédèrent la Révolution française, en utilisant comme outil d'analyse le journal d'événements du libraire Simon-Prosper Hardy, bourgeois janséniste résolument attaché à la monarchie. Nous présentons des sujets tels que les différentes manifestations de contestation populaire survenues en France entre 1786 et 1789, ainsi que les grandes affaires politiques de cette période. La principale question de recherche de ce mémoire est la suivante : en considérant le fait que la Révolution française fut déclenchée par les élites françaises, peut-on trouver des indices d'une révolution similaire provoquée par le peuple, dont les origines se trouveraient dans les quartiers pauvres de la capitale et qui serait identifiable par le langage, les discours et les représentations culturelles? En étudiant les termes employés par Hardy dans son journal, nous comprendrons quelle lecture les habitants de Paris firent des événements de ce qu'on appelle parfois en histoire la Révolution nobiliaire, qui englobe les deux Assemblée des notables et les États généraux. Nous cherchons à voir que la pré-révolution, posée par l'historiographie comme la révolution nobiliaire (1787-1789), existe de pair avec une pré-révolution populaire, active et engagée. Ce mémoire démontre une évolution du langage de Hardy causée par la transformation de la culture politique dans les années précédant la chute de la monarchie absolue. Notre recherche comporte quelques limites, causées par notre source principale, Hardy cessant d'écrire dès la fin de 1789 et ayant une vision peu optimiste des événements de la Révolution, ce qui l'empêche de s'imaginer un futur pour la France.

MOTS-CLÉS : pré-révolution, langage socio-politique, révolution populaire, historiographie de la Révolution française.

INTRODUCTION

Les historiens des révolutions se sont longtemps concentrés sur les causes politiques, économiques et sociales pour comprendre comment prenaient naissance des changements historiques aussi radicaux et de portée si profonde. En ce qui concerne la Révolution française, elle fut analysée de différents points de vue par les contemporains de l'événement, par les écrivains et les historiens romantiques, par les historiens de l'école des Annales et par des experts aux horizons variés et au bagage différent. Dans les dernières décennies, c'est l'histoire culturelle qui a commencé à s'intéresser au sujet, mais elle s'est vue progressivement concurrencée par l'histoire sociale du culturel, qui démontre l'importance de la culture populaire écrite dans le développement et la transformation d'une société. Keith Michael Baker, Haïm Burstin et Sophie Wahnich sont trois historiens parmi plusieurs autres qui se sont attardés à étudier la construction d'identités, de langages et de sensibilités révolutionnaires, avec des méthodologies très différentes les unes des autres. Ainsi, alors que Baker a été influencé par le *linguistic turn* qui prône une emphase mise sur le langage, Burstin étudie quant à lui l'impact social de la Révolution sur la population plutôt que de s'intéresser au cadre politique de cette période.

L'historiographie de la Révolution française met en scène des travaux aux conclusions diverses et provoque parfois des oppositions entre différents courants de pensée et orientations historiographiques, ce qui explique la multiplicité des études sur cette période de l'histoire. Des controverses historiques peuvent permettre de bien identifier les tenants de telle ou telle école historique et ainsi de mieux comprendre la pensée de ces dernières. L'une des plus célèbres querelles académiques sur le sujet concerne la période de la Terreur et a opposé la gauche et la droite pendant plusieurs années, certains diront même jusqu'à aujourd'hui. Albert Soboul et les historiens de l'historiographie marxiste ont longtemps argumenté que cet épisode de la Révolution était le fruit d'une évolution constante de la violence de 1789 à 1793, mais François

Furet et l'école révisionniste ont émis l'hypothèse selon laquelle la Terreur était un dérapage dû à l'irruption du peuple dans la politique. Au moment où Furet publia l'ouvrage *La Révolution française* conjointement avec Denis Richet, la polémique fut assez importante pour que plusieurs éminents chercheurs se prononcent sur cette idée du dérapage, parfois de façon véhémement et même menaçante. Bien des auteurs, dont Soboul, parlèrent de révisionnisme irrespectueux de l'histoire classique de la Révolution. Richard Cobb, un professeur d'Oxford, critiqua le livre, ses auteurs et l'école des Annales telle qu'elle était devenue dans les années 1960, prétentieuse et vulgaire, selon lui. Il dénonçait l'aspect téléologique de la thèse du dérapage, de même que le parti pris des auteurs, qui présentaient la période finale de la Terreur comme celle du désespoir, alors que ce fut la seule durant laquelle les prix des denrées dans les villes furent contrôlés.¹

Certains auteurs ont délaissé l'histoire politique pour s'intéresser à l'aspect culturel de la Révolution, soit les habitus du peuple, l'écriture et la lecture, la religion et la laïcité, les représentations, etc., ce qui en fait des auteurs en marge des débats traditionnels (la gauche contre la droite). Ils étudient les transformations des différents groupes qui composent la société d'Ancien Régime, ainsi Pierre Serna² et Antoine Lilti qui analysent la noblesse française,³ ou Daniel Roche qui s'intéresse aux salariés et aux domestiques.⁴ Ils étudient également les changements qui affectent l'ensemble de la population, comme la déchristianisation, la désacralisation du roi, la propagation de l'imprimé, etc. D'autres étudient les aspects moins reluisants de la Révolution française pour combattre la vision prônée par ses défenseurs. Ainsi, Jean-

¹ Julien Louvrier, « "Nous des Annales" » : un compte rendu de Richard Cobb dans le Times Literary Supplement en 1966 ». *Révolution Française.net, Historiographie*, (mis en ligne le 1er juin 2006, modifié le 9 mars 2007). Récupéré de <http://revolution-francaise.net/2006/06/01/42-nous-des-annales-richard-cobb-times-literary-supplement-1966>.

² Pierre Serna. *Antonelle. Aristocrate révolutionnaire. 1747-1817*. (Paris : Éditions du Félin, 1997).

³ Antoine Lilti. *Le monde des salons. Sociabilité et mondanité à Paris au XVIII^e siècle*. (Paris : Fayard, 2005).

⁴ Daniel Roche. *Le Peuple de Paris : essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle*. (Paris, Aubier, 1981).

Clément Martin a consacré plusieurs ouvrages à la Terreur en province, en particulier à celle de la Vendée,⁵ considérée par certains comme un véritable génocide. Keith Michael Baker et d'autres se sont intéressés au langage révolutionnaire, influencés en cela par le *linguistic turn*, davantage populaire dans l'historiographie anglophone que francophone. Sophie Wahnich, qui a sa place parmi les historiens de gauche qui voient la Terreur comme une conséquence inévitable de la révolution, étudie l'aspect esthétique et émotionnel de la période. Elle considère que la Terreur fut en fait une Terreur-réplique, causée par la crainte d'un complot aristocrate contre-révolutionnaire qui les força à être terribles pour sauver la République.⁶

Enfin, depuis une vingtaine d'années, l'histoire sociale de la Révolution est redevenue intéressante pour les historiens, tel Haïm Burstin, qui analyse l'apparition du sans-culotte, cette nouvelle catégorie politique à mi-chemin entre le jacobin et l'habitant des quartiers populaires. En s'intéressant à leurs destins individuels, Burstin réussit à émettre des objections quant aux thèses des auteurs classiques de la Révolution, plus particulièrement Soboul, qui associait le sans-culotte à l'artisan et donc le qualifiait de membre d'une classe sociale à part.⁷ Michel Biard, qui étudie l'histoire sociale de la Terreur, s'intéresse aux représentants du peuple en mission. Biard critique l'historiographie classique qui prétend que ces représentants avaient un pouvoir illimité, en démontrant que leurs actions étaient encadrées par les paramètres de leur mission et par des lois qui pouvaient les révoquer. Biard concède néanmoins que certains représentants en mission ont alimenté la Terreur, chiffres à l'appui.⁸

⁵ Jean-Martin Clément. *La Guerre de Vendée*. (Paris : Éditions Geste, 2001).

⁶ Sophie Wahnich, « De l'économie émotive de la Terreur ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 57e année, no 4 (2002) : 889-913.

⁷ Haïm Burstin. *L'invention du sans-culotte : regards sur le Paris révolutionnaire*. (Paris : Éditions Odile Jacob, 2005).

⁸ Michel Biard. *Missionnaires de la République. Les représentants du peuple en mission (1793-1795)*. (Paris : Éd. du CTHS, 2002).

La Révolution française a également été au centre de débats concernant l'opposition entre mémoire et histoire. Ainsi, différentes mémoires s'affrontent et combattent les nombreuses histoires de la Révolution, influencées par les idéologies communistes, républicaines, libérales ou monarchistes. Le bicentenaire de l'événement a été l'occasion pour plusieurs historiens, mais également pour des philosophes, de s'interroger sur le sens même de la Révolution, à travers des aspects comme son esthétisme, son langage et son universalité. Jacques Guilhaumou s'est exprimé en manifestant son refus du jugement historiographique, ce qui allait de pair avec sa prise de distance vis-à-vis de la commémoration de la Révolution française. Il s'est intéressé à un événement qui n'a pas été corrompu par l'historiographie ni par la commémoration, soit la plantation des arbres de la liberté, pour en étudier le sens profond sans être empêtré dans une justification politique ou idéologique. L'aspect banal de l'événement qu'il étudiait lui permet de s'intéresser à l'aspect quotidien de la liberté et de l'égalité.⁹

L'impact des écrits contemporains à la pré-révolution racontant les événements précédant immédiatement 1789 et leur interprétation par les Français est un aspect intéressant de la Révolution française qui a été exploré en détails par les historiens. En étudiant comment la presse présenta les grands moments de 1786 à 1789, tels que l'Assemblée des notables, les révoltes de Grenoble et la convocation des États généraux, cette histoire a permis de s'intéresser à la compréhension du peuple de France des événements qui précédaient la Révolution. Cependant, elle n'a pas amené les historiens à en conclure à l'existence d'une révolution populaire parallèle à la révolution nobiliaire. À travers l'analyse des écrits personnels de l'époque pré-révolutionnaire, tels que les journaux d'événements, de même que des articles de presse, il est toujours possible d'ajouter un autre regard sur un événement mille fois

⁹ Jacques Guilhaumou, « La mémoire contre l'événement révolutionnaire ». *Révolution-française.net, Historiographie*, (mis en ligne le 28 février 2006, modifié le 19 février 2007). Récupéré de <http://revolution-francaise.net/2006/02/28/27-la-memoire-contre-l-evenement-revolutionnaire>

racontés ailleurs. En considérant le fait qu'il y a bien eu une pré-Révolution française venue du haut, provoquée par l'élite bourgeoise française, puis réunie en Assemblée nationale durant les États généraux, peut-on retrouver des indices d'une révolution similaire déclenchée par le bas, dont les origines se trouveraient dans les quartiers pauvres de la capitale et qui serait identifiable par des indices comme le langage, les discours, l'imagerie et les représentations culturelles de la monarchie?

Je m'attarderai à étudier le journal de Siméon-Prosper Hardy, libraire parisien ayant soigneusement noté les événements des dernières années de l'Ancien Régime jour après jour, afin d'identifier des concepts liés à un discours révolutionnaire et d'analyser à quelle fréquence ils apparaissent. J'étudierai aussi l'évolution des termes employés par Hardy dans le temps. Le but de cette enquête n'est pas de chercher l'origine populaire de la Révolution française, qui a fait l'objet d'autres études, mais bien de trouver quelle lecture les habitants de Paris firent de la Révolution nobiliaire. En effet, Hardy est un « lecteur » de cette révolution, et il rend aussi compte de l'esprit de différents groupes sociaux de Paris.

Ma recherche vise à faire la lumière sur une période apparemment bien connue de l'histoire de la France, en faisant ressurgir des éléments passés sous silence grâce à une histoire sociale du culturel. En étudiant les représentations de la monarchie répertoriées dans le journal de Hardy, ainsi que ses observations sur les événements se déroulant à Paris ou à Versailles, je permettrai au travail sur les origines de la Révolution française de s'enrichir en offrant un point de vue culturel et conceptuel aux historiens pour étudier cette période charnière. Dans le premier chapitre de ce mémoire, je présenterai un survol de l'historiographie de la pré-révolution et de la Révolution française, ainsi qu'une description de la vie et du journal de Siméon-Prosper Hardy. Le deuxième chapitre s'intéressera à la lecture de Hardy des soulèvements populaires de la période, qui permettra de témoigner de l'existence d'une pré-révolution populaire. Enfin, le troisième chapitre analysera la vision du

libraire des grandes affaires judiciaires et politiques de la période, ce qui nous aidera à comprendre la lecture qu'en firent les Parisiens.

CHAPITRE I

HISTORIOGRAPHIE ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

1.1 Introduction

L'historiographie de la Révolution française s'est construite autour de certains enjeux qui sont restés plus ou moins les mêmes depuis quelques décennies. L'un des plus représentés dans les travaux des historiens est la question des causes de la Révolution, qui a amené de nombreux débats sur la question et constitue aujourd'hui encore un sujet controversé. Roger Chartier a beaucoup étudié cet aspect de la question, à travers une analyse de la culture d'Ancien Régime. Robert Darnton est un autre historien qui s'est intéressé aux causes révolutionnaires et dont le travail s'est concentré sur le XVIII^e siècle et sur la littérature publiée avant la Révolution, afin d'y débusquer les origines d'un discours contestataire qui allait donner naissance aux événements de 1789. Un autre enjeu majeur, dans l'historiographie de la Révolution française, est celui de la Terreur, qui est vue par certains comme une déviation des buts de la Révolution et par d'autres comme l'application des idéaux révolutionnaires. La Terreur a fait couler beaucoup d'encre, en particulier lors de la controverse entourant la publication en 1965 de l'ouvrage de François Furet et Denis Richet, *La Révolution française*. Plusieurs historiens contre-révolutionnaires s'en sont servis pour critiquer la Révolution, mais bien des historiens tentent également de démontrer que cette période était plus complexe qu'il n'y paraît et que des nuances peuvent en faire ressortir ses aspects positifs. L'enjeu de la place des femmes dans la Révolution s'est développé au cours des dernières décennies du XX^e siècle, avec des historiennes telles que Dominique Godineau et Arlette Farge qui s'intéressent aux

destins individuels des femmes mais également à la place que leur donnait la culture républicaine, tout comme celle de l'Ancien Régime, dans la société. La question de l'origine sociale des révolutionnaires, après avoir engendré des débats par rapport au caractère « bourgeois » de la Révolution, a amené plusieurs historiens à s'intéresser quant à eux à la culture politique de l'époque, afin de comprendre comment les écrits de cette période avaient influencé les mentalités. Keith Michael Baker est un de ces historiens et a écrit sur les grands théoriciens du politique afin de comprendre la continuité entre l'Ancien Régime et la Révolution, tout en identifiant en quoi certains discours avaient permis le développement d'une nouvelle pensée politique. La datation de la période révolutionnaire est également restée un enjeu important au cours des dernières décennies : de plus en plus d'historiens contestent la périodisation traditionnelle voulant que la Révolution commence en 1789 avec la formation par les députés du Tiers État aux États généraux de l'Assemblée nationale, suivie de la prise de la Bastille. Des auteurs considèrent que les troubles de 1787 et 1788 à l'occasion de l'exil des parlementaires et des ministères de Calonne et de Brienne constituent le véritable déclenchement de la Révolution. Pour ce qui est des événements de Thermidor en l'an II, plusieurs historiens marxistes et jacobins considèrent cet événement comme le glas de la participation populaire à la politique et donc la fin de la véritable Révolution.

1.2 Les enjeux de la pré-révolution : les causes de la Révolution française

1.2.1 L'Assemblée des Notables

Les historiens se sont interrogés sur les causes de la Révolution française depuis le XVIII^e siècle, qu'elles fussent d'ordre politique, économique, social ou culturel. La majorité des auteurs se sont entendus pour dire que l'échec des réformes proposées par l'administration royale lors de la tentative malheureuse d'assemblée des notables

de 1787 avait favorisé l'avènement de la Révolution en provoquant la demande des États généraux, qui permirent la contestation par écrit du pouvoir à l'aide des cahiers de doléance. Cette assemblée des notables ne devait pas poser de problèmes, le contrôleur des finances responsable de son organisation, Calonne, ayant choisi une majorité de nobles fidèles à la couronne pour représenter les différentes régions de France. Cependant, les notables refusèrent d'acquiescer aux réformes royales, qui incluaient entre autre une augmentation de l'impôt. Les différents parlements s'unirent dans une fronde contre le pouvoir monarchique et revendiquèrent la tenue des États généraux, se réclamant des intérêts du peuple. Après plusieurs exils et arrestations visant les contestataires, Louis XVI finit par céder aux demandes des parlementaires et les trois ordres se préparèrent à exposer leurs opinions à Versailles.

L'Assemblée des notables constituait pour la noblesse un moyen légitime de défendre les institutions et les coutumes ancestrales du royaume de France, qui existait, tout comme les États généraux, depuis les débuts de la société d'Ancien Régime. Cette dernière était une société d'ordres et était considérée ainsi depuis l'an 1000.¹ Cependant, après avoir d'abord reçu le soutien du reste de la population, les notables se retrouvèrent éventuellement au centre des discussions politiques concernant la légitimité des privilèges de la noblesse. En effet, la profusion de pamphlets qui furent publiés au courant de l'Assemblée des notables de 1787, puis de celle de 1788, permit au public de développer une culture politique de plus en plus contestataire vis-à-vis de la société. L'approche des États généraux et la volonté des députés au Tiers-État de défendre les intérêts de leur ordre accélérèrent la diffusion de ce langage politique qui serait décisif dans le déclenchement de la Révolution française.

¹ Viviane Gruder. *The Notables and the Nation, The Political Schooling of the French, 1787-1788*. (Londres : Harvard University Press, 2007); Jean Egret. *La Pré-Révolution française (1787-1788)*. (Paris : P.U.F., 1962); et Alexis de Tocqueville. *L'Ancien Régime et la Révolution*. (Paris : Éditions André Jardin, 1953).

1.2.2 L'opinion publique

L'Assemblée des notables de 1787 met en scène une noblesse française opposée en bloc aux réformes financières du gouvernement royal. Cette situation de fait s'explique par la longue mutation des élites nobiliaires tout au long de ce qu'on appelle couramment l'époque des Lumières. Celles-ci reconnaissent entre eux un lien social qui les lie également au reste de la population du royaume. Certains auteurs, dont Jürgen Habermas, ont émis l'hypothèse selon laquelle il se serait constitué, au XVIII^e siècle, un « espace public » qui n'existait pas auparavant.² Cet espace aurait favorisé l'émergence d'un nouveau tribunal de l'opinion, qui jugeait par lui-même ce qui était considéré comme moralement acceptable, esthétiquement appréciable, etc. L'opinion publique était plus ou moins indépendante de la Cour et de ce que cette dernière valorisait et présentait comme la vérité. Elle aurait ainsi forcé la main au gouvernement royal en l'amenant à entrer dans l'arène et à défendre ses décisions ministérielles et économiques sur la place publique, plutôt que de les dissimuler derrière la raison d'État, comme il l'avait fait depuis les débuts de l'Ancien Régime. Les philosophes des Lumières se sont réclamés de cette opinion publique et s'adressaient à lui dans leurs écrits, ce qui forçait leurs adversaires à faire de même. Cet espace de contestation du pouvoir monarchique serait l'une des raisons majeures pouvant expliquer la Révolution française.³

D'aucuns affirment que l'opinion publique en France a vu le jour autour de 1750, après que Montesquieu ait publié *De l'esprit des lois* et que Rousseau ait commencé à écrire. Pour eux, les représentants officiels de cette opinion publique sont les hommes de lettres. Cependant, d'autres historiens croient davantage en l'importance

² Jürgen Habermas. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. (Paris : Payot, réed., 1988).

³ Brian Cowan, « Public Spaces, Knowledge, and Sociability », dans *The Oxford Handbook of the History of Consumption*, sous la dir. de Frank Trentmann. (Oxford : Oxford University Press, 2012), 251-266.

des parlementaires dans le développement de l'opinion publique, ces derniers publiant leurs remontrances pour mettre le public de leur côté dans leurs querelles avec le gouvernement royal. L'opinion publique peut juger n'importe quel sujet, elle n'est pas limitée par les lois du gouvernement royal, ce qui en fait un outil important pour les opposants au régime. Cela est permis par son indépendance par rapport aux règles qui régissent le royaume. Mona Ozouf croit d'ailleurs que l'apparition en France de l'opinion publique est une conséquence de la disparition de l'ancienne figure d'autorité, soit celle du roi, en commençant avec Louis XV.⁴

1.2.3 La diffusion de l'imprimé et de la littérature clandestine

La radicalisation du langage de la population française a eu plusieurs causes, mais la principale est sans doute la diffusion de plus en plus importante d'écrits dissidents et leur lecture par une classe lettrée grandissante. Le régime de la librairie sous l'Ancien Régime permettait, grâce aux permissions tacites et au laisser-faire favorisé par certains membres du gouvernement, la diffusion d'ouvrages interdits de même que de contre-façons moins dispendieuses et donc accessibles à des classes sociales différentes et plus étendues. Plusieurs personnages marquants de la période, dont Diderot et Malesherbes, croyaient que la tolérance envers l'imprimerie devait être la plus entière possible, autant pour éviter que les Parlements n'accumulent trop de pouvoir en décidant de ce qui peut être lu que pour des raisons économiques (les livres interdits et contrefaits étant imprimés à l'étranger, les profits restent aussi à l'étranger). Ainsi, en réduisant la censure au minimum, soit seulement les textes remettant en cause la monarchie, les livres obscènes et les ouvrages heurtant les fondements de la religion, on augmentait les chances que les interdictions soient

⁴ Mona Ozouf, « Le concept d'opinion publique au XVIIIe siècle ». *Sociologie de la communication*, 1, no 1 (1997) : 353-357.

respectées, on supprimait les fraudes profitables aux libraires étrangers et on permettait le progrès des sciences, de l'esprit et des mœurs.⁵

De plus, le paradoxe entre la libéralité de la censure et la sévérité des peines était dangereux, selon Malesherbes. En effet, les permissions tacites laissaient à penser que l'État n'avait pas d'autorité et que les libraires pouvaient contrevenir à la loi. Au contraire, pour ceux qui étaient pris, la Bastille les attendait, parfois pour plusieurs mois.⁶ Selon Diderot, la censure était donc inefficace et inutile, en effet les livres frappés d'interdits étaient d'autant plus recherchés par les lecteurs. La circulation de l'imprimé a donc eu un effet majeur dans les mutations intellectuelles et affectives qui ont rendu pensable la rupture brusque et radicale avec la monarchie absolue et la société des corps. En devenant de plus en plus présente dans tous les moments ordinaires de l'existence, la lecture a construit un nouveau rapport au texte, qui était à la fois irrespectueux des autorités, séduit et déçu par la nouveauté et rechignant à la soumission.⁷

La littérature séditieuse au XVIII^e siècle regorge de pornographie et de chroniques scandaleuses visant le clergé et la cour. Une importante historiographie existe sur ce sujet. Robert Darnton a étudié à quel point la littérature clandestine avait investi l'imaginaire collectif et en quoi ce « genre » littéraire fut une des causes culturelles de la Révolution. En s'intéressant au fonctionnement des réseaux de la librairie, Darnton démontre que tous ses participants avaient une importance majeure, que ce soit les sociétés situées en dehors du royaume de France qui étaient responsables de l'impression de nombre de livres prohibés, les grands libraires français bien établis

⁵ Robert Darnton. *De la censure. Essai d'histoire comparée*. (Paris : Éditions Gallimard, 2014), 33-35.

⁶ Roger Chartier, « Le commerce du roman. Les larmes de Damilaville et la lectrice impatiente », dans *Inscrire et effacer. Culture écrite et littérature (X^e - XVIII^e siècle)*, (Paris : Gallimard-Seuil, 2005), 160-164.

⁷ Robert Darnton, « Le courrier des lecteurs de Rousseau : la construction de la sensibilité romantique », dans *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, (Paris : Robert Laffont, 1985), 209-215.

qui commandaient parfois des ouvrages condamnés par le gouvernement royal, les petits libraires désireux de faire un maximum de profits, de même que les colporteurs et contrebandiers qui voyageaient à travers tout le royaume et permettaient aux différentes classes de la société de se procurer la littérature clandestine à un coût moindre. Les chroniques scandaleuses visaient le roi, que ce soit Louis XV ou Louis XVI, les maîtresses et ministres honnis des sujets, tels que d'Aiguillon, Maupeou et Calonne. Quant à la pornographie, c'était surtout le clergé, accusé d'hypocrisie et de compter plusieurs obsédés sexuels parmi ses membres, qui était visé.⁸

1.2.4 La déchristianisation de la population

Une autre cause de la pré-révolution qui est souvent identifiée comme majeure dans le développement du mouvement contestataire parmi la noblesse est la déchristianisation. La décennie 1780 met en scène des individus qui ont une représentation de la religion et de Dieu, de même qu'une vision de la monarchie, très différente de celle des Français des siècles précédents. En effet, après que la Réforme catholique ait imposé à la religion un rigorisme suivi dans la plupart des diocèses, le XVIII^e siècle voit se créer un nouveau rapport à la vie et à la mort qui va influencer sur la déchristianisation, soit par la propagation des méthodes contraceptives et par la diminution des sommes léguées au clergé pour assurer le salut de son âme à la mort.⁹ De plus, les querelles violentes entre jansénistes et jésuites, présentes autant dans la presse que dans les parlements, ont fini par écœurer les fidèles et ébranler leur foi.¹⁰ Les philosophes, pour leur part, ont réussi à détourner les élites de la religion au courant des années 1760-1770 et à les orienter vers les loges maçonniques et les

⁸ Robert Darnton. *Édition et sédition : L'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*. (Paris : Gallimard, 1991).

⁹ Pierre Chaunu, Madeleine Foisil et Françoise de Noirfontaine. *Le basculement religieux de Paris au 18^e siècle*. (Paris : Fayard, 1998), 145-161.

¹⁰ Dominique Dinet, « Une déchristianisation provinciale au XVIII^e siècle : le diocèse d'Auxerre ». *Histoire, économie et société*, 10^e année, no 4 (1991) : 467-489.

salons où la discussion tournait plutôt autour de sujets scientifiques et économiques que moraux. La laïcisation de plus en plus importante a précipité le déclin de la religion dans certaines régions, principalement à Paris et en l'Île-de-France.¹¹

La querelle autour du jansénisme a eu des conséquences autant religieuses que politiques. Elle permit entre autres l'apparition d'un débat qui posait la question de la légitimité du gouvernement royal et tentait de déterminer quelle était la vraie puissance souveraine du royaume. L'opinion publique se serait ainsi développée alors que les partisans du jansénisme autant que ses opposants se combattaient par l'écrit, permettant à tous ceux qui en avaient les moyens de connaître leurs idées et d'alimenter à leur tour le débat. Les parlementaires étant en majorité en faveur des jansénistes, ils alimentèrent le débat en publiant des remontrances critiquant les politiques de la monarchie, ce qui sapa considérablement l'autorité du roi tout en détruisant la légitimité des différentes institutions qui régissaient la France. De plus, les parlementaires et les ecclésiastiques commencèrent à exposer leurs idées sur ce que devraient être les prérogatives et le rôle des magistratures, alors que le roi restait en retrait de ce débat, lui permettant de prendre une ampleur incontrôlable.¹²

1.2.5 La désacralisation de la figure du souverain

Cette déchristianisation est liée intimement à la désacralisation du roi, puisque cette dernière est due à la rupture entre le souverain et le divin. En lisant les cahiers de doléances rédigés en vue des États généraux de 1789, il est évident que le roi est toujours aimé par le peuple qui le considère comme le père de la nation, mais sa sacralité est disputée par celle de la nation, des droits de la personne, des députés, etc.

¹¹ Michel Vovelle. *Piété baroque et déchristianisation en Provence au XVIII^e siècle. Les attitudes devant la mort d'après les clauses des testaments*. (Paris : Pion, 1973).

¹² Jeffrey W. Merrick. *The Desacralization of the French Monarchy in the Eighteenth Century*. (Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1990).

De plus, des « mauvais discours » et des « placards séditieux » souvent violents visant le roi et la famille royale se propagent de plus en plus dans la capitale et dans le reste du royaume. Le crime de lèse-majesté n'est plus considéré comme une raison pour condamner à mort le fautif : même la tentative de meurtre par Damiens sur la personne du souverain est appuyée par une partie du peuple. Le roi est également accusé de provoquer la hausse du prix du pain et plusieurs autres maux du peuple français. La transformation du portrait du roi, d'un tableau aux références antiques à une reproduction réaliste du souverain, de même que la propagation d'objets du quotidien décorés de l'image du monarque, ont rendu banal sa présence et participé à sa désacralisation.¹³

De plus, la pornographie politique est particulièrement virulente vis-à-vis du couple royal : la reine est représentée comme la véritable coupable de tous les maux de la France, l'ennemie « de la monarchie, du roi et du peuple »¹⁴. Cette littérature pullule à la fin du XVIIIe siècle : la reine est présentée comme celle qui aurait transformé la Cour en un bordel, les rumeurs sur ses pratiques sexuelles se multiplient au courant de son règne; elle considère sa sexualité comme plus importante que la politique, mettant en danger tout le royaume. En effet, la reine passe plusieurs années sans être capable d'enfanter, ce qui amène la propagation de rumeurs voulant que ce mariage entre un Français et une Autrichienne soit stérile. Plus tard, la naissance d'enfants royaux va amener le peuple à considérer que ces derniers ne sont pas de Louis XVI, mais de la reine et de ses amants.¹⁵ Elle devient le symbole même de la décadence des monarchies et est accusée d'être « dépensière, intrigante, empoisonneuse, monstre ou animal », en plus d'être la représentation même de la mauvaise mère à cause de la mort de son fils aîné et de son prétendu désintérêt à son égard, puis des rumeurs

¹³ Roger Chartier. *Les origines culturelles de la Révolution française*. (Paris : Points, 2000).

¹⁴ Laurence Daigneault Desrosiers. (2008). *Le fonctionnement de la pornographie politique dans les pamphlets de la révolution française (1789-1793)*. (Mémoire de maîtrise non publié). Université du Québec à Montréal, 25.

¹⁵ Jean-Christian Petitfils, « Marie-Antoinette, une reine brisée ». *Annales historiques de la Révolution française*, no 347 (2007), 181-183.

d'inceste avec son deuxième fils. Le fait qu'elle ait réellement participé à la vie politique en tant que femme d'État et les erreurs de jugement qu'elle fit durant son règne ne firent qu'accélérer sa chute.¹⁶ Après 1793, Marie-Antoinette représentait une menace pour la République, la contre-révolution aristocrate faite femme; de plus, son sexe en faisant l'ennemie de la société bourgeoise républicaine machiste.¹⁷

1.2.6 La contestation physique du pouvoir royal

La culture politique du XVIII^e siècle est marquée par la transformation des modes de résistance au pouvoir. Les révoltes antifiscales constituent la majorité des soulèvements aux XVI^e et XVII^e siècles et s'en prennent aux agents du roi; elles rassemblent toute la communauté et sont violentes.¹⁸ Or, durant les règnes de Louis XV et Louis XVI, elles disparaissent progressivement pour être remplacées en importance par d'autres types de résistance : les luttes contre les fermiers généraux et la taille, qui constitue un impôt direct presque aussi détesté par les Français que la gabelle; les luttes antiseigneuriales, qui visent les seigneurs et les fermiers et dont le mode d'exécution a délaissé la violence pour faire usage de la justice administrative; les troubles frumentaires, liés souvent aux changements du prix du blé et du pain; enfin, les conflits du travail, qui opposent les compagnons des ateliers ou des grandes fabriques et leurs maîtres.¹⁹

Les luttes antiseigneuriales se déroulent désormais devant des magistrats : ce changement démontre surtout une attitude critique et soucieuse de remettre en

¹⁶ Annie Duprat. *Marie-Antoinette, 1755-1793 Images et visages d'une reine*. (Paris : Autrement, 2013).

¹⁷ Lynn Hunt. *The Family Romance of the French Revolution*. (Londres : Routledge, 1992).

¹⁸ Yves-Marie Bercé. *Histoire des Croquants : Étude des soulèvements populaires au 17^e siècle dans le Sud-Ouest de la France*. (Paris : Droz, 1974).

¹⁹ Jean Nicolas. *Les rébellions françaises. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*. (Paris : Éditions du Seuil, 2002).

question ce qui paraissait auparavant immuable.²⁰ Les plaintes cessent de viser le clergé et s'attaquent désormais à l'institution seigneuriale. Un autre aspect politique de la vie des Français est celui du travail, qui non seulement permettra l'évolution de conflits entre ouvriers et maîtres, mais développera la conscience d'une condition commune chez les travailleurs.²¹ Les hommes du peuple, les femmes et les enfants y participent, de même que les soldats, les notables ainsi que les nobles, qui sympathisent souvent avec la cause des révoltés. La fiscalité est la cause majeure des soulèvements populaires qui augmentent dès 1760 et jusqu'à la Révolution.²²

Les révoltes de subsistance sont encore nombreuses au XVIIIe siècle, mais plutôt que d'être causées par des mauvaises récoltes, elles apparaissent à cause des politiques économiques maladroites du gouvernement royal.²³ En effet, après avoir appuyé pendant des siècles les populations affamées face aux marchands de pain, le roi appliqua à la fin de l'Ancien Régime une politique de libre vente des grains, protégeant en priorité les commerçants. Cette action fut considérée comme une trahison : la population verrait désormais chaque disette de manière anxieuse, ce qui rendrait leurs actions beaucoup plus désespérées. Cet état de frénésie provoqua une explosion du nombre d'émeutes dans les décennies précédant la Révolution. Les élites de la population française cessèrent de participer à ce genre de manifestation, car elle visait désormais la propriété privée. Durant la Révolution, les émeutes de subsistance se poursuivirent et influencèrent sur les politiques des différentes factions qui se disputaient le pouvoir.²⁴

²⁰ Antoine Follain (dir.). *Les justices locales dans les villes et villages du XVe au XIXe siècle*. (Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2006).

²¹ Edward P. Thompson, Valérie Bertrand, Cynthia A. Bouton, Florence Gauthier, David Hunt et Guy-Robert Ikni. *La guerre du blé au XVIIIe siècle*. (Paris : Les Éditions de la Passion, 1988).

²² Jean Nicolas. *Op. cit.*

²³ Steven Kaplan. *Le Meilleur Pain du monde. Les Boulangers de Paris au dix-huitième siècle*. (Paris : Fayard 1996).

²⁴ Cynthia Bouton, « Les mouvements de subsistance et le problème de l'économie morale sous l'ancien régime et la Révolution française ». *Annales historiques de la Révolution française* 319 (janvier-mars 2000). Récupéré de <http://ahrf.revues.org/104>

1.2.7 Le développement de la culture politique

Plusieurs historiens ont mentionné comment la propagation de l'imprimé ainsi que le développement de l'opinion publique avait encouragé l'apparition d'une nouvelle culture politique, alimentée par les écrits d'auteurs travaillant parfois dans la clandestinité; cette culture inspirée des théories libérales d'auteurs anglais tels que John Locke serait ainsi une cause majeure de la Révolution française. Bien que Rousseau ait souvent été mentionné, avec Voltaire, comme le principal auteur ayant alimenté le langage contestataire de la pré-révolution, il fut suivi par une pléthore d'autres écrivains qui furent souvent qualifiés par les historiens de « Rousseau du ruisseau ». Ces auteurs au discours radical pour l'époque affrontaient par l'écrit des écrivains davantage favorables au souverain et à son gouvernement, ces derniers présentant à leurs lecteurs des pistes de solution pour mettre fin aux troubles rencontrés par la monarchie afin de la rendre plus efficace.²⁵ La culture politique française se développe autour d'idées et de termes particuliers : « égalité » et « liberté », certes, mais aussi « responsabilité » et « constitutionnel ». Ces termes seront repris par les Révolutionnaires, qui emploieront le vocabulaire français déjà existant pour propager leurs idées.²⁶ La culture politique du XVIIIe siècle est en grande partie responsable des événements qui ont déclenché la Révolution française, de même que de ce qui suivit 1789. En effet, en prônant un gouvernement responsable et constitutionnel, les écrits séditieux, diffusés grâce aux colporteurs vendant en secret des livres imprimés en dehors du royaume, remettent en cause le régime politique français en entier, que ce soit ses composantes monarchiques ou parlementaires. En répondant à ces « mauvais discours » par des arguments juridiques

²⁵ Keith Michael Baker. *Au tribunal de l'opinion : essais sur l'imaginaire politique au XVIIIe siècle*. (Paris : Éditions Payot, 1993).

²⁶ Iah Hansén, « Idées et mots au siècle des Lumières. Mélanges en l'honneur de Gunnar von Proschwitz ». *Mots*, 20, no 1 (1989) : 111-113.

validant la royauté, les partisans de la monarchie entache sa crédibilité d'abord basée sur l'absolutisme et le droit divin en la transformant en une réalité politique basée sur le droit. Les détracteurs de l'absolutisme se basent pour leur part sur la volonté du peuple, notion qui trouve davantage de sympathie de la part de la vaste majorité de la population, qui n'a aucun moyen d'exprimer ses désirs politiques. L'apparition du terme englobant de « nation » viendra sceller le sort de la monarchie française.²⁷

1.2.8 Historiographie récente

Depuis une dizaine d'années, les historiens ont exploré de nouvelles pistes sur la Révolution française et ont dégagé des informations laissées de côté par leurs prédécesseurs. Par exemple, la question de la Terreur est intéressante puisque la lecture des événements de cette période a donné à la Révolution une image beaucoup plus sombre alors qu'elle répétait souvent des schémas ancrés dans la culture politique d'Ancien Régime. L'historiographie récente mise donc sur l'étude de la Terreur dans sa totalité, pas seulement sur la violence de la période, afin d'en dégager ses complexités. Ainsi, dans l'ouvrage collectif *Les politiques de la Terreur* dirigé par Michel Biard, on retrouve des textes qui étudient les rapports entre les politiques du gouvernement et les actions concrètes de ses représentants en mission pour savoir à quel point la théorie et la pratique se rejoignaient. Dans le même ouvrage, des textes sur la justice étudient en quoi la violence n'est pas une invention de la Terreur et imite les méthodes de la monarchie qui l'a précédée, tout comme elle sera imitée pendant l'Empire et la Restauration.²⁸

²⁷ Keith Michael Baker. *Op. cit.*

²⁸ Michel Biard (dir.). *Les politiques de la Terreur, 1793-1794*. (Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008).

Un autre aspect intéressant de la Révolution qui a subi un regain d'intérêt est la période du Directoire, en particulier les relations de ce dernier avec le reste du monde, y compris les républiques nées de l'action des armées françaises. Les multiples lectures faites par la population mondiale des événements et idéaux révolutionnaires ont donné des résultats distincts dans les nombreux endroits touchés par la Révolution. Les origines de l'idée d'une fédération européenne, en même temps que la propagation des idéaux républicains et leurs conséquences dans les colonies où elles furent adoptées par les esclaves affranchis, sont présentées dans l'ouvrage collectif *Républiques sœurs* dirigé par Pierre Serna. Ce même livre permet également de comparer la République directoriale avec la République américaine à la même époque, ou avec la République anglaise de Cromwell.²⁹

La question des colonies et des droits de ses habitants, de même que de leur implication dans les événements de la Révolution française, a animé un colloque dont on a tiré *Les colonies, la Révolution française, la loi*, publié en 2014 et dirigé par Pierre Serna. Ce livre s'intéresse d'abord au droit qui gère la vie des personnes nées dans les colonies, qui au XVII^e siècle est le même que celui pratiqué en France, mais finit par développer des spécificités locales qui vont restreindre les droits des personnes de couleur, jusqu'à les empêcher de se rendre dans le royaume, à la fin du XVIII^e siècle. C'est donc la lecture des lois et leur interprétation particulière par les dirigeants coloniaux qui a donné lieu à des différences juridiques pour les noirs, différences qui vont aller en s'accroissant. Le Code noir sera d'ailleurs rédigé pour rassembler ces lois et les faire connaître des administrateurs coloniaux. L'ouvrage s'intéresse par la suite à l'évolution des lois coloniales durant la Révolution française. Il présente comment l'Assemblée constituante s'opposa fermement aux demandes des personnes favorables à l'égalité entre blancs et noirs, en s'obstinant à considérer les colonies comme étrangères à l'application des lois de la métropole. Avec l'arrivée au

²⁹ Pierre Serna (dir.). *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution Atlantique*. (Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009).

pouvoir des Conventionnels en France, la situation évolue rapidement en faveur des droits des noirs et des habitants des colonies, avec l'abolition de l'esclavage en 1794. Enfin, lorsque Napoléon Bonaparte s'empare du pouvoir, il rétablit les anciennes lois de même que l'esclavage dans les colonies, dans une tentative de rétablir la situation comme elle l'était avant 1789, avec des succès mitigés.³⁰

1.3 Problématique et hypothèse

Maintenant que nous avons effectué une synthèse de l'historiographie qui concerne l'objet de notre recherche, il nous faut exposer clairement le but de cette dernière. Les origines culturelles de la Révolution française, qu'elles concernent la littérature et le monde de la librairie, la grande différence de richesse entre les classes oisives et les salariés se côtoyant sans cesse dans la capitale, la désacralisation de la royauté ou la déchristianisation tout au long du XVIIIe siècle, ont été étudiées par plusieurs historiens reconnus. L'histoire marxiste s'est penchée sur le Paris populaire et a su conjuguer l'étude des Lumières et celle de la Révolution, ce qui explique la très grande importance de ce paradigme pour l'histoire sociale en général et l'histoire révolutionnaire en particulier. En effet, l'intérêt des historiens marxistes pour les petites gens et leur vie au quotidien les a amenés à passer au-dessus des divisions traditionnelles de la discipline historique pour s'intéresser à des thématiques intemporelles. Cependant, la recherche historique s'est peu intéressée à l'interprétation des événements de la fin de l'Ancien Régime par les Parisiens, soit la manière dont ces derniers se représentaient le monde dans lequel ils évoluaient par la lecture de divers périodiques. La raison de ce désintérêt est en partie académique. En effet les études sur le XVIIIe siècle et celles sur la Révolution française sont rarement effectuées en complémentarité, mais plutôt en opposition. Cette division s'est

³⁰ Frédéric Régent, Jean-François Niort et Pierre Serna (dir.). *Les colonies, la Révolution française, la loi*. (Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014.)

maintenue dans les années 1980 et 1990, mais depuis quelque temps, les choses commencent à évoluer dans ce domaine. Ainsi, dans son ouvrage *La Fabrique du Paris révolutionnaire*, David Garrioch présente les changements sociaux, démographiques, religieux, politiques et culturels à Paris de 1750 à 1800, faisant un portrait général de la capitale et liant l'époque des Lumières et la Révolution.³¹

Il nous est difficile de nous représenter les années 1786-1789 comme autre chose qu'une pré-révolution, car nous savons ce qui est arrivé après 1789, mais le peuple français et plus particulièrement parisien ne pouvait pas s'en douter avec autant d'acuité. Comment les Parisiens interprétaient-ils les événements majeurs survenus au cours des années précédant la Révolution française qui leur étaient relatés par la rumeur populaire, les journaux et les textes officiels publiés par le gouvernement?

La population lettrée de Paris avait une connaissance suffisante des enjeux et des détails des différents événements qui bouleversaient la France à l'époque pour comprendre que quelque chose de particulièrement novateur était sur le point de transformer le pays. Nous pensons que les crises de la pré-révolution, instiguées majoritairement par des nobles mais entretenue par des soulèvements populaires, amenèrent l'opinion publique à désirer du changement tout en le redoutant, désirant du moins qu'une assemblée légitime se mette au travail dans le but de redresser le royaume hors du gouffre. Voilà pourquoi nous croyons qu'à travers la lecture de journaux d'événements et de périodiques de l'époque, nous serons capables de constater une augmentation de l'utilisation de termes clés de la pré-révolution par l'opinion publique, termes souvent contestataires tels que « Révolution » et « États généraux », qui démontrent l'existence d'une révolution venue du bas et parallèle à la révolution des notables.

³¹ David Garrioch. *La fabrique du Paris révolutionnaire*. (Paris : Éditions la Découverte, 2013)

1.4 Description du corpus de sources et de ses particularités

Le journal d'événements à la base de notre argumentation est celui d'un libraire de la fin du XVIII^e siècle, Siméon-Prosper Hardy, propriétaire durant quelques années de la librairie la *Colonne d'Or*. Ce Parisien naît en 1727 sur la montagne Sainte-Geneviève, sur la rive gauche de la capitale. Il change plusieurs fois de domicile mais reste toute sa vie dans le même quartier, près du lieu de sa naissance, dans la paroisse Saint-Séverin. Son père était Gérard-Emmanuel Hardy, avocat en Parlement et conseiller du roi; sa mère, Marie-Angélique Couvillard-Delaval, était la fille de Jean Delaval, recteur de l'Université de Paris. À cause de ses origines familiales, du quartier dans lequel il vivait et du milieu où il évoluait, Hardy se reconnaissait pleinement dans la bourgeoisie parisienne. Cependant, il parle peu de ses aïeux et semble plus attaché à sa belle-famille : en effet, après avoir épousé Elisabeth-Charlotte-Perette Duboc, Hardy se lie avec son beau-père Louis-Augustin Duboc, marchand-mercier et grand messenger-juré de l'Université de Paris, ainsi qu'avec sa belle-mère Elisabeth Benoist, fille d'un marchand épiciier. Cette dernière loue une maison à Saint-Cloud où il se rend souvent et se lie d'amitié avec le curé du village, le père Mayer. La belle-famille de Hardy lui permet ainsi de se créer un intéressant réseau d'informateurs qui explique la justesse et la précision des informations inscrites dans son journal à propos de différents événements qui surviennent à Paris. André-Augustin Duboc, le cousin germain de son épouse, était conseiller au Châtelet et informait Hardy sur les affaires judiciaires de l'époque. De plus, Hardy habita un temps dans la maison du commissaire au Châtelet Charles-Convers Desormeaux, dont l'amitié lui permit d'en apprendre beaucoup en matière de justice criminelle.³²

³² Pascal Bastien et Daniel Roche, « Présentation : le Journal d'un temps que passe : *Mes Loisirs*, ou l'autre *Tableau de Paris* », dans *Mes Loisirs ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance* (1753-1789), volume 1, sous la dir. de Pascal Bastien. (Paris : Hermann), 6-9.

Après avoir réussi à obtenir une formation de libraire chez un maître, à un prix élevé et à une époque où les maîtrises passaient plutôt de père en fils, Hardy rejoint le corps des libraires et continue sa vie durant à s'intéresser à la librairie et aux événements qui influent sur celle-ci. Il ne tient boutique qu'une dizaine d'années, mais continue à être informé du monde de la librairie grâce à ses contacts et à ses fonctions d'officier à la chambre syndicale de sa communauté. Hardy est fier de cette position importante, même s'il l'a obtenu à un moment sombre de l'histoire, à l'époque où le chancelier Maupeou est en guerre ouverte contre les parlementaires parisiens.³³ Il faut ici se pencher un instant sur les allégeances politiques et religieuses de Hardy, qui font toute la complexité du personnage et permettent de mieux comprendre son journal. Tout d'abord, Hardy est profondément attaché à la personne du roi, soit Louis XV durant la première moitié de sa vie, puis Louis XVI après 1775. Néanmoins, il est également sympathique à la cause parlementaire, défendant la plupart du temps les actions des parlements, par exemple lors du coup d'État Maupeou. C'est en vérité un défenseur du statut quo et des institutions ancestrales. Méfiant vis-à-vis de la populace et des émeutes de toutes sortes, il est cependant capable de comprendre les raisons de la colère populaire. C'est donc un individu aux valeurs conservatrices, attaché aux institutions anhistoriques que sont la monarchie et les Parlements, dont l'univers social explose en 1775 avec l'abolition des pouvoirs des parlementaires par le pouvoir royal.

La monarchie est dans une période charnière de son existence au XVIII^e siècle. Louis XV lui-même est considéré par Hardy comme un mauvais roi, et sa mort atroce de la petite vérole comme une sanction divine. Pourtant, si Hardy est très conservateur en ce qui concerne sa vision du royaume de France, son appui pour les Parlements met constamment à mal sa loyauté. En effet, les attaques de Louis XV et de ses ministres

³³ Sabine Juratic, « Ordre et désordres dans la Librairie », dans *Mes Loisirs ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance*(1753-1789), volume 5, sous la dir. de Pascal Bastien. (Paris : Hermann), 4-6.

contre les parlementaires constituent selon lui une attaque contre le lien qui unit le roi à Dieu et la nation et relèvent d'un despotisme éhonté. Hardy mentionne des événements prouvant la corruption de la justice et de la société où la loi est devenue déviante et injuste. Il s'en prend aussi aux dépenses frauduleuses et aux mœurs sexuelles contraires à la morale des nobles. À l'inverse, il encense les actions de certains parlementaires qui tiennent tête au despotisme royal, préférant l'exil à la honte de laisser les ministres royaux bafouer les droits de la nation. La confiance et l'espoir qu'éprouve Hardy face à une possible action en faveur des Parlements de la part des princes de sang et plus tard de Louis XVI au début de son règne sont la preuve de l'attachement du libraire pour les institutions monarchiques.³⁴

La pensée politique d'Hardy est fortement influencée par sa culture religieuse. Il a été élevé et a grandi dans un milieu largement influencé par le jansénisme, une doctrine théologique condamnée par le Pape et par les autorités catholiques du royaume, mais protégée officieusement par plusieurs parlementaires ainsi que par une partie du clergé français. Les jansénistes sont reconnus pour leur rigorisme et pour la solidité des liens entre les membres de leur communauté, de même que pour leur méfiance envers les jésuites, considérés comme responsable des calamités qui s'abattent sur la France. Hardy est profondément attaché au jansénisme et aux miracles du diacre François de Pâris, qui a fortement aidé à la propagation de cette doctrine. La bulle *Unigenitus* qui proscriit le jansénisme a été enregistrée de force en 1730, malgré une opposition importante d'une partie des élites du royaume, ce qui explique qu'Hardy la considère illégale. Le libraire ne dissimule pas du tout son allégeance janséniste, qui est répandue dans sa famille : sa grand-mère et sa grande tante sont deux miraculées du diacre; les témoins du mariage de ses parents comptent des jansénistes notoires, y compris des parlementaires; enfin, Hardy lui-même s'est marié avec une femme

³⁴ Christophe Bosquillon, « Présentation : La régénération impossible de la Monarchie », dans *Mes Loisirs ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connaissance (1753-1789)*, volume 3, sous la dir. de Pascal Bastien. (Paris : Hermann).

venant d'une famille au jansénisme encore plus militant. Hardy est également ami avec une famille de libraires, les Lottin, qui est d'allégeance janséniste et entretient elle-aussi des réseaux dans ce milieu.³⁵

Le projet de Hardy, en tenant un journal qui prend de plus en plus d'ampleur dans les dernières années de l'Ancien Régime, est d'exposer les événements qui ont marqué sa vie à la postérité, à l'histoire. Or, sa vision du monde est profondément différente de celle des révolutionnaires, qui sont parmi les premiers individus à prendre conscience des trois temps de l'histoire (passé, présent, futur). On peut utiliser la théorie de l'historien François Hartog sur les régimes d'historicité pour expliquer la perspective différente du temps pour différents types d'individus. Ainsi, les révolutionnaires considéraient que le futur était synonyme de progrès et que l'avenir ne pouvait être que meilleur. Hardy, en tant que janséniste très pieux, considère au contraire le passé comme meilleur que le présent, car dans ce présent toutes les bases de la société semblent s'effondrer. Quant au futur, il ne peut que l'envisager avec méfiance. Son projet d'écriture vise les générations à venir, qui vivront dans un monde qui sera, selon lui, moins parfait qu'il ne l'était dans le passé. Hardy interpelle donc régulièrement ses éventuels lecteurs et fait en sorte que leur lecture des événements et leur compréhension de son époque soit facilitée, que ce soit en recopiant mot pour mot des écrits de son temps ou en renvoyant le lecteur à une autre partie de son journal. À travers ses observations qu'il veut le plus neutre et le plus exact possible, Hardy dresse un portrait assez fidèle de la population parisienne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Le libraire tente entre autres de décrier les injustices que subissent les jansénistes vis-à-vis de certains prêtres zélés qui leur refusent les derniers sacrements, de même que les abus de pouvoir du gouvernement royal et de ses ministres, tels Maupeou, Loménie de Brienne et Lamoignon.

³⁵ Nicolas Lyon-Caen, « Un janséniste face au coup Maupeou », dans *Mes Loisirs ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connaissance (1753-1789)*, volume 2, sous la dir. de Pascal Bastien. (Paris : Hermann), 1-11.

1.5 Méthodologie

Pour notre mémoire, le journal de Hardy constitue une source exceptionnelle. Ainsi, à travers l'analyse des écrits de Hardy au cours de l'époque pré-révolutionnaire, nous croyons qu'il est possible de retrouver des indices écrits d'une contestation populaire du pouvoir monarchique. Considérant le fait qu'il y ait bien eu une Révolution venue du haut, provoquée d'abord par la noblesse au cours de l'Assemblée des notables, suivie par une autre révolution instiguée par l'élite bourgeoise française rassemblée en Assemblée nationale durant les États généraux, nous pensons qu'il sera possible de voir comment lit et réagit le peuple face à la révolution nobiliaire et à l'inertie des solutions gouvernementales, grâce au langage, aux discours, à l'imagerie et aux représentations culturelles. Étant donné que Siméon-Prosper Hardy a soigneusement noté les événements des dernières années de l'Ancien Régime jour après jour, nous pourrions identifier des concepts liés à un discours révolutionnaire et analyser à quelle fréquence ils apparaissent. Nous étudierons aussi l'évolution des termes employés par Hardy dans le temps.

Dans notre analyse du langage de Hardy, nous ciblerons des mots-clés de la période afin de comprendre comment les événements de la pré-révolution ont influencé la culture langagière française. Prenons comme exemple le terme le plus important de la période s'il en est un, celui de « révolution ».³⁶ Hardy s'en sert tout d'abord pour indiquer un changement davantage ministériel. Ainsi, Hardy présente la fermeture

³⁶ Dans les dictionnaires de l'Ancien Régime, le terme « révolution » est peu utilisé pour son aspect politique; par contre, ses définitions astronomique et biologique sont celles qui sont le plus utilisées, ce qui peut avoir influencé l'usage de ce concept en politique, car il retient de l'astronomie le mouvement circulaire et de la biologie l'aspect nécessaire et irréversible. Son acception politique courante veut qu'une révolution soit quelque chose naturel, de récurrent, que tous les États subissent; elle a aussi un aspect plus ou moins négatif. Pour plus de détails, voir Lüsebrink Hans-Jürgen et Reichardt Rolf. « Révolution à la fin du 18e siècle. » : *Mots*, mars 1988, N°16. Numéro spécial. *Langages. Langue de la Révolution française*. pp. 35-38.

forcée des Parlements par le chancelier Maupeou comme étant la révolution de 1771, or cet événement est loin d'atteindre les proportions de 1789 en termes de remise en question du pouvoir, n'étant le fruit que d'un seul individu et de sa cabale.³⁷ En parlant de la tension toujours vive en 1786 entre les parlementaires et le ministre des finances, Hardy explique que cette querelle ne peut se terminer que par la disgrâce du ministre ou par une « nouvelle révolution » des cours souveraines, indiquant toujours une transformation, un changement majeur des instances politiques, mais sans l'aspect violent caractéristique de la Révolution française. Par rapport à la cherté des bestiaux, Hardy croit que des accapareurs essaient de maintenir ou d'augmenter le prix du bétail pour effectuer une révolution semblable à celle sur le prix du bois de chauffage, autre usage du même terme, mais dans une conjoncture beaucoup moins dramatique. En 1787, Hardy mentionne « révolution » une seule fois dans une perspective politique telle que nous l'entendons aujourd'hui, lorsqu'il parle de la « révolution de 1688 » en Grande-Bretagne; les autres fois (seulement neuf mentions de ce terme pour l'année 1787), c'est pour des contextes économiques ou ministériels.

Cependant, dès 1788, le terme « révolution » commence à être utilisé de plus en plus souvent dans un sens politique. Bien que les mentions de la révolution de 1771 continuent, elles sont de plus en plus concurrencées en nombre par la mention de révolutions non advenues qui présenteraient de funestes conséquences pour le royaume. Ces présages se trouvent en majorité dans les écrits des parlementaires. Lors des manœuvres de Loménie de Brienne pour créer de nouvelles magistratures, le terme révolution revient à de nombreuses reprises, mais il a changé de signification depuis 1771 : les troubles publics qui accompagnent les événements administratifs de 1788 sont d'un nouveau genre et Hardy semble l'avoir compris. En effet, dans le discours d'un noble breton d'abord, puis dans une lettre des trois ordres de Dauphiné,

³⁷ BN, manuscrits français 6885, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'il parviennent à ma connoissance*, quinze janvier 1786.

le terme « révolution » a un sens nouveau, car potentiellement heureux.³⁸ Le 17 septembre 1788, il présente un *Mémoire pour le peuple français* qui incite la population à ne pas brusquer la révolution à venir, provoquée par les Lumières. En janvier 1789, Hardy mentionne les questions du ministre Necker au conseil, dans lesquelles ce dernier mentionne les « révolutions imprévues » qui pourraient faire s'effondrer la monarchie et l'importance pour le roi de calmer les esprits. Lorsque Necker tombe malade le mois suivant, les bruits qui courent laissent croire à « une révolution d'un tout autre genre que celle à laquelle on avait maintenant l'espoir de parvenir »³⁹, révolution qui plongerait la France dans de nouveaux tourments. La révolution de 1651, soit la Fronde, est mentionnée par Hardy qui craint que les États généraux ne débouchent sur une issue semblable, signe que le terme a acquis un caractère plus violent. Quelques mois plus tard, le 26 et le 31 juillet, après les événements déclenchant la Révolution française, Hardy a déjà changé la première lettre de révolution en une majuscule, « la Révolution ». Le 30 septembre, puis le 4 octobre, Hardy mentionne pour la dernière fois le terme « Révolution », avec une majuscule.

Le but de cette enquête n'est pas de chercher l'origine populaire de la Révolution française, qui a fait l'objet d'autres études, mais bien de trouver quelle lecture les habitants de Paris firent de la Révolution nobiliaire. En effet, Hardy est un « lecteur » de cette révolution, et il rend aussi compte de l'esprit de différents groupes sociaux de Paris. Notre recherche vise à faire la lumière sur une période apparemment bien connue de l'histoire de la France, en faisant ressurgir des éléments passés sous silence, grâce à une histoire sociale du culturel. En étudiant les représentations de la monarchie répertoriées dans le journal de Hardy, ainsi que ses observations sur les événements se déroulant à Paris, à Versailles ou ailleurs dans le royaume, nous

³⁸ BN, manuscrits français 6887, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'il parviennent à ma connoissance*, 27 juin 1788, 7 octobre 1788.

³⁹ *Ibid.*, 9 février 1789.

permettrons à la recherche sur les origines de la Révolution française de s'enrichir en offrant un nouveau point de vue aux historiens pour étudier cette période charnière.

CHAPITRE II

LES ÉMEUTES ET ÉMOTIONS POPULAIRES : UNE FORME DE LECTURE DE LA PRÉ-RÉVOLUTION

2.1 Introduction

Les années prérévolutionnaires sont ponctuées de soulèvements du peuple français, recrudescence d'un mode de contestation du pouvoir qui avait considérablement diminué en nombre depuis le XVII^e siècle.³³ Les raisons expliquant la baisse de la fréquence des révoltes populaires sont autant d'ordre politique, telle que l'apparition de la figure du lieutenant général de police et la diminution des guerres comparativement au règne de Louis XIV, que d'ordre social, la contestation par la violence ayant progressivement fait place à la contestation juridique, signe d'une transformation des mœurs des Français.³⁴ Le retour à cette forme de manifestation du mécontentement populaire a dû être très inquiétant pour Hardy. Nous croyons que son langage témoignera de cette inquiétude et de sa conviction que les temps changent, signe d'une transformation politique inévitable, amenée par le pouvoir royal, la noblesse ou le peuple. En nous intéressant aux concepts dont il fera l'usage, qu'il aura subtilisés aux journaux ou aux rumeurs, nous croyons que son imaginaire et celui de son époque nous seront révélés.

En tant que bourgeois parisien, Siméon Prosper Hardy dispose d'une position privilégiée pour observer les mouvements populaires et s'informer à leur propos

³³ Jean Nicolas. *Op. cit.*

³⁴ Antoine Follain. *Op. cit.*

auprès des différentes classes sociales qui habitent la capitale, grâce à ses contacts dans la police mais également à ceux des réseaux jansénistes. Il prend soin de noter les divers événements et rumeurs impliquant la colère populaire, démontrant généralement une désapprobation de cette violence, tout en désapprouvant également les mauvaises décisions de l'administration royale responsables de la tension sociale. Le langage de Hardy, qui met l'accent sur la transformation et l'augmentation en fréquence des conflits sociaux de cette période, semble démontrer que le libraire réalise la différence des événements par rapport à tout ce qu'a connu la France jusqu'alors. En 1786, c'est la rébellion des gagne-deniers qui attire son attention ; par la suite, il s'intéresse aux troubles provoqués par l'exil des parlementaires, en 1787, suivant l'Assemblée des Notables ; enfin, en 1788 et 1789, il parle beaucoup des soulèvements dans les provinces suite à l'annonce de la tenue des États généraux du royaume.

2.2 La rébellion des gagne-deniers de janvier 1786 et les conflits du travail

En 1786, Hardy est le témoin de la rébellion, ou grève, des gagne-deniers, causée par un nouveau règlement municipal concernant la régie du transport des paquets dans les différents quartiers de la ville et faubourgs de Paris. Ce règlement provoque une tension et un mécontentement général de la part des gagne-deniers, qui vivaient du travail de transport et voyaient leur gagne-pain leur être enlevé. La grève débute le 2 janvier, après une querelle entre un de ces salariés mécontents et un membre de la régie qui se termine par l'arrestation du premier. Une foule de gagne-deniers, bientôt rejointe par un important rassemblement de gens de la plus basse condition, s'attroupe dans le désir de faire libérer leur congénère, par la force si nécessaire. Ceci force le guet de Paris à envoyer des escouades, soit près de deux-cents soldats, pour mettre fin à cette révolte et en arrêter les cinq principaux chefs, avant de les emmener vers leur lieu de détention sous une importante escorte. Quelques jours plus tard, soit

le 11 janvier, un important attroupement de quelque 700 à 800 gagne-derniers et d'autres gens du peuple se met en marche pour se rendre à Versailles afin de faire part au roi de leur mécontentement vis-à-vis de la nouvelle régie des transports. Des hommes du guet à pied et à cheval, avec à leur tête leur commandant, le Sieur Chevalier Dubois, sont chargées de disperser la foule, mais ne désirant pas user de la force, ils la laissent partir. Les troupes de la maréchaussée réussissent à bloquer le passage d'une partie des protestataires avant qu'elle n'atteigne Versailles et n'en laissent passer qu'un petit nombre qui ne réussit pas à voir le roi, ce dernier étant parti à la chasse. Par des discours tendant à calmer la tension, les officiers des gardes françaises et suisses réussissent à faire rebrousser chemin à la foule des gagne-deniers, ce qui met fin à la phase la plus mouvementée de la révolte.³⁵

2.2.1 Le peuple parisien

Pour comprendre pourquoi la grève des gagne-deniers s'est déclenchée, il est nécessaire de saisir les conditions de vie dans lesquelles vivent les plus démunis des Parisiens à la fin du XVIIIe siècle. Tout d'abord, la capitale du royaume de France peut être divisée en deux parties, un Paris vétuste au centre, habité par le peuple et la bourgeoisie commerciale et artisanale, et un Paris lancé vers l'avenir à la périphérie, habité par la noblesse et leurs domestiques de même que par les travailleurs. La capitale du royaume présente donc des contrastes entre extrême pauvreté et extrême richesse. Cette particularité de Paris peut aider à comprendre en partie l'apparition du mouvement révolutionnaire, de même que les manifestations de la colère du peuple dans les années qui précèdent 1789.³⁶

³⁵ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6685, 2 janvier, 5 janvier, 11 janvier, 14 janvier et 19 janvier 1786.

³⁶ Daniel Roche, *Le Peuple de Paris*, op. cit.

La population active de la capitale du royaume au XVIII^e siècle se divise en deux catégories, les domestiques et les salariés. Les domestiques constituent une classe où les fortunes et les infortunes se côtoient. Ils sont employés en grand nombre par les nobles, mais on en trouve aussi dans les maisons bourgeoises qui comptent généralement un seul domestique. Ils constituent des métis culturels, venant du peuple mais imitant les us et coutumes des classes supérieures. Chez les nobles, les domestiques hommes sont prédominants. On les retrouve dans le faubourg Saint-Germain, le quartier Saint-Honoré, le Palais Royal et le Marais des robins. Chez les bourgeois, ce sont principalement des domestiques femmes. Ils sont extrêmement mobiles dans la capitale, vivant pour la plupart dans des garnis pour une durée d'un mois, alors que les plus riches des domestiques, employés par les nobles, sont logés par leurs maîtres.³⁷

Quant aux travailleurs salariés, ils constituent un groupe aux conditions de vie très hétérogènes. Les compagnons ont le mérite d'atteindre la maîtrise d'un art et ainsi de pouvoir vendre leur savoir, mais les places sont limitées et les possibilités d'entrer dans les communautés de métier se durcissent avec les années.³⁸ Les autres salariés, ceux qui ne font pas partie d'un corps de métier, travaillent à la journée, dans des manufactures ou dans des emplois temporaires (décharger les navires, vider les entrepôts). Ils sont sans qualification et viennent des provinces. Au cours du XVIII^e siècle, la situation des salariés tend à s'améliorer plus sensiblement que celle des domestiques, qui au contraire voient leur patrimoine diminuer de 20%. Les travailleurs des corps de métier ont des fortunes supérieures à celles des manouvriers et des gagne-deniers.

³⁷ Daniel Roche, *Ibid.*

³⁸ Philippe Minard (dir.), « Travail et société, XVI^e-XIX^e siècles. Angleterre-France-Belgique ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54, no 1 (janvier-mars 2007).

À la veille de la Révolution, les contrastes entre riches et pauvres sont plus nets. Cependant, dans la domesticité, qui est recrutée à 90% chez les jeunes provinciaux dans la vingtaine, le niveau moyen de richesse est sensiblement le même à cause de l'ancienneté de leur position sociale et de leur proximité avec les classes oisives. Les rentes apparaissent partout sauf chez les plus pauvres des salariés, elles sont présentes dans les héritages des compagnons, garçons, gagne-deniers, manouvriers, laquais, domestiques. Une étude démographique permet de constater que la criminalité concerne 2/3 d'anciens provinciaux. L'imitation des mœurs des classes supérieures explique que le peuple soit resté plus ou moins tranquille durant les 100 années qui précèdent la Révolution.³⁹

Paris est la ville de France qui comprend le plus grand nombre de lecteurs : 85% des hommes et 60% des femmes sont capables de signer, moyenne nettement supérieure au reste du royaume. La domesticité lit très tôt et cette situation s'améliore tout au long de leur vie, du moins celle qui sert la noblesse et les classes aisées. La situation pour les femmes s'améliore considérablement pour rattraper celle des hommes durant le règne de Louis XVI. Il existe une corrélation entre l'alphabétisation et le métier : les secteurs d'activité ne demandant pas une spécialisation poussée ont un taux d'illettrés importants. Dans la population criminelle parisienne, le taux d'analphabètes atteint des records avec 60% d'illettrés du début à la fin du siècle. La majorité des ouvrages du peuple sont des livres de piété qui permettent une éducation morale du peuple, entachée, selon Rétif, par le libertinage des nobles et l'insuffisance du clergé, qui mèneront à la déchristianisation de masse de 1793.⁴⁰

³⁹ Daniel Roche. *Journal de ma vie : édition critique du journal de Jacques-Louis Ménétra, compagnon vitrier au XVIII^e siècle*. (Paris : Montalba, 1982).

⁴⁰ Daniel Roche. *Les Républicains des Lettres : gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle*. (Paris : A. Fayard, 1988).

2.2.2 Les réseaux d'informations de Hardy

Pour avoir l'accès à de l'information sur les événements de la grève des gagne-deniers, Hardy disposait de nombreuses sources, que les historiens des Lumières ont attentivement étudiés dans le but de définir comment la Révolution française avait pu avoir lieu. Tout d'abord, Hardy et sa femme avaient un domestique à leur disposition : ce dernier s'avérait un excellent médiateur pour obtenir des renseignements pour son maître. Il pouvait ainsi se rendre aux endroits que le libraire lui-même ne désirait pas fréquenter, afin d'obtenir les dernières nouvelles sur différents sujets.

Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, les informations se transmettaient en grande partie par la parole, dans des endroits publics particuliers : les jardins du Palais-Royal, près de l'arbre de Cracovie; dans les jardins du Luxembourg ou des Tuileries, sur certains bancs; dans des coins du Quai des Augustins et du Pont Neuf; dans des cafés; sur les boulevards, etc.⁴¹ Il y avait également la possibilité de se procurer des nouvelles écrites, des nouvelles à la main diffusées clandestinement. Toutes ces méthodes d'acquisition de l'information se trouvaient en dehors des réseaux officiels et n'étaient pas approuvées par le gouvernement. Ce dernier se servait de la *Gazette* et du *Mercure de France* pour faire circuler l'information qu'il acceptait de distribuer au peuple, soit les cérémonies officielles impliquant le roi, la famille royale ou les parlements. Cependant, toute information concernant la politique était destinée à rester « secret du roi » : lorsque des informations politiques sortaient de la cour, grâce aux nouvelles à la main, les scandales qui éclataient menaçaient l'ordre des choses et les structures même de la monarchie. Au cours du règne de Louis XVI, l'accès à l'information fut plus libéralisé, mais la censure

⁴¹ Annik Pardailhe-Galabrun, « Les déplacements des Parisiens dans la ville aux XVII^e et XVIII^e siècles. Un essai de problématique ». *Histoire, économie et société*, 2^e année, no 2 (1983) : 243-245.

existait toujours. Hardy était cependant en contact avec des agents des forces de l'ordre et pouvait ainsi s'informer des rumeurs qui circulaient grâce au réseau de mouchards de la capitale.⁴²

2.2.3 Hardy et l'opinion publique

Lorsque Hardy met en cause la réforme de la régie des transports dans le soulèvement des gagne-deniers, il se fait le porte-parole de l'opinion de la minorité éclairée de la population : c'est ce qu'on appelle l'opinion publique. Cette expression existait déjà en 1750, à l'époque où Rousseau écrivait à son propos. Cependant, avant 1770, elle concerne une « pratique sociale généralisée des coutumes et des valeurs de la nation », alors que par après, l'opinion publique devient une notion davantage politisée, exprimant une voix publique discutant les affaires de l'État sans être soumise à l'autorité royale.⁴³ Cette voix est le fruit de discussions incessantes entre différents individus et prend naissance, selon plusieurs auteurs de l'époque, au siècle des Lumières.

Il peut arriver que le pouvoir de l'opinion publique est plus grand que celui des rois lorsque ces derniers se voient forcés de justifier leurs décisions par la publication d'écrits qui viennent rejoindre et concurrencer la pléthore de textes qui sont lus dans la France du XVIII^e siècle. En même temps, elle ne peut être véritablement importante qu'en période plus ou moins paisible, lorsque le dialogue entre différentes opinions est possible. Peuchet, auteur des Lumières, croit même qu'elle est la cause de la tranquillité de la période pré-révolutionnaire : en effet, elle prend du temps à se former et reste la même pendant de longues périodes, assurant sa stabilité. Selon lui,

⁴² Robert Darnton, « An Early Information Society: News and the Media in Eighteenth-Century Paris », *The American Historical Review*, 105, no 1 (février 2000), 3-7.

⁴³ Keith Michael Baker, « Politique et opinion publique sous l'Ancien Régime », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 42^e année, no 1 (1987), 57.

alors qu'en Angleterre la publicité et l'opposition au Parlement étaient des facteurs d'anarchie et de passions dangereuses, l'opinion publique agissait en France comme un récipient des idées éclairées par la raison.⁴⁴

De nombreux historiens ont approfondi l'étude de ce concept d'opinion publique, de même que sur celui d'espace public, en suivant les traces de Jürgen Habermas. Roger Chartier analyse la culture politique et ses liens avec la sociabilité démocratique et la sociabilité intellectuelle. Il qualifie la sphère publique de bourgeoise, car elle s'oppose à l'État et au peuple par sa culture élitiste et éclairée. Elle dépasse les frontières territoriales pour englober l'ensemble de la communauté savante et constitue un véritable juge parallèle au système de justice dans les affaires judiciaires. Arlette Farge s'intéresse pour sa part à l'opinion publique vue du bas, celle du peuple, et les échanges entre « opinion éclairée et culture populaire », tandis que Daniel Roche analyse les liens entre l'opinion publique et l'éducation, la sociabilité et la politique.

En dehors de France, les débats sur la théorie d'Habermas ont été particulièrement importants aux États-Unis, où s'affrontaient des analyses marxistes, féministes et philosophiques. Un autre débat important opposa la vision du *linguistic turn* de Keith Michael Baker, centrée sur les discours, à la vision davantage matérielle de Robert Darnton, qui s'intéresse aux livres et à la lecture dans l'apparition des idéaux révolutionnaires. L'histoire et la sociologie des sciences ont rejoint le débat sur l'espace public au cours des années 1980, venant s'opposer à la vision discursive des origines de la Révolution française de Baker et Chartier. Par exemple, Colin Jones explique l'importance de l'aspect économique dans le déclenchement de la Révolution en démontrant la profusion de littérature sur la science et la médecine à l'époque et de la montée de la publicité qui entraîna une politisation de la santé. Jones

⁴⁴ *Ibid.*, p. 61-63.

essaie ainsi de ramener à l'avant-plan du débat sur l'espace public la création du mercantilisme et du capitalisme dans la formation de la sphère publique bourgeoise.⁴⁵

2.2.4 Le langage de Hardy durant la grève des gagne-deniers

L'histoire du langage, de même que l'histoire conceptuelle, se sont développées en étudiant particulièrement les périodes historiques où des changements importants survenaient, qu'ils soient de nature sociale, idéologique, économique ou politique. Le XVIII^e siècle, qui voit l'élaboration d'un langage résolument moderne, est donc naturellement une des époques les plus étudiées par les historiens qui s'intéressent aux questions langagières. Hardy démontre, tout au long de ses écrits, une empathie pour la population pauvre de Paris qui participe à la grève, tout en dénonçant leurs actions : « Sans chercher à vouloir justifier la conduite violente et très répréhensible des gagne-deniers; bien des gens trouvoient assez extraordinaire, qu'on eut pris pour faire éclore une entreprise si propre à leur donner de l'humeur, et à jeter le trouble parmi eux, la saison de l'année la plus rigoureuse; celle où l'on ne voioit que trop souvent ces malheureux se morfondre au coin des rues, en y attendant des commissions ou des travaux qui ne venoient point, quoiqu'ils en eussent indispensablement besoin pour pouvoir vivre. »⁴⁶ Il emploie d'abord des termes particuliers pour décrire la situation, tels que « mouvement tumultueux » et « démarche tumultueuse », ce qui semble démontrer qu'il considère la grève comme mouvementée sans toutefois avoir atteint un degré de tension dangereux. En effet, les grèves au XVIII^e siècle ne sont pas nécessairement violentes, cependant elles permettent l'atteinte d'une prise de conscience collective et la réalisation par ses

⁴⁵ Stéphane Van Damne, « Farewell Habermas? Deux décennies d'études sur l'espace public ». *Les Dossiers du Grhil* [En ligne], *Les dossiers de Stéphane Van Damme, Historiographie et méthodologie*, mis en ligne le 28 juin 2007. Récupéré de <http://dossiersgrhil.revues.org/682>

⁴⁶ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6685, 5 janvier 1786.

acteurs de la force que représente l'ensemble de leurs membres, ce qui peut expliquer pourquoi les autorités emploient souvent la manière forte pour y mettre fin.⁴⁷ Toutefois, après les événements du 11 janvier, où la foule se rassemble place Louis XV pour se rendre à Versailles, il emploie le terme « explosion », signe que la situation est devenue plus délicate et potentiellement dangereuse. Il semble accorder beaucoup de crédit aux officiers des gardes françaises ou suisses qui réussissent à calmer la foule en leur proposant des alternatives et en discutant avec elle, plutôt que d'user de force, ce qui est une preuve supplémentaire de son aversion pour la violence de même que de sa sympathie pour la cause des gagne-deniers. Lors de l'exécution des sentences des principaux fomenteurs de troubles, Hardy décrit leurs châtiments sans plaindre ces derniers, sans doute heureux que ces condamnations permettent de mettre fin à la rébellion.

Hardy écrit sur la révolte des gagne-deniers environ une fois tous les quatre jours, signe que les événements sont faciles à suivre et à comprendre, ce qui ne sera pas le cas lors de la Révolution française. En 1786, les signes avant-coureurs de cet événement capital de l'histoire commencent à peine à voir le jour, du moins dans les écrits du libraire. Il existe des termes indiquant un désir de changement qui apparaissent dans les écrits de Hardy. Le terme « contestation », par exemple, apparaît lors de conflits d'intérêts dans des affaires judiciaires telles que celle opposant le chapitre de l'Église de Paris aux directeurs du domaine du roi par rapport à la propriété du cimetière des innocents. Le terme « pourquoi » revient souvent dans le journal de Hardy, à la fin des titres de ses entrées, pour exprimer l'incompréhension de l'auteur et, peut-être, un aspect contestataire. En effet, lorsqu'un individu est mis en détention pour des motifs que le libraire ne trouve pas suffisants pour se mériter un tel châtiment, ce dernier utilise cette manière de contester la décision des autorités pour faire valoir son point de vue.

⁴⁷ Maurizio Gribaudi. *Paris, ville ouvrière, 1789-1848*. (Paris : La Découverte, 2014).

Les concepts employés par Hardy peuvent nous en dire long sur sa mentalité et celle de son époque, comme l'a démontré l'histoire conceptuelle, ou *Begriffsgeschichte*, telle que développée par Reinhart Kosseleck. Plutôt que de s'intéresser uniquement à l'aspect linguistique du langage, l'histoire conceptuelle analyse le rapport des concepts à l'histoire, en particulier « les conditions d'émergence du vocabulaire socio-politique moderne. »⁴⁸ Cette histoire conceptuelle peut permettre de faire ressurgir différentes formes de relations entre la réalité et le langage. Kosseleck définit le concept comme « le concentré d'une multitude de significations » et la *Begriffsgeschichte* comme « une formalisation résultant d'un travail collectif d'accumulation de données sur des trajectoires conceptuelles concrètes. »⁴⁹ Dans les passages du journal de Hardy sur l'affaire des gagne-deniers, le libraire parle de « mouvement » pour décrire l'action des gagne-deniers lorsque ceux-ci se rassemblent pour aller à Versailles et exposer leurs réclamations au roi.⁵⁰ Ce concept est intéressant dans la présente situation, car on parle aujourd'hui de mouvement ouvrier pour décrire les actions de syndicalisation et de réclamation de la classe ouvrière qui se développeront majoritairement au XIXe siècle. D'ailleurs, Hardy explique aussi que les gagne-deniers ont des plaintes à faire au monarque, ce qui est également le cas des grévistes d'aujourd'hui face au gouvernement ou à leur patron. Kosseleck considère que la période 1750-1850 (Sattelzeit) est décisive dans l'histoire de la transformation du langage socio-politique, avec l'apparition de nouvelles expressions, la temporalisation de l'histoire et la politisation des concepts. Le terme même d'histoire change de signification pour devenir l'Histoire en tant que concept réflexif. Les concepts de « Révolution » et « mouvement » se temporalisent et créent une tension entre l'expérience humaine et son horizon d'attente. La temporalisation

⁴⁸ Bernard Lacroix, Xavier Landrin. « La Begriffsgeschichte », dans *Les usages conceptuels du médiéviste*. (Paris : Laboratoire de Médiévisique Occidentale de Paris (LAMOP), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, novembre 2011).

⁴⁹ *Ibid.*, p. 7.

⁵⁰ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6685, 2 et 11 janvier 1786.

touche aussi à des concepts socio-politique rattachés à la volonté et à la possibilité d'un changement, comme « progrès » et « émancipation ». Plusieurs historiens ont emboité le pas à Kosseleck pour poursuivre son travail, tel que Michel Vovelle en histoire des mentalités, Roger Chartier et George Benrekassa en histoire des savoirs et des représentations, Jacques Guilhaumou et Régine Robin en analyse du discours du côté de l'histoire et M. Tournier en lexicométrie politique.⁵¹

2.2.5 Les conflits du travail durant la pré-révolution

En avril 1789, Hardy est témoin d'une insurrection populaire dirigée contre deux maîtres artisans, nommés Réveillon et Henriot, qui auraient proféré des paroles peu élogieuses à l'égard de leurs employés. Cette révolte est menée par des ouvriers mécontents, ce qui en fait un autre conflit de travail opposant cette fois les compagnons aux maîtres. Selon Hardy, le 27 avril, les ouvriers et leur suite rassemblent 3000 hommes qui se réunissent à la place de Grève pour y planter une potence accusant les deux maîtres incriminés par le peuple. Après avoir tenté de s'en prendre à la maison de Réveillon, ils se dispersent grâce à l'intervention du duc de Châtelet. Le lendemain, ils recommencent leur expédition et cette fois, parviennent à s'introduire dans les demeures des deux maîtres, qu'ils saccagent totalement. Ils combattent ensuite les différents régiments et corps de garde de la capitale. Cette révolte ouvrière prend un caractère politique lorsque les manifestants commencent à arrêter les voitures pour réclamer de leurs occupants de l'argent, mais surtout, qu'ils crient avec eux « Vive le Roi, Vive M. Necker ! Vive le Tiers Etat ! ». Elle est aussi

⁵¹ Guilhaumou Jacques, « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels ». *Genèses*, 38, (2000), 105-118.

politique quand la rébellion cesse d'être une guerre entre compagnons et maîtres et se tourne vers la question du prix du pain, qui concerne toute la population parisienne.⁵²

L'affaire Réveillon se déroule une semaine avant la tenue des États généraux et peut donc être considérée comme une participation de la population exclue des assemblées électorales dans les affaires de l'État, un moyen de faire entendre leurs réclamations en tant que membres du Tiers État. Cette révolte est également « la première ébauche d'une dynamique insurrectionnelle autour d'un axe privilégié constitué par l'association des deux faubourgs de l'Est parisien »⁵³, soit le quartier Saint-Marcel et le quartier Saint-Antoine, réputés pour leur propension à la rébellion. Ainsi, ce soulèvement populaire violent mais relativement contrôlé est un indicateur que la pré-révolution française met en scène les gens du Tiers État dans des manifestations contre leurs oppresseurs et donc que la Révolution française est déjà commencée bien avant la prise de la Bastille.

Le langage employé par Hardy démontre que l'année 1789 est encore plus violente dans ses conflits de travail. Ainsi, Hardy parle d'ouvriers « soulevés par des brigands » mettant en marche des « projets exterminateurs contre les sieurs Henriot et Réveillon ». Les termes « dévastés » et « excès » témoignent de la violence du peuple à l'égard des demeures de leurs cibles; de plus, Hardy rapporte qu'on a entendu les ouvriers révoltés avancer que « puisqu'on tiroit sur eux, ils alloient aussi se procurer des armes à feu et se disperser de tous côtés, annonçant que le lendemain ils feroient grand tapage pour obtenir la diminution [du prix] du pain. »⁵⁴ Les termes employés pour décrire cet événement semblent bien plus empreints de gravité, signe que le

⁵² BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6687, 17 avril 1789.

⁵³ Haim Burstin. *Une révolution à l'œuvre: le faubourg Saint-Marcel, 1789-1794*. (Paris : Éditions Champ Vallon, 2005), 54.

⁵⁴ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6687, 17 avril 1789.

libraire voit dans cette révolte un danger plus grand que ne l'était la grève des gagne-deniers.

Les conflits de travail restent néanmoins peu nombreux au XVIII^e siècle, comparativement aux autres types de rébellions. Ils se développent alors que les maîtres tentent de plus en plus de contrôler leur main-d'œuvre, en les empêchant de quitter leur emploi sans préavis ou en récoltant des fonds pour une confrérie de travailleurs. Les rébellions, lorsqu'elles survenaient, étaient minutieusement préparées.⁵⁵ Leurs causes étaient multiples, mais la majorité concernait le salaire, la liberté du travail et les conflits entre compagnons. Lorsque la situation économique était excellente pour les ouvriers, ou au contraire lorsqu'elle était au plus bas, les révoltes pour le salaire prenaient de l'importance. En effet, lorsque les manufactures produisaient en grande quantité et que les profits s'enrangeaient, les ouvriers pouvaient en profiter pour exiger une augmentation de salaire. Les entrepreneurs devaient alors obtempérer, ou risquer de perdre beaucoup à cause de l'arrêt de travail du personnel. À l'inverse, les périodes de moindre revenu dans les entreprises amènent ces dernières à licencier et les chômeurs sont prêts à travailler pour un salaire moindre, or c'est aussi dans ces occasions que les ouvriers se lancent dans des grèves de grande envergure, entreprises alimentées par le désespoir.⁵⁶

2.3 Les troubles à l'occasion de l'exil des parlementaires

Au cours de la période août-octobre 1787, puis de la période août-septembre 1788, la conscience politique du peuple est particulièrement sollicitée à Paris, de diverses manières. L'année 1787 est le témoin de l'Assemblée des Notables, une tentative de

⁵⁵ Jean Nicolas. *Les rébellions françaises. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*. (Paris : Éditions du Seuil, 2002), 295-296.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 302-309.

redresser l'état des finances du royaume ultimement vouée à l'échec. De nombreux magistrats du Parlement de Paris s'y étaient rendus et avaient participé aux discussions, qui s'étaient étendues de février à mai 1787. L'échec de l'Assemblée des Notables et sa dissolution explique peut-être leur résolution si ferme, une fois revenus dans la capitale, de ne pas enregistrer le nouvel impôt sur le timbre tant et aussi longtemps que les États généraux du royaume ne seraient pas réunis. À partir de juillet, les remontrances des parlementaires se succèdent après chaque séance, ce qui amène finalement le roi à exiler le Parlement de Paris à Troyes, en août. L'exil des parlementaires, puis la tentative du principal ministre Loménie de Brienne et du garde des Sceaux, M. de Lamoignon de Malesherbes, de réaménager les magistratures des parlements, en 1788, finit par provoquer la colère du peuple.

2.3.1 La lutte entre le gouvernement royal et les parlements

Le conflit qui opposait la couronne de France aux parlementaires commença durant les années 1750, à l'époque de la querelle sur les refus de sacrement, et avait pris de l'ampleur avant d'être réprimé par la révolution du chancelier Maupeou, qui avait aboli les parlements en 1771 en les remplaçant par des organes de pouvoir moins hostiles aux politiques ministérielles. Cette lutte idéologique avait repris de plus belle quelques années après leur réinstauration sous le règne de Louis XVI. Keith Michael Baker a étudié cet affrontement à travers la culture politique de la fin de l'Ancien Régime, en analysant les discours et stratégies des défenseurs de la monarchie ainsi que ceux des parlements. Du côté du pouvoir royal, l'expert en droit et janséniste Jacob Nicolas Moreau opte pour une réappropriation de l'histoire de France par la monarchie, en collectant, recopiant et étudiant les différents textes de loi datant de la fondation du royaume jusqu'au XVIIIe siècle. En effet, les lois étant majoritairement détenues dans les parlements, les parlementaires sont devenus des experts du langage juridique et il est devenu impératif pour la couronne de rivaliser avec ces magistrats

dans ce domaine. Les parlementaires publient des remontrances exposant leur position pour que l'opinion publique leur soit favorable, alors que la monarchie a opté pour la discrétion et le secret dans ses décisions politiques pour la majorité de son histoire, alors que pour survivre, elle doit combattre les parlements sur le champ du droit. Moreau fut élevé dans une famille profondément attachée au jansénisme, tout comme Hardy, en plus d'avoir étudié dans un collège et d'avoir fréquenté des cercles d'allégeance janséniste. Pourtant, plutôt que d'appuyer les parlements dans leur querelle avec la couronne, Moreau choisit de défendre la monarchie, car il croyait que les idées parlementaires constituaient un danger pour « l'autorité publique et l'ordre social. »⁵⁷

La querelle des refus de sacrements bouscula le paysage social, politique et religieux français. Elle opposait le clergé officiel aux réseaux jansénistes et fut provoquée par une mesure obligeant les mourants à présenter à leur confesseur une preuve de leur soumission à la bulle *Unigenitus* du pape Clément XI, réclamée par le roi Louis XIV et proclamée en 1713, qui répudiait le jansénisme. Ce conflit dégénéra en guerre de pamphlets que le pouvoir royal ne réussit pas à endiguer efficacement et qui finit par démontrer son impuissance. Les magistrats du parlement de Paris, majoritairement d'allégeance janséniste, prirent résolument parti contre les autorités ecclésiastiques au cours de cette querelle, qui eut pour conséquence la perte de confiance de la population envers leur religion et leur repli vers la philosophie.⁵⁸ En effet, les querelles jansénistes sont une des raisons expliquant pourquoi une large part de la population française de l'époque des Lumières cesse de croire en l'utilité de la religion.⁵⁹ Dans la lecture que fait Hardy de l'opposition entre le clergé et les jansénistes, de même qu'entre le pouvoir royal et les parlementaires, il cherche à

⁵⁷ Keith Michael Baker. *Au tribunal de l'opinion : essais sur l'imaginaire politique au XVIIIe siècle*. *Op. cit.*, p. 59-60.

⁵⁸ Pierre Chaunu, Madeleine Foisil, Françoise de Noirfontaine. *Le Basculement religieux de Paris au XVIIIe siècle*. (Paris : Fayard, 1998).

⁵⁹ Dominique Dinet, « Une déchristianisation provinciale au XVIIIe siècle : le diocèse d'Auxerre », *Histoire, économie et société*, 10e année, no 4 (1991), 467-489.

trouver les coupables de la crise : c'est un aspect de son interprétation qui reste présent dans tout son journal. Selon lui, les responsables de la querelle des refus de sacrements sont évidemment l'Église romaine, mais aussi et surtout les jésuites qui ont combattu le jansénisme de manière véhémence dès son apparition. Les parlementaires étant majoritairement liés à la spiritualité janséniste, Hardy a naturellement tendance à soutenir les magistrats face aux actions des ministres du roi. Hardy mentionne divers cas où des jansénistes se sont vus retirer leur droit à la communion et aux derniers sacrements par des prêtres zélés. Il va même jusqu'à suggérer que le roi lui-même envenime la situation.⁶⁰

Dans toutes les couches sociales du Tiers État, c'est davantage un désintérêt qu'une haine envers la religion qui gagne de plus en plus d'importance, et ce jusqu'à la Révolution et au-delà. Souvent, les Français veulent croire en Dieu, mais sans se soumettre au carcan de la religion catholique, à ses dogmes et aux machinations des membres de son Église. L'impossibilité de percer certains mystères de la foi, de même que la barrière de la langue des ecclésiastiques, le latin, déçoivent de nombreux fidèles. L'avarice de certains membres du clergé, qui usent de leur influence pour accroître leur richesse, de même que leurs interventions dans des affaires personnelles, sont deux autres raisons expliquant la défiance du peuple à leur égard.⁶¹

Hardy est en opposition à la tendance générale de la société parisienne et reste un chrétien pratiquant très pieux et donc étranger à la perte de foi de ses concitoyens. Les jansénistes de son époque sont de moins en moins nombreux à Paris et perdent progressivement leur mainmise sur les institutions comme le Parlement ou les corps de marchands. Ils adhèrent à une nouvelle pensée politique où Paris représente le centre de la nation française. Lorsque les États généraux se transforment en

⁶⁰ Nicolas Lyon-Caen, « Un janséniste face au coup Maupeou », p. 12-15.

⁶¹ Daniel Roche, *Journal de ma vie : édition critique du journal de Jacques-Louis Ménétra, compagnon vitrier au XVIII^e siècle*. 405-415.

Assemblée nationale, les jansénistes et le clergé qui s'est rallié au Tiers État ont comme désir de créer une cité régénérée. Le jansénisme cesse de poursuivre une lutte d'influence au niveau des quartiers de Paris pour réaliser un projet national. Cette nouvelle version du jansénisme est tolérante des protestants et des juifs et ses membres les plus radicaux veulent que le lien unissant État et Église soit brisé pour que la religion devienne affaire du privé.⁶²

2.3.2 Les placards et les cérémonies de l'information : comment Hardy interprète la dégradation de la relation entre le roi et le peuple

La population parisienne considère les parlements comme leurs protecteurs face au despotisme de certains ministres du roi, c'est pourquoi leur réaction lors de l'exil des magistrats est si explosive. Des placards menaçants vis-à-vis de la famille royale et du gouvernement commencent très vite à se répandre. Ainsi, le seize août, « on n'entendait parler que de placards affichés soit à *Versailles* soit à Paris en différents endroits, il en avoit été encore trouvé un dès le matin au coin de la rue du Foin du côté de la rue Saint Jacques, je ne me permettrai point d'insérer ici le texte affreux et révoltant de ces placards, tous dirigés contre le souverain et la souveraine. »⁶³ Puis, le dimanche dix-neuf août: « Ce jour dès le matin, on trouve écrit sur une carte appliquée à la muraille, passage de Sorbonne dans le petit cul de sac du côté et près de l'église Saint Benoît ces mots : *Sous huit jours le Parlement ou le feu*; et ce n'étoit pas, disoit-on, le seul placard qui eût été posé la nuit précédente dans la capitale, celui sus énoncé ayant été vu en différens endroits du fauxbourg Saint Germain. »⁶⁴ Un placard attaquant le couple royal que Hardy lit le 30 septembre, soit après le retour

⁶² Nicolas Lyon-Caen, « Demeurer à Babylone ». *Archives de sciences sociales des religions*, 165 (janvier-mars 2014), 121-141.

⁶³ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6686, 16 août 1787.

⁶⁴ *Ibid.*, 19 août 1787.

des parlementaires à Paris, l'offense au plus haut point à cause de sa vulgarité, mais surtout parce qu'il est apposé dans un moment de réjouissances, alors que la communion devrait être à l'honneur.⁶⁵ Hardy mentionne d'autres placard en juillet 1788, dont un affiché devant la loge de la reine au Théâtre Italien : « Tremblez tyrans votre règne va finir »⁶⁶, et un autre avec ces mots : « *Le Roi est averti qu'il y a une révolte d'arrêtée pour le 30 juillet, nous sommes déjà quinze mille hommes et peut-être à la fin du mois serons-nous trente mille. Le Roi fera bien d'augmenter le nombre de ses troupes.* »⁶⁷ Les placards sont un moyen efficace de provoquer à la fois la crainte des élites et d'entretenir la fureur du peuple. Ils permettent aussi de légitimer les actions violentes de la population à postériori, en expliquant leurs dimensions sociale et politique aux lecteurs. Enfin, en visant les institutions de la monarchie, il fragilisait l'édifice même de la société d'ordre d'Ancien Régime, menaçant donc les privilégiés du système qui participaient parfois à la création de libelles sans comprendre les dangers inhérents de leurs actions.⁶⁸ En même temps, ils peuvent servir à avertir la population de futures actions planifiées contre les instances gouvernementales, par exemple ceux qui visent à mobiliser les gens contre la garde et le guet de Paris en août-septembre 1788.

Le souverain de France faisait connaître ses intentions à travers différentes formes de cérémonies royales, qu'elles soient des processions, des *Te Deum*, de lits de justice, des entrées dans les villes conquises ou des sacres. Elles permettaient de présenter comme un fait accompli le pouvoir absolu du monarque tout en informant le peuple des événements marquants du règne. Au XVIII^e siècle, c'est la cérémonie du *Te Deum* qui acquit une importance capitale, pour diverses raisons. D'Henri III à Louis XV, les entrées, processions générales et lits de justice furent progressivement

⁶⁵ *Ibid.*, 30 septembre 1787.

⁶⁶ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connaissance*, 6686, 1^{er} juillet 1788.

⁶⁷ *Ibid.*, 3 juillet 1788.

⁶⁸ Christian Jouhaud, « Les libelles en France au XVIII^e siècle : action et publication ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 90-91 (2003), 33-45.

remplacés par les *Te Deum*, qui étaient célébrés pour divers événements liés au royaume et à la famille royale (naissance, mariage, sacre, victoire, etc.) Les *Te Deum* changèrent de vocation et finirent par louer non plus la toute-puissance divine mais celle du Roi, individu élu par Dieu. Ce changement progressif, qui avait commencé dès l'époque de Charlemagne, fut instrumentalisé par les monarques de l'époque moderne pour légitimer leur règne. D'une cérémonie où le roi cherchait l'approbation du peuple, le *Te Deum* était devenu « un chant de reconnaissance d'un Roi délié de tout contrôle, hors celui de Dieu. »⁶⁹ Henri III fut le roi de France qui modifia le plus profondément l'usage du *Te Deum* : en effet, il n'en fit pas chanter lors de son couronnement, mais le lia désormais à ses succès militaires, se débarrassant une fois pour toute de la question de l'approbation du peuple et rattachant la cérémonie à la majesté royale. Son successeur, Henri IV, renforça cet aspect du *Te Deum* lors de sa reconquête du royaume, enchaînant les publications imprimées et les célébrations. Les règnes de Louis XIII et Louis XIV consolidèrent ce principe clé du *Te Deum* que d'être lié désormais au triomphe militaire du monarque. Les nombreuses guerres qui ponctuèrent leurs règnes permirent en effet à cette cérémonie de prendre de plus en plus de place sur le plan politique.⁷⁰

Durant la période troublée de la fin de l'Ancien Régime, le peuple cesse de montrer au souverain le respect qui lui est dû, ainsi les poissardes habituées à offrir des bouquets de fleurs au couple royal à Versailles refusent de se conformer à cet usage après l'exil du Parlement de Paris, ce qui amène le lieutenant général de police à les y contraindre par la force. La perte de la sacralité du monarque a commencé bien avant le règne de Louis XVI. Elle a atteint un palier important sous Louis XV, reconnu comme un homme naïf manipulé par ses maîtresses. Ses frasques amoureuses et sexuelles ont alimenté les scandales et amené la perception que tout à la Cour

⁶⁹ Michèle Fogel. *Les cérémonies de l'information dans la France du XVIe au milieu du XVIIIe siècle*. (Paris : Fayard, 1989), 160.

⁷⁰ Boureau Alain, « Les cérémonies royales françaises entre performance juridique et compétence liturgique ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 46e année, no 6 (1991), 1253-1264.

n'étaient que décadence et corruption. Cependant, Louis XV n'était pas le premier monarque dont la sacralité avait été entachée. Déjà, le roi Louis XIII avait fait son premier lit de justice avant même que n'ait eu lieu la cérémonie de funérailles de son prédécesseur, ce qui négligeait l'aspect de transfert de sacralité de l'ancien monarque vers le nouveau souverain.⁷¹ Ainsi, il était désormais convenu qu'un roi devenait tel par sa naissance et le droit de succession. Cependant, pour le peuple, le sacre conservait une importance capitale.⁷²

Louis XVI et Marie-Antoinette font les frais de la désacralisation de leurs prédécesseurs. Hardy mentionne en date du mardi 8 mai 1787 de son journal qu'à la revue du régiment des gardes françaises et de celui des gardes suisses par le roi accompagné de quelques membres de sa famille, « [on] n'entendit point dire qu'il y fut arrivé aucune espèce d'accident, mais on fut fâché d'apprendre que le peuple n'y avoit pas crié *Vive le roy* comme à l'ordinaire. »⁷³ Ce genre de manifestation de mécontentement du peuple va devenir de plus en plus violent au courant des années qui suivront 1787 et démontre que lors de la pré-révolution française, le peuple était déjà politisé. La population attaque également, parfois physiquement, des magistrats du gouvernement royal : par exemple, la population parisienne s'en prend aux membres du Grand-Conseil du Roi, siégeant au Louvre, ce qui amène Hardy à utiliser un langage surprenant de sa part pour qualifier ces individus, semblable à celui qu'il aurait employé vis-à-vis des jésuites : « ces magistrats, si tarés et si odieux depuis la révolution de 1771 ». ⁷⁴

⁷¹ Fanny Cosandey et Robert Descimon. *L'absolutisme en France, Histoire et historiographie*. (Paris : Éditions du Seuil, octobre 2002), 76-77.

⁷² Richard A. Jackson. *Vivat Rex : Histoire des sacres et couronnements en France 1364-1825*. (Paris : Éditions Ophrys, 1984), p. 15-17.

⁷³ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6686, 8 mai 1787.

⁷⁴ *Ibid.*, 23 août 1788.

2.3.3 La violence du peuple vue par Hardy

Concrètement, l'exil du Parlement ne modifiait en rien les règles internes du déroulement de ses activités. Cependant, alors que cette opération avait jadis été considérée comme une solution à une crise politique ou économique, dès l'époque de Voltaire, elle est considérée comme une démarche punitive.⁷⁵ La lutte des parlementaires contre le pouvoir monarchique, qui s'était intensifiée tout au long du XVIII^e siècle et avait déjà mené quelques années plus tôt à la révolution Maupeou, avait trouvé un écho chez le peuple qui choisissait de soutenir les parlements dans la plupart de ses entreprises, d'autant plus que ces derniers prenaient soin de publier leurs remontrances dans le but d'obtenir l'appui de la population, alors que le roi et les ministres usaient de la force pour faire exécuter leurs arrêts, à grand renfort de lettres de cachets et de patrouilles militaires.⁷⁶

Le peuple s'en prend parfois physiquement aux représentants du pouvoir royal, que ce soit des colporteurs ou des soldats du guet. Ils s'en prennent aussi aux forces de police, ainsi lors de l'émeute du 20 août 1787 : « La populace toujours acharnée à la poursuite des émissaires de la police, brise et casse tout chez un marchand de vin près du Palais et dans le caffè de la cour du Mai, où il s'en étoit réfugié un qui est assomé de coups et tué sur place. »⁷⁷ La chasse aux mouchards s'expliquait par la haine que leur portait le peuple parisien.⁷⁸ En effet, ces observateurs de police s'introduisaient dans la vie privée de la population et s'immisçaient par le fait même dans leurs affaires et querelles. Le terme même de mouchard était une insulte et ceux qui étaient

⁷⁵ Sylvie Daubresse, Monique Morgatbonnet et Isabelle Storez-Brancourt, « Le Parlement en exil ou histoire politique et judiciaire des translations du Parlement de Paris ». *Histoire et archives*, hors-série, no 8 (2007).

⁷⁶ Guy Lemarchand, « Troubles populaires au XVIII^e siècle et conscience de classe : une préface à la Révolution Française ». *Annales historiques de la Révolution française*, no 279 (1990), 32-48.

⁷⁷ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6686, 20 août 1787.

⁷⁸ Arlette Farge et Jacques Revel. *Logiques de la foule. L'affaire des enlèvements d'enfants, Paris, 1750*. (Paris : Hachette, 1988).

désignés comme tels avaient de bonnes raisons de se fâcher s'ils n'en étaient pas, à cause des conséquences fâcheuses que cela pouvaient avoir sur leur réputation. La révolte, menée par des jeunes hommes et visant les gens en faveur de la politique gouvernementale et donc de l'exil du Parlement de Paris, s'inscrit dans la pré-révolution par son côté politique d'opposition aux décisions royales, malgré son apparence de chasse aux mouchards.⁷⁹

2.3.4 Les parlementaires

L'historiographie s'est beaucoup intéressée aux institutions de l'Ancien Régime qui détenaient suffisamment de pouvoir pour représenter une sorte d'opposition à l'absolutisme du roi. En effet, ce sont ces institutions qui ont mené les débats publics menant à la radicalisation du langage et de la culture politique, ce qui finit par provoquer la Révolution. Les historiens du XVIII^e siècle et de la période révolutionnaire voient ainsi dans les parlementaires des personnages majeurs et essentiels pour comprendre l'origine de la Révolution. Les magistrats du parlement détenaient l'appui de l'opinion publique grâce aux remontrances qu'ils publiaient. L'exil des parlementaires, qui survenait lorsque le roi voulait que ses projets soient acceptés de force, n'était pas considéré par ces derniers comme un déshonneur, car ils étaient punis pour des idéaux auxquels ils croyaient. Par le fait même, le peuple les considérait comme des héros, et ceux qui mourraient en exil devenaient de véritables martyrs. Ainsi, les tentatives du gouvernement royal de briser la résistance des parlementaires grâce aux lettres de cachets étaient inefficace, puisque cela contribuait à renforcer l'admiration du public pour les magistrats des Parlements.

⁷⁹ Thomas Manley Lockett, « Hunting for Spies and Whores: A Parisian Riot on the Eve of the French Revolution ». *Past & Present*, no 156 (août 1997), 116-143.

La population pouvait exprimer son opposition face à l'exil des parlementaires avec des moyens moins violents que les placards et les émotions populaires : par exemple, D'Ormesson de Noiseau explique dans son journal personnel qu'à la Comédie française, un vers expliquant que l'exil est un triomphe avait déclenché les applaudissements du public, manifestation politique éminemment opposée aux décisions gouvernementales.⁸⁰ Hardy lui-même se fait le porte-parole de cette opinion vis-à-vis des parlementaires, lorsqu'il choisit des mots plutôt critiques pour qualifier les actions de la couronne après que des rumeurs d'exil des parlementaires se soient fait entendre :

[I]l falloit s'attendre à quelque mouvement extraordinaire dans les provinces, où l'effervescence commençoit à devenir, disoit-on, très considérable, si l'administration ne changeoit de dispositions, ou ne revenoit sur ses pas, en cessant de répandre partout le trouble et la consternation. »⁸¹ Plus tard, Hardy mentionne qu'on « voyoit avec le plus grand plaisir au Palais où s'étoient rendus en nombre les avocats, le procureur et les clercs, tous les visages déridés et radieux par le satisfaisant espoir d'un retour du Parlement soi-disant prochain [...] ». ⁸²

Un programme informatique utile pour notre étude, Voyant Tools, permet de créer des « nuages de mots » où les mots les plus souvent employés dans un texte apparaissent plus gros que ceux moins utilisés. En excluant les différents pronoms et déterminants, le langage du journal de Hardy se transforme au fil des années, particulièrement entre 1788 et 1789. En 1786, il mentionne trois termes de manière plus courante : roi (371 fois), parlement (322 fois) et Paris (382 fois) (voir annexe A); ces termes restent sensiblement aussi importants en 1787 : roi est mentionné à 948 reprises, parlement 743 fois et Paris en 553 occasions (voir annexe B); en 1788, la fréquence des termes change peu, roi est écrit 970 fois, parlement 854 fois et Paris

⁸⁰ Julian Swann, « Disgrace without Dishonour: The Internal Exile of French Magistrates in the Eighteenth Century ». *Past & Present*, no 195 (mai 2007), 87-126.

⁸¹ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6686, 16 août 1787.

⁸² *Ibid.*, 14 septembre 1787.

449 fois (voir annexe C). Cela permet de se faire une bonne idée de la constellation des concepts chers à Hardy avant la Révolution, qui viendra bouleverser son univers et mettra à jour ses contradictions.

2.3.5 Le retour des parlementaires

Le retour des parlementaires à Paris, ou dans toute ville d'où son parlement a été exilé, est l'occasion d'autres troubles provoqués par les manifestations de joie du peuple. Les festivités célébrant ce genre d'événement récurrent de l'histoire de la France au XVIII^e siècle se font souvent de manière explosive, la population considérant généralement, à l'époque, les Parlements comme étant leurs représentants vis-à-vis de la personne royale : ils attendent donc leur retour avec impatience. Les habitants des différentes provinces affluent en nombre vers les capitales provinciales pour fêter le retour de ces héros, ce qui démontre l'unanimité de la joie des Français face à de tels événements. Généralement, le retour des magistrats est précédé par le renvoi de ministres honnis du peuple, ce qui donne droit à d'autres manifestations de joie souvent violentes.⁸³ Hardy mentionne tout au long de la dernière semaine de septembre et de la première semaine d'octobre 1787 les manifestations de joie de la population parisienne qui se succèdent chaque jour jusqu'à tard en soirée et bouleversent la tranquillité de la capitale. Les Parisiens se rassemblent dans des places telle la place Dauphine ou autour du Palais-Royal pour célébrer et exprimer leur contentement de plusieurs manières : en lançant des feux d'artifices, fusées et pétards de toutes sortes; en promenant des effigies de ministres honnis, Calonne en 1787, Lamoignon et Loménie de Brienne en 1788, dont ils font le procès factice avant

⁸³ Clarisse Coulomb, « "L'heureux retour". Fêtes parlementaires dans la France du XVIII^e siècle ». *Histoire, économie et société*, 19^e année, no 2 (2000), 201-215.

d'y mettre le feu; en insultant les soldats du guet de Paris et des gardes françaises; en allumant des feux de joie; etc.⁸⁴

Parfois, ces manifestations de réjouissances se transforment en révoltes et en turbulences violentes. Ainsi, le 28 août 1788, plus d'une cinquantaine de personnes sont blessées parmi la populace et les soldats du guet, dont trois meurent des suites de leurs blessures. Le 29 août, la population en colère contre le guet allume un grand feu à la place Dauphine qu'elle alimente de tout ce qu'elle trouve aux alentours, avant de s'en prendre aux postes de guets de différents endroits de la capitale, qu'elle démolit en partie ou complètement, avant d'y mettre le feu. Le petit peuple de la capitale lance une véritable guerre à la garde et au guet de Paris, ce que Hardy considère comme « une autre espèce de calamité d'un genre tout nouveau. »⁸⁵ Le langage qu'utilise Hardy pour parler de la nouveauté est intéressant, car il permet de voir la transformation de la société d'Ancien Régime qui va en s'accéléralant. Premièrement, il utilise l'adjectif « moderne » pour décrire des opinions éclairées, souvent attribuées à des ecclésiastiques qui se démarquent de leurs confrères, mais aussi à des philosophes et des magistrats⁸⁶; aussi, le terme « original » est utilisé en majorité pour décrire des contes et ouvrages qui plaisent, de même que des personnalités hors de l'ordinaire⁸⁷; enfin, « extraordinaire » est parfois utilisé pour décrire la nouveauté, ainsi pour parler d'un « événement aussi extraordinaire que triste et neuf en son genre »⁸⁸, de même que des « événements extraordinaires qui venaient de se passer »⁸⁹ en parlant des journées révolutionnaires d'octobre 1789.

⁸⁴ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6686, 28, 29 et 30 septembre, 1^{er}, 2 et 3 octobre 1787.

⁸⁵ *Ibid.*, 6687, 30 août 1788.

⁸⁶ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6685, 30 septembre 1786; 6686, 10 avril, 8 juillet et 13 septembre 1787; 6687, 3 mai 1789.

⁸⁷ *Ibid.*, 6685, 22 janvier, 11 septembre et 16 septembre 1786; 6686, 18 août, 1^{er} octobre et 28 décembre 1787, 19 janvier et 26 mai 1788.

⁸⁸ *Ibid.*, 6686, 28 septembre 1787.

⁸⁹ *Ibid.*, 6687, 7 octobre 1789.

La violence avec laquelle les Parisiens réagissent à l'exil des parlementaires ou aux politiques des ministres est difficile à comprendre, étant donné que la population de la capitale du royaume était devenue beaucoup moins frondeuse au courant du XVIII^e siècle. En effet, au siècle précédent, l'apparition du bureau du lieutenant général de police, répondant directement du roi, a remplacé les milices bourgeoises traditionnelles par la garde et le guet de Paris, appuyé par les gardes suisses et françaises. Cela a contribué à la disparition de toute forme de sédition visant directement le pouvoir royal pour près d'un siècle. Alors que les milices bourgeoises entretenaient une solidarité des Parisiens, leur disparition et leur remplacement par des soldats venant d'ailleurs en France et ne parlant parfois pas le Français a brisé ces liens qui permettaient autrefois de lever une armée de plusieurs milliers d'hommes en quelques heures. Selon l'auteur Thomas Manley Lockett, le peuple parisien avait besoin de rebâtir cette solidarité dans la capitale afin de pouvoir s'opposer efficacement aux instances gouvernementales. Les révoltes précédant la prise de la Bastille seraient donc, selon lui, une période d'apprentissage, où les artisans de la ville en auraient profité pour se former en tant que chefs révolutionnaires et auraient influencé le jeu politique dans la capitale.⁹⁰

2.4 Les soulèvements dans les provinces

Hardy est Parisien et passe le plus clair de son temps dans la capitale ou aux alentours, cependant il se tient au courant de ce qui se déroule ailleurs dans le royaume, sans avoir autant de moyens de recueillir de l'information sur ce sujet. Durant la pré-révolution, les soulèvements dans les provinces sont parfois plus violents et de plus grande envergure que ceux dans Paris, c'est pourquoi Hardy porte

⁹⁰ Thomas Manley Lockett, *Op. cit.*, 116-119.

un intérêt particulier à ceux-ci. Leurs causes sont nombreuses, mais on peut les séparer en différentes catégories : les rébellions de subsistance, quand le prix du pain ou d'autres denrées de première nécessité devient trop élevé pour être supporté par les masses; les révoltes fiscales, contre les impôts nouveaux ou trop lourds; enfin, les soulèvements politiques, fruits de la fermentation précédant les États généraux et opposant le peuple et la noblesse.

2.4.1 Les révoltes frumentaires

Les troubles occasionnés par la faim et la fiscalité trouvent chez Hardy un témoin intéressé, car il est touché (moins durement que la majorité plus pauvre de la ville) par la hausse du prix du pain et est critique face aux exemptions des grands seigneurs de même qu'à tout gaspillage éhonté de l'argent public par certains individus haut placés. En 1789, des disettes provoquées par l'accaparement et les mauvaises récoltes font rage, autant dans la capitale qu'en province. Hardy mentionne un soulèvement à Genève datant du 27 et du 28 janvier, durant lequel le peuple, frustré par l'augmentation du prix du pain, s'est emparé de postes et d'une porte de la ville et a réussi à repousser la garde. Le 17 mars, il parle d'une révolte qui s'est produite à Reims à cause de la cherté du pain, où plusieurs personnes ont perdu la vie en combattant les forces de l'ordre. Le 3 avril, il mentionne des rébellions à Toulouse et à Nancy, provoquées par les mêmes raisons. Le 4 mai suivant, c'est une révolte à Rochefort qui attire son attention. Il explique à l'entrée du 12 mai que des soulèvements contre le prix élevé du pain se produisent partout à travers le royaume. Marseille, en particulier, a des velléités indépendantistes et a fermé ses portes et son port, plaçant des canons aux endroits stratégiques pour se défendre contre l'armée royale qui est envoyée pour calmer la situation. Hardy a l'habitude, à travers la description de ces événements, de chercher les « véritables » coupables, étant convaincu que des personnes mal intentionnées fomentent des complots visant à

détruire le royaume : c'est là un élément capital pour comprendre la lecture qu'il fait des événements de la pré-révolution. Ainsi, les accapareurs de blé sont selon lui les princes de sang qui tentent de provoquer des révoltes qui permettraient aux armées du roi de les écraser une fois pour toute et peut-être d'empêcher la tenue des États généraux. La mentalité de Hardy rejoint celle de la majorité de la population au XVIII^e siècle, qui a de la difficulté à comprendre les grandes causes socio-économiques des crises et recherche des coupables en chair et en os chez les administrateurs qu'il considère comme des accapareurs. Ce terme apparaît quelquefois dans le journal de Hardy, souvent pour identifier un possible responsable de la crise du moment. Nous en reparlerons lorsque nous nous intéresserons aux théories du complot du libraire.

Les révoltes frumentaires, qui regroupent près de 20% des révoltes du règne de Louis XIV à celui de Louis XVI, opposent les gens qui ont faim, soit le peuple plus pauvre des villes et campagnes, aux marchands de blé et aux boulangers, de même qu'aux autorités locales. Elles prennent comme formes l'attaque et la destruction des établissements des artisans du pain (marchés, boulangeries, moulins), le vol du pain et de la farine; en dehors des grands centres urbains, des bandes de paysans battent la campagne à la recherche de stocks cachés et forcent les propriétaires terriens à leur livrer la marchandise. Elles voient aussi le peuple s'en prendre aux individus envoyés par les grandes villes du royaume pour réquisitionner du blé, en leur bloquant la route et en leur volant la marchandise.⁹¹

Les femmes jouent un rôle primordial dans ces émeutes, à cause de leur rôle de mère nourricière : elles dépassent en nombre les hommes dans 70% de ces soulèvements. Les leaders de ces foules sont généralement des artisans, soit des cabaretiers, des maçons, des vignerons, etc., mais Hardy ne les nomme pas, sauf exception, se

⁹¹ Jean Nicolas, *Op. cit.*, 221-223.

contentant parfois de les qualifier de « particulier », sans plus. Pour lui, les acteurs de ces révoltes sont généralement anonymes et ils ne les considèrent que comme faisant partie des foules de mécontents. Les bourgeois des villes prenaient parfois le parti des révoltés, mais dans la majorité des cas, ils préféraient réinstaurer le calme en se réunissant en milices bourgeoises, ce qui rejoint la position de Hardy. Quant au clergé local, il plaint le peuple et réclame en sa faveur de l'aide auprès de ses supérieurs hiérarchiques, prêchant le droit de ses ouailles et marchant parfois avec elles dans les rébellions, dont il prend parfois la tête.⁹²

L'administration royale, malgré la centralisation constante du pouvoir monarchique, ne parvint jamais à fixer un prix maximum du pain, malgré ses nombreuses tentatives. En effet, les employés royaux remplacèrent progressivement les autorités municipales dans les fonctions liés au contrôle du commerce du pain, le roi achetant du blé en période de crise pour le vendre à prix réduit. Pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle, le gouvernement royal changea d'attitude vis-à-vis du commerce du grain : il commença à prêcher en faveur d'une politique de libre-échange et réduisit progressivement ses interventions dans l'économie céréalière. Cela conduisit à l'apparition de nouvelles formes de révoltes frumentaires, où le peuple, en se soulevant, forçait les autorités municipales et locales à se plier à ses exigences, dictées par l'économie morale.

Ce terme de l'historien E.P. Thompson, qui se rattachait au cadre de la nation anglaise, a été repris par plusieurs historiens de la France du XVIIIe siècle pour expliquer les motivations derrière les actions des protestataires. L'économie morale se base sur le rôle que devrait jouer le gouvernement royal dans la protection de son peuple, entre autres en s'assurant de la subsistance de ce dernier par un contrôle accru du commerce du pain. Ainsi, les émeutes frumentaires de la fin de l'Ancien Régime

⁹² *Ibid.*, 269-278.

ont aux yeux du peuple et d'une partie de l'administration, une légitimité morale appuyée par l'histoire et par le symbole du roi en tant que père protecteur de son peuple.⁹³ Dans la période pré-révolutionnaire, les révoltes frumentaires prennent un caractère de plus en plus politique, en effet le peuple réquisitionne le blé en prenant d'assaut « aussi bien des châteaux et des monastères que des fermes ».⁹⁴ Le peuple réclame du gouvernement des mesures visant à stabiliser les prix et à empêcher le transfert de blé d'une région à l'autre : lorsque les autorités échouent à répondre à leurs attentes, la population agit elle-même.

Dès le XVI^e siècle, les populations urbaines augmentent, de même que les besoins des armées. Cela provoque un accroissement de la demande en blé pour cette part non-productrice de la population, alors que l'offre de cette ressource reste sensiblement la même. Les marchés locaux et régionaux souffraient de la montée d'un marché régional. Au XVIII^e siècle, on mourrait moins de la faim qu'au siècle précédent, mais la pauvreté était plus répandue. L'attitude du gouvernement changea alors que ce dernier cessait de protéger à tout prix la population et s'engageait désormais à défendre les marchands et le droit au commerce. Cela peut être vu comme la fin de l'image du roi-boulangier et constitue une des raisons de la chute de crédibilité de la monarchie, qui mena à sa perte.

Les révoltes de la pré-révolution visent le respect des droits de la population, alors qu'au XVII^e siècle elles avaient plutôt comme raison la punition des personnes accusées des maux de la société. C'est aussi des révoltes qui ne rassemblent que les couches inférieures de la société, les nobles et les riches bourgeois ne sympathisant plus avec les contestataires, leur propriété étant souvent la cible des rébellions de subsistance. L'armée vient prêter main-forte aux autorités locales qui écrasent les

⁹³ Louise A. Tilly, « La révolte frumentaire, forme de conflit politique en France ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 27^e année, no 3 (1972), 738-750.

⁹⁴ *Ibid.*, 752.

révoltes.⁹⁵ Durant la Révolution, les rébellions dont parle Hardy en 1788 et 1789 ne sont plus uniquement concentrées sur les problèmes de subsistance et touchent à d'autres enjeux tels que la fiscalité et l'administration. Les autorités locales hésitent à user de la force envers les révoltés et il arrive de plus en plus souvent qu'ils entravent les déplacements de grains pour assurer la subsistance de leur propre population.⁹⁶

2.4.2 Les révoltes fiscales

Cet autre genre de révolte, opposé à la fiscalité, est la plus récurrente de la deuxième moitié du XVII^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e siècle : elle constitue le tiers des soulèvements populaires. Cela s'explique par l'alourdissement général des impôts et taxations durant cette période de l'histoire. L'impôt indirect, qui représentait au siècle précédent le quart des recettes gouvernementales, finit par équivaloir à la moitié de ses revenus. Les révoltes fiscales prennent principalement la forme d'opposition armées aux commis de la ferme et d'opérations de sauvetage des personnes arrêtées pour contrebande. Elles rassemblent non seulement le peuple, mais aussi des membres du clergé et des notables locaux.⁹⁷

Le mardi 25 juillet 1786, Hardy parle du projet du sieur Calonne, contrôleur général des finances, d'établir la grande gabelle dans la province d'Auvergne, où cet impôt n'a apparemment jamais été levé, à l'aide d'un simple arrêté. Après avoir expliqué que la Cour des aides de Clermont avait exprimé des remontrances au roi en lui exposant la situation, le libraire exprime ainsi l'inquiétude de ces magistrats face à cette situation : « ils voioient les esprits tellement échauffés par l'expectative d'une

⁹⁵ Cynthia Bouton, « Les mouvements de subsistance et le problème de l'économie morale sous l'ancien régime et la Révolution française ». *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 319 (janvier-mars 2000), 3-7. Récupéré de <http://ahrf.revues.org/104>

⁹⁶ *Ibid.*, p. 8-11.

⁹⁷ Jean Nicolas, *Op. cit.*, 37-38.

surcharge aussi onéreuse, qu'ils ne pouvoient s'empêcher d'en redouter les suites funestes. »⁹⁸ Cette mention de Hardy démontre sa compréhension des diverses conséquences que peuvent avoir des charges et impositions trop onéreuses sur le moral du peuple et sa crainte, partagée par les magistrats dont il parle, que ce dernier ne se soulève pour protéger ses « droits » ancestraux.

En effet, chaque province de France avait ses privilèges, les monarques précédents leur ayant laissé leurs coutumes ancestrales au fil des conquêtes : cela nuisait à toute tentative d'uniformisation ou de modification de l'impôt, d'où la réaction violente des provinces de Bretagne et du Dauphiné lors de l'enregistrement forcé de nouveaux édits, orchestré par le principal ministre Loménie de Brienne. Cette démarche avait entre autres comme raison d'être de se débarrasser des parlements tels qu'ils existaient à l'époque, ces derniers étant devenus en quelque sorte le pendant français de l'opposition dans le système politique britannique. Hardy mentionne le jeudi 12 juin, une « nouvelle affligeante de Grenoble », selon laquelle une armée de cinq mille hommes s'est mise en marche pour rétablir le président du parlement de cette ville par la force, après avoir entendu la rumeur de multiples lettres de cachet prêtes à être expédiées pour exiler divers parlementaires. Cette armée populaire s'en prend au régiment d'Austrasie, qui a tenté de se mettre en travers de leur chemin, après avoir pris les armes de l'arsenal. Ils finissent par détruire les hôtels du gouverneur et de l'intendant de la province. Cette révolte est connue dans l'histoire sous le nom de journée des tuiles et constitue un événement que la majorité des historiens de la Révolution française considèrent comme précurseur de cette dernière. Hardy emploie généralement les termes « triste », « affligeant » ou « accablant » pour décrire les événements dans les villes de province touchées par des soulèvements.

⁹⁸ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6685, 25 juillet 1786.

Un soulèvement se produit à Lyon à l'occasion d'un différend fiscal entre l'archevêque et les marchands de vin de la ville, en août 1786. La décision de l'archevêque de se servir d'un ancien droit lui permettant de vendre tout le vin pouvant être bu dans la ville amène les cabaretiers à fermer boutique, ce qui provoque la colère de la population ouvrière qui décide de s'en prendre aux instances gouvernementales. Hardy mentionne l'intervention heureuse des comtes de Lyon, qui a permis à la révolte de se terminer sans causer davantage de dégâts.

2.4.3 Troubles sociaux et politiques

Les révoltes frumentaires et fiscales laissent présager un type de rébellion qui va progressivement prendre le dessus au courant de la Révolution : les troubles socio-politiques visant la société d'ordres qu'est l'Ancien Régime ainsi que le régime monarchique. Ainsi, le dimanche 15 juin 1788, Hardy parle d'un affrontement qui a eu lieu à Rennes entre le peuple et les soldats du roi, faisant trois cent morts. La noblesse de Bretagne se rassemble avec les parlementaires et proclament la province indépendante du royaume de France. Plus tard, le 25 juillet, Hardy écrit qu'à l'arrivée du maréchal de France Devaux à Grenoble, les tensions restent vives dans la ville. Une députation de nobles promet au militaire que s'il vient appliquer des décrets qui puissent nuire à leurs propriétés, ils se battront jusqu'à la mort pour défendre leurs droits.

Hardy présente tous ces événements sans trop entrer dans les détails, signe que son réseau d'informations parisien est plus adapté à la récolte de données dans la capitale que dans le royaume. Son langage démontre une inquiétude vis-à-vis de la montée de la violence, sans toutefois se réclamer contre les protestataires. En effet, Hardy est contre l'emploi de la force abusive, peu importe qui l'utilise. Cela est démontré par

les termes qu'il emploie pour qualifier les démarches du gouvernement royal pour pacifier la Bretagne, en janvier 1789 :

Le préambule de cet arrêt étoit sage et très populaire ; on ne pouvoit même raisonnablement supposer au ministre qui l'avoit rédigé d'autre but que celui d'avoir voulu concilier les esprits dans la province de Bretagne, en calmant la division qui y régnoit actuellement entre les deux premiers ordres et le Tiers Etat, par des moyens et des tempéramens qui paroissent propres à produire cet heureux effet.⁹⁹

Enfin, les événements de Bretagne de 1789 opposent le tiers-état à la noblesse de Rennes, ce qui constitue une première étape dans la révolution sociale qui atteindra son paroxysme sous la Convention. En effet, contrairement aux autres révoltes qui l'ont précédé, la raison première de cette sanglante rébellion est la différence de classe des deux groupes en opposition. Les gens du peuple se battent en lançant des « Vive le Tiers ! ». Cela peut être interprété, comme l'ont fait quelques historiens, comme une preuve supplémentaire selon laquelle la Révolution française ne commence pas en juillet 1789 mais bien plus tôt, dès 1787. La rébellion dans la province de Bretagne est un bon indice de la fermentation populaire à l'époque et est difficile à classer dans une catégorie de révolte commune au XVIII^e siècle, car elle semble être le fruit des écrits des Lumières. Hardy paraît réaliser l'importance de ce soulèvement, car il prend la peine, à l'entrée du 29 janvier 1789, de mentionner un extrait des *Délibérations des dix paroisses de la ville de Rennes*, dans lesquelles les auteurs affirment que le Tiers État est uni dans une cause commune, qui est de mettre fin aux « privilèges exorbitants » et aux « révoltantes exemptions » de la noblesse et du clergé.

⁹⁹ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6687, 2 février 1789.

2.5 Conclusion

Nous avons pu voir dans ce chapitre que les différentes révoltes de la fin de l'Ancien Régime ont eu une incidence sur le langage de Siméon Prosper Hardy, qui use de plus en plus souvent de concepts de « contestation » et de changement, ce qui marque autant une modification de sa représentation du monde politico-social qu'une transformation de l'opinion publique à travers la littérature et la presse. Les conflits du travail dont il est le témoin lui valent des mots de sympathie vis-à-vis des moins nantis. Aussi, l'exil des parlementaires le choque et l'amène à interpréter les événements comme un complot orchestré par des ministres aux tendances despotiques, ce qui l'amène à accueillir avec enthousiasme la nouvelle de leur retour à Paris, tout en critiquant les manifestations de joie parfois violentes qui s'ensuivent. Enfin, les révoltes frumentaires, fiscales et sociales qui frappent l'ensemble du royaume durant la pré-révolution lui font espérer une résolution prochaine grâce à la réunion des États généraux.

CHAPITRE III

LA LECTURE DES GRANDES AFFAIRES DE LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

3.1 Introduction

Hardy est un friand consommateur de nouvelles et s'intéresse beaucoup aux événements politiques et judiciaires de son époque. Son journal regorge de différents commentaires sur les grandes affaires des dernières décennies du siècle des Lumières, de même que des extraits des journaux et des pamphlets qu'il lit avidement. Son langage change considérablement de 1786 à 1789 alors que des termes et des concepts disparaissent progressivement pour être remplacés par d'autres, signe du changement dans la culture politique de l'époque. Sa consommation de textes écrits par des auteurs opposés aux décisions royales au cours de la période prérévolutionnaire amène dans son discours des termes comme « États généraux » et « Tiers État », indices d'une transformation de son langage et de la conscience qu'un changement politique est désiré par un grand pan de la population. Ces termes existent depuis le Moyen Âge, mais ce sont les idées qui gravitent autour de ceux-ci qui ont changé : l'égalité, la représentation et la nation font du progrès dans la mentalité collective et dans les discours de l'époque.

La pré-révolution est régulièrement ponctuée d'affaires judiciaires et politiques qui déclenchent les passions de toute la population française. Avec le développement de la diffusion de l'information et de l'alphabétisation, une part importante du peuple peut lire les nouvelles sur les événements marquants des années 1786-1789 au jour le jour et en propager des versions diverses à travers le royaume. Hardy est suffisamment

aisé et éduqué pour que ses sources d'informations soient plus fiables que celles auxquelles doit se fier la majorité du peuple, peu fortunée, mais sa vision des choses est influencée par son profond attachement au jansénisme ainsi que par sa position sociale. Il présente ainsi dans son journal une lecture intéressante des grandes affaires de la fin du XVIII^e siècle, dénotant leur caractère nouveau et témoignant de l'évolution des mentalités, que ce soient l'Assemblée des Notables ou la tenue des États généraux du royaume.

3.2 L'Assemblée des Notables

La nouvelle de la tenue de l'Assemblée des Notables a eu des effets mitigés sur les humeurs de la population parisienne, c'est du moins ce que laisse entendre Hardy lorsqu'il en fait la mention pour la première fois, à la fin de l'année 1786. En effet, le libraire parisien explique que cette nouvelle est déconcertante, car la situation dans le royaume n'a jamais semblé aussi catastrophique, avec l'augmentation des prix des denrées de première nécessité et la hausse du nombre d'impôts accablant le peuple. Quant à l'extrait du *Journal de Paris* recopié par Hardy sur l'utilité des Assemblées des Notables, en particulier la dernière qui remonte à 1626, il est pour le moins décevant : selon l'auteur du périodique, elle n'a servi qu'à « augmenter le crédit du cardinal de Richelieu alors ministre de Louis XIII. »⁹⁹

3.2.1 Les assemblées représentatives

Hardy mentionne le pessimisme qui entoure cette nouvelle, du moins dans son entourage, en effet selon lui plusieurs personnes considèrent cette Assemblée des

⁹⁹ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6685, 31 décembre 1786.

Notables comme une simple arnaque visant à enlever davantage de pouvoirs aux parlements, par le biais de la création d'administrations provinciales. Le projet de Calonne suivait de près les idées déjà avancées par les ministres Turgot et Necker, qui avaient élaboré des projets similaires visant à créer des assemblées représentatives. Turgot avait d'ailleurs présenté ses idées dans son *Mémoire sur les municipalités*, dans lequel il présentait les deux nécessités pour réformer le royaume et permettre la création d'une constitution française : tout d'abord, la création d'un réseau d'éducation nationale; ensuite, l'institution « d'une hiérarchie d'assemblées représentatives, du village à la nation, chargées de fixer les impositions dans leur détail et d'orienter les travaux publics. »¹⁰⁰ Necker avait exposé des idées similaires dans un écrit qu'il ne désirait pas publier, mais qui le fut tout de même par ses ennemis politiques afin de lui faire perdre ses appuis à la Cour. Dans cet écrit, il expliquait ses théories visant à ôter aux parlements le monopole de l'appui de l'opinion publique. Premièrement, il fallait créer des assemblées provinciales servant à détecter et éliminer la corruption et les abus administratifs, ôtant ainsi aux parlementaires sa raison principale de se mêler des affaires politiques. Deuxièmement, Necker désirait que les finances du gouvernement se dévoilent au public, dans le but que ce dernier comprenne et adhère aux idées de la monarchie.¹⁰¹

Il semblerait que l'Assemblée des Notables était un échec avant même d'avoir commencé, si on se réfère à l'opinion de Hardy, qui doit ressembler à celle d'une proportion importante de la capitale, placards et rumeurs à l'appui. Ainsi donc, peu importe les artifices dont auraient pu user le ministre Calonne, le roi et les princes de sang, l'opinion populaire semblait considérer toute cette affaire comme une farce, ce qui ne changerait pas beaucoup dans les mois à venir. D'autres croyaient que l'actuel ministre des finances, le Sieur de Calonne, utilise l'Assemblée des Notables pour se

¹⁰⁰ Keith Michael Baker. *Au tribunal de l'opinion : essais sur l'imaginaire politique au XVIIIe siècle*. 171.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 253-254.

venger des parlementaires qui n'ont pas accédé à ses demandes. Plus tard, Hardy mentionne des extraits du *Mercure de France*, où le langage officiel est très positif et fait les louanges du monarque pour avoir décidé d'organiser cette assemblée, langage qui contraste avec le scepticisme du libraire. Pourtant, la mission du ministre Calonne était somme toute louable; certains auteurs révisionnistes croient même qu'elle aurait peut-être pu éviter à la France l'épisode révolutionnaire. En effet, l'Assemblée des Notables était une ultime tentative de sauver l'absolutisme. Elle eut deux conséquences importantes, qui furent relativement ignorées des historiens à cause des grands changements suivant la Révolution de 1789 : « l'abolition des privilèges fiscaux et l'uniformisation du système de taxation à l'échelle nationale. »¹⁰²

3.2.2 Les notables et la nation

Cependant, la conséquence la plus importante de l'Assemblée des Notables fut la remise en cause de certains principes de la monarchie par les élites nobiliaires du royaume, qui désiraient entre autres protéger leurs intérêts personnels, mais également ceux de la nation. En effet, la noblesse de France ne voulait pas que leurs exemptions d'impôts soient annulées par le gouvernement royal et désiraient que ce dernier représente davantage leurs intérêts propres. De plus, la société d'Ancien Régime étant fondée sur l'inégalité, le concept d'égalité devant l'impôt constituait une remise en cause radicale de l'ordre social. Or, ce genre de discours vint à se répandre dans le reste de la population française, qui adopta ce concept de gouvernement représentatif à son compte.¹⁰³ De plus, les notables adoptèrent un discours moins centré sur leurs privilèges et se concentrèrent sur la défense de la propriété en général, dans le but de rassembler l'opinion publique derrière eux.

¹⁰² John Hardman. *Overture to Revolution, The 1787 Assembly of Notables and the Crisis of France's Old Regime*. (Londres : Oxford University Press, 2010).

¹⁰³ Vivian R. Gruder , « 'No Taxation without Representation': The Assembly of Notables of 1787 and Political Ideology in France ». *Legislative Studies Quarterly*, 7, no 2 (mai 1982), 263-279.

L'enjeu était de faire de l'aristocratie le nouveau représentant politique de la nation.¹⁰⁴ Lorsqu'Hardy explique ce qu'il apprend de l'Assemblée des Notables, il met l'emphasis sur la parfaite harmonie qui règne entre les différents princes de sang, membres du clergé et autres nobles, qui permet aux notables de faire front commun contre les tentatives des ministres de les amener à accepter les réformes royales. Cette union de la noblesse est intéressante, car il existe une historiographie abondante qui a fait apparaître au cours des dernières décennies les clivages qui existent dans la noblesse même, aussi importants que ceux qui distinguent les différents groupes composant le tiers-état ou le clergé : des rivalités opposent ainsi les nobles militaires à la noblesse de robe, les magistrats des parlements à ceux des autres cours de justice, etc.¹⁰⁵ Le libraire ne mentionne pas les intérêts particuliers que défendent ainsi les différents représentants de la noblesse de robe, soit le désir de conserver leurs exemptions d'impôts et leurs prérogatives sur les affaires qui concernent leurs terres; il exalte plutôt le patriotisme des notables, qui désirent protéger le roi des mauvais conseils de ses ministres :

On rapportoit qu'il règnoit à Versailles l'union la plus parfaite entre presque tous les députés à la fameuse assemblée des notables, qui pour ne pas se laisser entamer par aucune espèce de séduction ministérielle croyoient devoir ne pas aller s'asseoir aux différentes tables des princes ou des ministres.¹⁰⁶

Aussi, il explique avec entrain que les nobles à la Cour de Versailles sont « surpris » et « émerveillés » devant l'énergie des « différens corps de la nation, qui annonçoient sentir bien vivement, l'importance et la nécessité de ne point se désunir, et de se

¹⁰⁴ Vivian R. Gruder. *The Notables and the Nation: The Political Schooling of the French, 1787–1788*. (Londres : Harvard University Press, 2007).

¹⁰⁵ Laurence Croq, « L'autre noblesse (Paris, xviii^e siècle) ». *Genèses*, 3, no 76 (2009), 8-29. Récupéré de www.cairn.info/revue-geneses-2009-3-page-8.htm.

¹⁰⁶ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6686, 5 mars 1787.

prêter un mutuel secours dans une circonstance aussi intéressante que critique. »¹⁰⁷ Cette vision n'est donc pas sans une part de vérité : la noblesse a à cœur le futur de la nation française.

Cette version plutôt simpliste des faits est explicable par les désirs de Hardy de voir le roi faire la paix avec les parlements, qui représentent selon lui la nation française, et non pas de simples notables avides de pouvoir et de richesses. Ainsi, lorsqu'il parle de l'Assemblée générale des notables tenue le 22 mars 1787, il précise que le ministre Calonne ne réussit pas à retourner l'opinion des membres de la noblesse à son avantage, ces derniers réussissant à éviter « les pièges que son génie si fécond en ressources pourroit lui inspirer de leur tendre. »¹⁰⁸ L'utilisation du mot « piège » démontre une méfiance du libraire vis-à-vis de toutes les tentatives ministérielles de réformer les structures du royaume. Hardy prend soin de toujours indiquer les opinions des notables, mais passe très vite sur les vues des ministres du roi : le 5 avril, il décrit les vues des membres de l'Assemblée, qui considèrent que Calonne « cherchoit à tromper le roi et la nation en voulant persuader que tous ses projets avoient pour but le soulagement des peuples, tandis qu'ils ne tendoient directement qu'à aggraver le fardeau des impôts [...] ». ¹⁰⁹ Il en profite aussi pour mentionner que le comte d'Estaing, qui approuvait la démarche et les objectifs du ministre des finances, s'était attiré le mépris de ses collègues de l'Assemblée des Notables à cause de sa position pro-ministérielle. Nulle part il ne cherche à défendre le projet de Calonne, ne daignant que recopier des extraits de journaux approuvés par le gouvernement avant d'en faire des commentaires critiques. Le ministre Calonne représente dans l'imaginaire de Hardy un comploter désireux de s'enrichir sur le dos du peuple, dont la fuite en Angleterre semblera confirmer ses soupçons.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ *Ibid.*, 22 mars 1787.

¹⁰⁹ *Ibid.*, 5 avril 1787.

Le front commun des notables opposé au gouvernement provoqua la dissolution de l'Assemblée, alors que le projet de l'ancien ministre des finances Calonne, qui avait été disgracié par cet échec, fut repris par Loménie de Brienne, qui tenta de forcer le Parlement à l'adopter. Ce dernier refusa, ce qui amena le roi à l'exiler, provoquant des mouvements populaires importants de la pré-révolution, comme nous l'avons démontré plus haut. Éventuellement, le roi décida, devant la montée de la grogne populaire, de convoquer les États généraux du royaume.

3.2.3 Pamphlets et journaux

Hardy se sert de diverses sources pour s'informer sur l'Assemblée des Notables, dont les procédures sont censées demeurer secrètes. Les plus importantes sont les pamphlets et les journaux. La littérature pamphlétaire était alimentée par des gens venant de milieux variés, que ce soient des écrivains bohèmes incapables de se faire un nom et résignés à déverser leur colère sur le gouvernement et les institutions en place, ou bien des auteurs célèbres mais obligés de se lancer dans l'écriture clandestine pour échapper à la censure. Les pamphlets sont accessibles à toutes les couches de la société et ont souvent un but en commun : provoquer la colère et la révolte de ses lecteurs, en dénonçant les vices des élites et la corruption du gouvernement.¹¹⁰ Le langage des pamphlets est généralement pessimiste, il est déjà trop tard pour rétablir les torts accomplis par les ennemis de la vérité. Le bien et le mal sont clairement identifiés, les « méchants » sont diabolisés. La littérature pamphlétaire suit un schéma particulier, que Marc Angenot a établi : après avoir identifié un scandale particulier, le pamphlétaire présente les valeurs perverties impliquées dans celui-ci, puis ses causes, avant de réfuter les explications données par la couronne ou le gouvernement. Il termine par une prophétie et un appel au

¹¹⁰ Iman Abou El Seoud. *Complicité et sédition dans la littérature pamphlétaire de l'Ancien Régime Tome 1*. (France : Éditions Le Manuscrit, avril 2013), 7-11.

changement. Le pamphlet ne présente pas d'analyse du scandale, mais il ne fait que le dénoncer violemment par un langage terroriste qu'il emprunte au pouvoir royal.¹¹¹

Les pamphlets concernant précisément l'assemblée datent de janvier à juin 1787, soit de son annonce à sa dissolution ; ceux qui suivent ont comme sujets l'exil des parlementaires et la critique des tentatives de réformes de Loménie de Brienne. Ils émanaient d'organes comme les parlements, les chambres des comptes et les cours des aides. Hardy étant généralement favorable aux parlementaires dans leurs luttes contre les ministres du roi, son opinion rejoint grosso modo celle propagée par les pamphlets, qui influencent grandement l'opinion publique. La quantité de pamphlets publiés durant la première moitié de 1787 est deux fois plus importante que celle durant 1786; dans la deuxième moitié de 1787, cette quantité double à nouveau. Ces pamphlets venaient majoritairement de Paris, mais les villes provinciales n'étaient pas en reste, surtout celles où siégeait un parlement. La très grande majorité des auteurs de pamphlets du Tiers-État étaient opposés à la politique royale.¹¹²

Quant aux journaux, Hardy va piger des informations dans des périodiques légaux et illégaux. Il se sert particulièrement d'un journal hebdomadaire non-approuvé par la Couronne, la *Correspondance littéraire secrète*, pour obtenir des informations non divulguées par le gouvernement royal, car il place en ce périodique une grande foi. Ce journal commença son existence en 1775 et perdura jusqu'à 1793, où il commença à paraître deux fois par semaine quelques mois avant de prendre fin. La *Correspondance littéraire secrète* était généralement imprimée à l'extérieur du royaume de France, soit en Allemagne, avant de passer en France par les divers moyens mentionnés dans l'introduction. Vu son prix relativement élevé pour un journal, elle n'était pas à la disposition de tous. Elle était prisée par les différents

¹¹¹ Marc Angenot. *La Parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*. (Paris : Payot, 1982).

¹¹² Ralph W. Greenlaw , « Pamphlet Literature in France during the Period of the Aristocratic Revolt (1787-1788) ». *The Journal of Modern History*, 29, no 4 (décembre 1957), 349-354.

milieux professionnels de France, y compris les libraires dont faisait toujours partie Hardy malgré la fermeture de sa boutique. Ce périodique était majoritairement rédigé par des personnes qui préféraient garder l'anonymat, mais ses principaux collaborateurs sont connus : Métra, Imbert, Le Tellier, Barth, Beaunoir, Grimod de la Reynière.

La *Correspondance* se veut un résumé des événements survenus dans la capitale du royaume de France destinée en premier lieu au public étranger. Contrairement à la majorité des périodiques du même genre, qui étaient rédigées de manière manuscrite, la *Correspondance* de Métra était imprimée grâce à la petite imprimerie que s'était procurée son principal propriétaire. Le ton de l'ouvrage était sarcastique et mesquin, ce qui plaisait beaucoup au public et explique la très grande popularité de ce journal malgré son prix élevé. Ses sujets de prédilection étaient les scandales et les auteurs et ouvrages censurés par le gouvernement royal, c'est pourquoi on retrouve dans ses pages plusieurs mentions de l'œuvre de Restif de la Bretonne, l'abbé Raynal, Louis-Sébastien Mercier, Rousseau, Voltaire, Montesquieu, Diderot, etc. Cela ne veut pas nécessairement dire que les auteurs de la *Correspondance* prennent le parti de ces écrivains, en effet les philosophes et l'Académie des Lettres étaient souvent critiquées et ridiculisées à travers ses pages.¹¹³

Pour ce qui est des journaux légalement publiés, Hardy lit le *Mercure de France*, la *Gazette de France* et le *Journal de Paris*. Le *Mercure* qu'il lit est un journal créé en 1778, hebdomadaire de 1779 à 1791, contenant 48 pages et traitant de deux sujets principaux, soit la littérature et la politique. La partie littéraire du *Mercure* présente des pièces, de la poésie, des découvertes scientifiques, des causes célèbres, les Édits, Avis et Arrêts du gouvernement, de même que des almanachs, de la géographie, des

¹¹³ Monica Hjortberg, Jean Sgard, « Correspondance littéraire secrète (1775-1793) », dans *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, 2011. Récupéré de <http://dictionnaire-journaux.gazettes18e.fr/journal/0235-correspondance-litteraire-secrete>

articles de bienfaisance et de variété, etc. La partie politique est presque identique au *Journal de Paris*, mais elle inclut davantage d'informations sur d'autres nouvelles politiques, grâce à son réseau d'informateurs plus étendu. La partie littéraire est plus particulièrement attentive à la mode, cherchant à informer le lecteur sur des sujets qui l'intéressent : « législation, finances, pédagogie, histoire naturelle et agriculture, découverte géographique du monde ». ¹¹⁴

La *Gazette* est créée en 1631 et renommée *Gazette de France* en 1762. Ce journal paraît deux fois par semaine à l'époque où Hardy écrit son journal. Son contenu est présenté sous forme épistolaire et venant de diverses villes étrangères. Les informations décrivant la situation politique française sont contrôlées par la Cour et ne contiennent que des « nouvelles de la Cour ou de Paris, des communiqués officiels – le texte des décisions royales, certains discours ministériels – ou bien des informations plus menues comme les programmes des concours académiques, la célébration de centenaires, etc. » Dès 1750 sont ajoutés un tableau du cours des effets publics, de même que les nouveautés de la librairie. ¹¹⁵

Enfin, le *Journal de Paris* est publié de 1777 à 1840 et diffère de plusieurs autres journaux par la qualité de sa rédaction, de son organisation et de son impression. Les sujets sont variés, on y présente autant des informations sur les élites de la société que sur les différents spectacles présentés dans la ville, de même que des nouvelles administratives. Les événements heureux y sont majoritaires, on ne parle pas de meurtres et de violences dans ce journal. Il contient également une rubrique financière et une rubrique sur la mode. ¹¹⁶

¹¹⁴ Suzanne Tucoc-Chala, « Mercure de France 2 (1778-1791) », dans *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, (2011). Récupéré de <http://dictionnaire-journaux.gazettes18e.fr/journal/0925-mercure-de-france-2>

¹¹⁵ Gilles Feyel, « Gazette [de France] (1631-1792) », dans *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, (2011), <http://dictionnaire-journaux.gazettes18e.fr/journal/0492-gazette-de-france>

¹¹⁶ Nicole Brondel, « Journal de Paris (1777-1830) », dans *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, (2011), <http://dictionnaire-journaux.gazettes18e.fr/journal/0682-journal-de-paris>

3.2.4 La méfiance de Hardy devant les projets ministériels

Il est clair que le ministre Calonne n'était pas qu'un individu assoiffé de richesses et de gloire, désireux de s'attirer les louanges du monarque. C'était un économiste habile, confronté à une situation financière catastrophique, qui fut noirci par ses adversaires politiques et dont le principal ennemi fut la reine, dont l'influence dans le royaume de France était majeure. En s'attaquant aux privilégiés dans le but d'enrichir le roi et par le fait même le gouvernement, Calonne se fit de puissants ennemis parmi la noblesse et le clergé, qui se vengèrent de lui durant l'Assemblée des Notables.¹¹⁷ Au cours des années où il fut ministre, soit de 1783 à 1787, Calonne s'essaya à de nombreuses entreprises de redresser les finances du royaume, par exemple en payant les rentes à l'échéance, en créant une Caisse d'amortissement et en tentant de contrôler la quantité d'emprunts de la Couronne : ces méthodes étaient réformatrices pour l'époque. Il encourage aussi le crédit de diverses manières, comme par la création de charges de finance et par l'octroi du monopole des agents de change.¹¹⁸

Le successeur de Calonne, Loménie de Brienne, n'est pas mieux traité par les écrits de Hardy. Bien que la période de sa magistrature en tant que principal ministre du roi ait eu lieu majoritairement après l'Assemblée des Notables, il attira une haine autant, voire plus intense encore de la part d'une large partie de la population. De plus, il fut un joueur clé de la période séparant l'Assemblée des Notables des États généraux, où de nombreuses révoltes sociales d'ampleur importante pour la pré-révolution éclatèrent. Les résultats économiques des quelques méthodes employées par ce ministre seront bien pires que celles de Calonne, ainsi « les rentes perpétuelles ou viagères ne sont plus acquittées que pour 3/5 en argent et 2/5 en billets du Trésor

¹¹⁷ Pierre Chevalier Robert Lacour-Gayet. « Calonne, financier, réformateur, contre-révolutionnaire, 1734-1802 ». *Revue d'histoire de l'Église de France*, 50, no 147 (1964), 175-177.

¹¹⁸ Jean-Marie Thiveaud, « Crédit et révolution ». *Revue d'économie financière*, no 10 (1989), 196-198.

royal. »¹¹⁹ Cela a un effet épouvantable pour l'économie française et Loménie de Brienne est remplacé par Necker. Ces éléments ne sont pas présentés par Hardy, qui se contente de commenter les opinions des parlementaires et de leurs alliés. Cela donne l'impression, en lisant son journal, que le roi a congédié de Brienne parce que le peuple lui était hostile et qu'il a ainsi daigné écouter les opinions de ses sujets. Cela est digne de la vision pro-monarchiste de Hardy, qui est très respectueux du roi, figure paternelle de la nation française.

L'Assemblée des Notables s'étend sur plusieurs mois, durant lesquels Hardy remarque un refus de plusieurs membres de la noblesse de simplement adhérer aux réformes gouvernementales. La dénonciation du Marquis de Lafayette attire son attention et il est heureux d'en obtenir un exemplaire qu'il transcrit dans son journal. Tout de suite après, il note l'exil du Sieur de Calonne, ex-ministre des Finances, en Lorraine, qu'il suppose avoir été causé par la découverte de papiers signés de sa main prouvant qu'il a demandé l'altération de la valeur des louis d'or. Cela suspend pour un temps l'Assemblée des Notables, ce qui fait craindre à plusieurs l'arrêt de cette dernière par la dissolution des bureaux et le renvoi des notables.

Lorsqu'Hardy mentionne l'Assemblée des Notables, le 23 avril, à laquelle préside le roi, il fait part de l'émotion provoquée par le souverain sur les notables, dont il a eu l'information par des témoins de la scène :

Sa Majesté avoit haussé la voix et pris un ton ferme qui avoit paru faire une vive impression sur l'assemblée, en portant dans tous les esprits, la pleine et entière conviction de la droiture des intentions personnelles du souverain, dictées par un esprit d'équité, comme par le désir sincère de contribuer au soulagement de ses peuples.¹²⁰

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 200.

¹²⁰ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6686, 23 avril 1787.

Il mentionne ensuite la fin toute proche de l'Assemblée des Notables. Pourtant, le 26 avril, il explique que cette dernière est tendue par la volonté de la majorité des notables de résister aux ordres du roi dans la dernière assemblée. Le 7 et le 19 mai, les rumeurs de cessation prochaine des travaux des bureaux de l'Assemblée reprennent de plus belle. Finalement, le 25 mai, Hardy décrit les discours du roi, du maître des Sceaux et du contrôleur général de manière un peu laconique, sans mentionner de réflexions personnelles sur la fin de cette longue période de l'année 1787.

Le langage qu'emploie Hardy en parlant des notables, soit de la noblesse française, va progressivement devenir plus critique entre 1788 et 1789, car au cours de la tenue des États généraux, les députés du Tiers-État tenteront à plusieurs reprises de s'unir avec les deux autres ordres, sans succès initial. Hardy ne faisant partie ni du clergé ni de la noblesse, il se sent davantage attaché aux opinions du Tiers-État. Il s'investit d'ailleurs dans la préparation des États généraux en tant que membre de la bourgeoisie parisienne, en participant à la nomination des députés du district des Mathurins. Les écrits qui circulent à cette époque et qui présentent des opinions plus libérales sont recopiés par Hardy qui semble lui aussi désirer une diminution des privilèges de la noblesse et une plus importante place dans l'échiquier politique pour son ordre.

3.3 Les États généraux

Le vendredi 27 juillet 1787, Hardy mentionne pour la première fois dans ses écrits la demande de la tenue des États généraux par les parlementaires. Ceux-ci firent en effet des remontrances au roi lors de leur dixième séance avec les pairs de France, à propos de la déclaration du timbre. Ils en profitèrent pour réclamer que les États généraux soient rassemblés :

[L]a nation seule, réunie dans ses États Généraux, pouvoit donner à un impôt perpétuel un consentement nécessaire; que le Parlement n'avoit pas le pouvoir de suppléer ce consentement, encore moins celui de l'attester, quand rien ne le constatoit, et que, chargé par le souverain d'annoncer sa volonté aux peuples, il n'avoit jamais été chargé par ces derniers de les remplacer.¹²¹

3.3.1 Les États généraux avant 1789

Les États généraux n'avaient pas été rassemblés depuis 1614. Ce genre de réunion des trois ordres de la société française d'Ancien Régime remonte au Moyen Âge, certains historiens arguant que la première tenue de semblable assemblée eut lieu en 1302, sous le règne du roi Philippe le Bel. Les États généraux furent rassemblés plusieurs fois au courant du XVe siècle, puis disparurent presque après la fin de la guerre de cent ans, avant de reparaitre sous les guerres de religion.¹²² À la fin du XVe siècle, ils devinrent de véritables procédés du gouvernement royal. Leur apparente disparition entre 1484 et 1560 s'explique par leur lourdeur bureaucratique : on leur préféra des assemblées de notables, plus simples à réunir. La préparation pour les États généraux suivait généralement les procédures suivantes :

[L]'envoi des lettres patentes du roi, leur transmission par le lieutenant général du bailliage, la lecture au prône de chaque paroisse, les réunions sur un parvis d'église, dans un auditoire de justice ou dans une maison de ville, les élections de députés dans chaque paroisse, puis dans chaque bailliage ou sénéchaussée [...]¹²³

¹²¹ *Ibid.*, 27 juillet 1787.

¹²² Claude Soule, « Les États généraux de France 1302-1789 ». *La Revue administrative*, 55e Année, no 327 (mai-juin 2002), 330-332.

¹²³ Yves-Marie Bercé, « Le rôle des États généraux dans le gouvernement du royaume (XVIe et XVIIe s.) ». *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 144e année, no 4 (2000), 1223-1227.

Les États généraux étaient parfois stériles en conséquences, mais lorsque les députés se tenaient ensemble, ils pouvaient provoquer des réformes : par exemple, aux États généraux de 1576 et de 1588, ils convinquirent le roi de refuser toutes les concessions politiques faites aux protestants sur des questions financières. Le rôle des États en est donc un de conseiller, où les trois ordres rassemblent les doléances de chacun dans un cahier présenté au souverain. Ce dernier étudie alors les propositions des États et en applique les principes auxquels il est favorable : ce processus peut prendre plusieurs années après la clôture des États généraux et requérir la tenue d'assemblées de notables.¹²⁴

3.3.2 L'équilibre des pouvoirs dans la monarchie française

Les différents monarques qui se sont succédé sur le trône de France, du Moyen Âge à l'époque moderne, ont tous dû jongler avec le délicat équilibre entre la puissance absolue du gouvernement d'un côté et les lois naturelles et fondamentales du royaume de l'autre. Ainsi, certains souverains, dans des circonstances particulières telles que les guerres de religion, voyaient leurs pouvoirs considérablement réduits au profit de ceux du reste de la population et principalement des nobles. Au contraire, dans d'autres conjonctures, le roi réussissait à reprendre le contrôle de son royaume en limitant les différentes lois qui le contraignaient dans sa puissance. Les règnes de François Ier et d'Henri IV en font partie, mais c'est celui de Louis XIV qui constitue sans aucun doute celui où l'absolutisme fut le plus marqué. Après lui, l'usage d'institutions où les sujets pouvaient exprimer leurs intérêts, comme les Assemblées des Notables et les États généraux, fut abandonné, les parlements devenant les

¹²⁴ *Ibid.*, p. 1228-1229.

derniers vestiges de ce genre de participation politique de la population jusqu'à la pré-révolution.¹²⁵

Ainsi, lorsqu'il fut annoncé que les États généraux seraient convoqués pour 1789, une vaste partie du public resta de marbre face à cette nouvelle, car elle ne connaissait pas cette vieille pratique et n'y accordait pas davantage de crédit qu'à l'Assemblée des Notables. Hardy ne fait d'abord aucun commentaire démontrant son intérêt face à l'annonce de la tenue de cette assemblée, cependant dès 1788 ses réflexions sur le sujet sont beaucoup plus intéressées : « un assez long placard [...] contenant d'ailleurs une suite de vœux pour la convocation des Etats généraux que les circonstances rendoient si nécessaires [...] ». ¹²⁶ Plus loin, il résume bien l'opinion de la population française devant l'approche de l'assemblée : « On ne sçavoit trop s'il falloit attendre du bien ou du mal de cette assemblée extraordinaire, tant demandée par les parlements et tant désirée de la Nation elle-même. » ¹²⁷

Certains pamphlétaires profitèrent de l'annonce de la tenue des États généraux pour rappeler l'ancienneté de la lutte contre le pouvoir absolu en faisant appel à l'histoire du royaume. En démontrant que les premières assemblées détenaient un grand pouvoir, ces critiques de la monarchie purent créer une nouvelle théorie politique basée sur les idées des Lumières, l'histoire et la théorie du contrat social.¹²⁸ Ainsi, les États généraux précédents, datant de 1614, avaient été demandés non pas par la couronne, mais par une partie de la population française, soit la noblesse d'épée menée par la famille Condé, qui désirait entre autres que les nobles obtiennent plus de pouvoir dans le gouvernement. La régente Marie de Médicis, mère de Louis XIII,

¹²⁵ Fanny Cosandey, Robert Descimon. *L'absolutisme en France : Histoire et historiographie*. (Paris : Éditions du Seuil, 2002), 290-295.

¹²⁶ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6686, 2 janvier 1788.

¹²⁷ *Ibid.*, 26 février 1788.

¹²⁸ Kenneth Margerison, « History, Representative Institutions, and Political Rights in the French Pre-Revolution (1787-1789) ». *French Historical Studies*, 15, no 1 (printemps 1987), 71-73.

avait accepté de rassembler les États afin d'éviter une confrontation armée, qui serait plus difficile à gagner que des élections. En usant du pouvoir et des ressources monétaires du gouvernement royal, Marie de Médicis parvint à soudoyer suffisamment de députés pour s'assurer une majorité loyaliste lors de la tenue des États généraux.¹²⁹ En effet, la décision de la régence d'assembler les États à ce moment précis du règne de Louis XIII était calculée : le gouvernement royal n'avait jamais été aussi puissant depuis la mort d'Henri IV et c'était l'occasion parfaite de mettre fin à l'opposition des nobles en réglant plusieurs problèmes du régime, tel que la question protestante.¹³⁰

3.3.3 L'union des trois ordres

Plusieurs parallèles peuvent être faits entre les États généraux de 1614 et ceux de 1789 qui s'en inspiraient fortement. Ainsi, le roi Louis XIII refuse la demande du clergé que les trois ordres soient réunis ensemble pour débattre des questions importantes, tout comme cela sera refusé en 1789, malgré les supplications de nombreux députés : cette intransigeance de l'autorité royale ainsi que de la noblesse finira par amener les députés du Tiers État à se réunir en dehors de la salle attribuée aux États généraux pour créer l'Assemblée nationale. Aussi, dans les deux cas, le Tiers est opposé à la noblesse et au clergé sur plusieurs sujets, ce qui empêche les projets de progresser et nuit à l'union des trois ordres face au pouvoir monarchique. Dans le cas des États généraux de 1614, la régence en profitera pour augmenter son pouvoir et son prestige aux dépens du reste de la population. L'union représente

¹²⁹ Roger Chartier, « A propos des États généraux de 1614 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954-), 23, no 1 (janvier-mars 1976), 68-79.

¹³⁰ George A. Rothrock Jr., « The French Crown and the Estates General of 1614 ». *French Historical Studies*, 1, no 3 (printemps 1960), 296-298.

néanmoins un enjeu important au XVIII^e siècle, car elle détenait le potentiel de créer une opposition homogène contre le pouvoir royal. Ainsi, les notables tout comme le Tiers-État avaient intérêt à s'unir pour faire valoir leurs opinions devant le monarque. De nombreux pamphlétaires écrivirent sur le sujet dans les mois qui précédèrent la tenue des États généraux : l'un d'eux, dans un texte intitulé « *Sentimens d'un bon citoyen à la lecture du résultat du Conseil d'Etat du 27 décembre 1788, et du rapport fait au Roi par le ministre de ses Finances, 1789* », fait « une pressante invitation d'union entre les trois ordres »¹³¹. Dans « *Réponse à Monseigneur le commandant du château ou au geôlier des cachots des Isles Sainte-Marguerite sur M. d'Eprémesnil et sur les Etats généraux, sous ma chaumière le 25 janvier 1789* », l'auteur recommandait « l'union parfaite des trois ordres, moyen unique de tirer quelque avantage des futurs Etats généraux [...] et d'arrêter les progrès du malheureux esprit de discorde que les ennemis de la Patrie cherchoient à allumer d'un bout du royaume à l'autre. »¹³² L'auteur de l'écrit intitulé « *Lettre de M. Bergasse sur les Etats généraux, adressée à MM. les officiers municipaux de la ville de Saint-Germain-Laval en Forêt* » en fait de même. Hardy mentionne le vendredi 13 mars 1789 que les ordres de l'assemblée de Clermont en Beauvaisis se sont réunis; il lit dans le *Journal de Paris* que l'union est parfaite entre les ordres des villes de Riom en Auvergne et de Metz en Lorraine. Il mentionne par la suite d'autres villes où les ordres sont parvenus à mettre de côté leurs différends pour s'unir, ce qui semble représenter pour lui une étape essentielle au succès des États généraux. Lorsqu'il participe lui-même à l'assemblée du district des Mathurins, une députation d'un district de la noblesse vient solliciter « le rétablissement de la Commune, c'est-à-dire la réunion des trois ordres. »¹³³

¹³¹ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6687, 13 janvier 1789.

¹³² *Ibid.*, 3 février 1789.

¹³³ *Ibid.*, 21 avril 1789.

3.3.4 La culture politique française au XVIIIe siècle

Keith Michael Baker, dans son ouvrage *Au tribunal de l'opinion*, mentionne des hommes de lettres de la pré-révolution qui eurent une influence majeure sur la culture politique française à la fin de l'Ancien Régime. L'un d'entre eux, l'abbé Gabriel Bonnot de Mably, a su détecter l'importance des États généraux pour le tiers état, car cette institution ancestrale était la seule qui pouvait, selon lui, redonner au peuple de France le pouvoir politique effectif. Il fut même à l'origine d'un scénario qui ressemble de manière troublante à ce qui devait arriver en 1787-1788, lorsque les parlementaires réclamèrent la tenue des États généraux. En effet, Mably croyait que les parlements, même s'ils ne représentaient pas véritablement la volonté de la nation, consistaient en la seule opposition effective au pouvoir monarchique et pouvaient donc servir en priant le roi de vouloir assembler les États généraux.¹³⁴

3.3.5 L'opinion changeante d'Hardy à propos des États généraux

Hardy ne semble pas considérer la tenue des États généraux avec grand enthousiasme et son vocabulaire le démontre bien : « les soi-disant futurs États généraux », « la prétendue prochaine convocation des États généraux », « l'annonce de prétendus préparatifs qui se faisoient soi-disant sourdement pour la tenue des États généraux », « les futurs Etats généraux, du succès desquels bien des gens doutoient néanmoins encore ». De plus, sa peur des complots ministériels lui fait craindre que cette assemblée des États généraux pourrait même ne pas avoir lieu, ce qui annulerait tous les espoirs des citoyens d'une réforme du royaume. Les écrits pessimistes qui circulent à ce sujet, surtout avant le retour de Necker comme ministre des Finances,

¹³⁴ Keith Michael Baker. *Au tribunal de l'opinion : essais sur l'imaginaire politique au XVIIIe siècle*. 97-106.

explique son désarroi. Il cite un texte qu'il a lu et qui l'a marqué, intitulé « avis au public 1788 », qui contient ces lignes :

*Eh ! oui, l'on peut douter de la tenue des Etats généraux en 1789, malgré la promesse du Roi, malgré l'édit de convocation, malgré l'envoi des lettres, malgré l'élection des députés représentans ; tout cela n'emporte pas nécessairement la confirmation de la tenue des Etats généraux. Que le Tiers Etat réfléchisse bien à la réunion de toutes ces circonstances. Enfin qu'il ne s'en laisse pas imposer par les apparences.*¹³⁵

Le dimanche 18 janvier, la nouvelle que la province du Dauphiné est divisée par rapport à la tenue des États généraux parvient à Hardy, qui craint que des individus tentent de saboter totalement cette assemblée. Malgré les doutes qu'entretient le libraire par rapport à l'efficacité de cette réunion des États généraux, Hardy ne peut s'empêcher de désirer leur succès, qui permettrait de soulager le peuple français des diverses crises qui bouleversent le royaume depuis quelques années. Les États généraux ne constituent pas un concept nouveau, mais les idées qui gravitent autour d'eux au XVIII^e siècle en ont transformé le sens. Tout d'abord, la notion de représentation a fait du progrès et les Français comme Hardy peuvent s'attendre à ce que l'appareil monarchique ait à cœur la défense des intérêts du peuple, ce qui peut expliquer pourquoi tant de citoyens désiraient que la députation du Tiers État soit composée de davantage de députés que celles de la noblesse et du clergé. Aussi, le désir de voter par tête et non par ordre en est une autre manifestation, en même temps qu'un idéal d'égalité entre les membres du Tiers État, du clergé et de la noblesse. C'est par l'abolition des privilèges et l'union des trois ordres que la nation française, nouveau concept majeur, pourra s'épanouir.¹³⁶ Les députés du Tiers État croyaient que puisque leur ordre était le plus nombreux en France, ils représentaient non seulement ce dernier, mais la nation française au grand complet.

¹³⁵ BN, manuscrits français, *Mes Loisirs, ou Journal d'événemens tels qu'ils parviennent à ma connoissance*, 6687, 13 janvier 1789.

¹³⁶ *Ibid.*, 15 janvier 1789.

Hardy continue de suivre la préparation des différentes parties du royaume pour la tenue des États généraux, de même que différents articles de presse sur ce sujet qu'il retranscrit dans son journal. Il en profite pour approuver la démarche du Conseil du Roi, qui se veut la plus conciliante possible, tout en redoutant les actions des « esprits brouillons, ennemis de l'ordre comme de la tranquillité publique, [qui] continuoient par des écrits incendiaires d'échauffer l'imagination des têtes exaltées. »¹³⁷ On reconnaît à nouveau le pacifisme et le désir de concorde du libraire, qui semble à toute épreuve, même à cette époque critique de l'Ancien Régime.

Pourtant, Hardy se considère comme un citoyen patriote et, en tant que tel, est attaché aux droits et libertés du Tiers État. Il le démontre lorsqu'il donne son avis sur des ouvrages de ses concitoyens : « Il traçoit au surplus un plan de conduite pour la tenue des Etats généraux, qui paroissoit présenter de très bons moyens et dans lequel il se montrait animé sur toute chose de l'esprit de conciliation, s'appliquant à faire sentir la nécessité et les avantages d'une union parfaite entre les *trois ordres*. » ; « Cet écrit plein de sagesse et d'érudition, [...] étoit tout à fait propre à fixer l'attention des députés aux Etats généraux, à leur suggérer des vues, à leur inspirer enfin des idées avantageuses, des projets capables s'ils étoient adoptés de procurer et d'assurer le bien public. » Ce dernier terme est présent dans le langage de Hardy lorsqu'il fait l'éloge d'un personnage attaché à cette notion : il est souvent joint à l'idée de patriotisme et est rattaché aux idées de zèle¹³⁸ et d'amour.¹³⁹ Hardy semble ainsi de plus en plus impatient par rapport à la tenue des États généraux, qu'il finit par considérer comme le salut de la France. Son utilisation du terme « patriote » est beaucoup plus fréquente dans les années de crise politique (1787-1789) et sert à qualifier des individus

¹³⁷ *Ibid.*, 5 février 1789.

¹³⁸ *Ibid.*, 6686, 28 mai et 12 juillet 1787.

¹³⁹ *Ibid.*, 18 et 22 mai 1788; 6687, 16 septembre 1788, 18 janvier et 5 février 1789.

embrassant « l'espoir du bonheur de [leur] país ». ¹⁴⁰ « Patriote » est souvent lié à « citoyen » ¹⁴¹ et tous deux sont généralement précédés des adjectifs « vrai » ¹⁴², « bon » ¹⁴³ et « zélé » ¹⁴⁴

En 1789, la constellation des concepts régulièrement employés par Hardy se transforme : « roi », « Parlement » et « Paris » sont concurrencés par de nouveaux termes liés à des idées différentes. « Roi » est toujours présent avec 704 mentions, ce qui constitue une légère diminution par rapport aux deux années précédentes; « Paris » a doublé en fréquence, avec 934 mentions; « Parlement » a pratiquement disparu du vocabulaire de Hardy : du 1^{er} janvier au 28 juin, il n'apparaît qu'à 232 occasions. Il semble remplacé en fréquence par les termes « assemblée » et « l'assemblée », qui ensemble sont mentionnés 929 fois dans l'année 1789, souvent accompagnés de l'adjectif « nationale » (mentionné 469 fois du 29 juin au 14 octobre). Les termes « états » et « généraux », souvent réunis, sont mentionnés 467 et 419 fois de janvier à la fin juin; « tiers » l'est 323 fois. Enfin, « députés » apparaît 393 fois pour toute l'année 1789 (voir annexes D et E). Ainsi, la « trinité » roi-Parlements-Paris du langage de Hardy est soudainement mise de côté pour être remplacée par Assemblée nationale-États généraux-Tiers-Paris. Cette transformation du vocabulaire de Hardy démontre que les événements qui précèdent la Révolution ont eu suffisamment d'importance dans la rumeur populaire pour que Hardy s'y intéresse et écrive abondamment sur le sujet, ce qui a influencé sa pensée politique : désormais, le Tiers État est la nation française et les États généraux, suivis de l'Assemblée nationale, sont les seules solutions possibles pour résoudre les crises qui frappent le royaume et la capitale.

¹⁴⁰ *Ibid.*, 6685, 3 février 1787.

¹⁴¹ *Ibid.*, 6686, 11 juin et 14 août 1787.

¹⁴² *Ibid.*, 9 mars, 13 mai et 6 juin 1788.

¹⁴³ *Ibid.*, 23 avril et 31 mai 1788.

¹⁴⁴ *Ibid.*, 6687, 21 octobre 1788.

3.3.6 La peur du complot

Lors de l'ouverture des États généraux, le 5 mai 1789, Hardy mentionne que le roi, le maître des Sceaux et le ministre des Finances ont tous fait un discours; le plan général de Necker ne fait pas l'unanimité et le libraire n'omet pas de le mentionner. Le discours de Necker n'enchanté que peu de gens : il attribue cela à des rumeurs qu'il a entendues voulant que les États généraux soient une gigantesque farce produite dans le but d'endormir les méfiances du peuple, et dont le résultat est prévu d'avance. La raison principale de ce pessimisme est le cantonnement de nombreux régiments de soldats dans les environs de la capitale.¹⁴⁵ En effet, Hardy aperçoit de plus en plus de militaires étrangers dans Paris, ce qui rend méfiante la population parisienne vis-à-vis du gouvernement royal. Aussi, l'absence d'évolution dans les travaux des États généraux font craindre au peuple un complot entretenu par la noblesse et le clergé pour faire échouer les projets du ministre Necker, qui est lui-même la cible de menaces, de même que la prochaine banqueroute de l'État.

Dans son article « Conspiracy Obsession in a Time of Revolution : French Elites and the Origins of the Terror, 1789-1792 », l'historien Timothy Tackett soutient que l'élite française était peu portée à invoquer des théories du complot pour expliquer certains phénomènes économiques ou sociaux, contrairement au peuple. Selon les données qu'il a recueillies, ce n'est qu'à partir de l'été 1789 que ce genre de propos est tenu par certains membres de l'élite. La peur du complot devient généralisée après la tentative de fuite de Louis XVI et sa capture à Varennes : l'Assemblée constituante découvre de nombreuses preuves d'un complot très bien élaboré impliquant le roi

¹⁴⁵ *Ibid.*, 6687, 14 juillet 1789.

ainsi que de nombreuses personnes à Paris et à l'étranger.¹⁴⁶ Or, d'après notre lecture du journal de Hardy, nous aurions tendance à croire que la peur du complot était présente dans les plus hautes sphères de la société et ce, bien avant la Révolution. La lecture des événements de la pré-révolution par Hardy est constamment influencée par des théories voulant que des individus complotent pour bouleverser les institutions de la France. Le terme « accapareur » est particulièrement important lorsque vient le moment d'identifier le coupable. Ainsi, Hardy entend des rumeurs voulant que le ministre des finances Necker lui-même soit un accapareur, avec le consentement du roi.¹⁴⁷ Plus tard, c'est le comte d'Artois, les princes de Conti et de Condé ainsi que le Sieur Lenoir, conseiller d'État qui sont accusés d'accaparer le blé dans un placard affiché dans le jardin du Palais-Royal.¹⁴⁸ Les accapareurs représentent les comploteurs par excellence, ce sont les pires ennemis de la France et ils sont attribués des plus vilains adjectifs.

Le 16 juin, Hardy mentionne de nouveau la rumeur voulant que les États généraux soient bientôt dissous et le ministre Necker congédié. Le 20 juin, Hardy parle de la rumeur voulant que le roi ait envoyé des centaines de soldats occuper l'Hôtel des Menus Plaisirs où se tenaient les États généraux, dans le but d'empêcher l'assemblée du Tiers État, renommée Assemblée générale, de se réunir. Selon les dires de la populace, c'est la décision du clergé de se réunir au Tiers État qui a provoqué l'action du monarque. Il est très intéressant de noter qu'à cette occasion, le pouvoir royal décida, quelques heures après le début de la propagation de cette rumeur, d'agir dans le but de calmer la population. Il s'assura que le lieutenant général de police distribue des copies d'une lettre écrite par Necker expliquant que le roi ne désirait pas la dissolution des États généraux. La continuation des rumeurs voulant que le ministre Necker soit bientôt renvoyé amène le roi à faire approcher de la capitale de nouveaux

¹⁴⁶ Timothy Tackett, « Conspiracy Obsession in a Time of Revolution : French Elites and the Origins of the Terror, 1789-1792 ». *American Historical Review*, 105, no 3 (juin 2000), 691-713.

¹⁴⁷ *Ibid.*, 6687, 13 février 1789.

¹⁴⁸ *Ibid.*, 6687, 28 juin 1789.

régiments. La tension ne cessera d'augmenter jusqu'à la prise de la Bastille par le peuple de Paris, subséquente à la nouvelle du renvoi de Necker et de la dissolution des États généraux.

3.4 Conclusion

Le journal de Hardy se fait de plus en plus le témoin de l'opinion publique au fur et à mesure que la Révolution approche. L'affaire du Cardinal de Rohan a nui à l'image de la noblesse et de la monarchie, que ce soit parce qu'un prince de sang est impliqué dans une histoire de vol, que le nom de la reine a été mêlé au scandale ou que Louis XVI a exilé le cardinal malgré son innocence. Hardy s'intéresse beaucoup, au cours de cette affaire judiciaire, au sort réservé à Rohan, qui apparaît comme la victime du pouvoir royal lors de son emprisonnement à la Bastille, puis durant son exil. Pendant la tenue de l'Assemblée des Notables, Hardy témoigne de son attachement et de son support pour les nobles des différents bureaux qui refusent de se plier aux exigences de la couronne, représentée par le ministre Calonne. Enfin, lors de la tenue des États généraux, Hardy se fait un défenseur de la réunion des trois ordres de la nation, telle que souhaitée par le Tiers État, de même que pour le maintien du ministre Necker dans ses fonctions.

CONCLUSION

Nous avons tenté d'identifier quelle lecture de la pré-révolution avait été faite par les Français lettrés contemporains des événements de la fin de l'Ancien Régime. Pour ce faire, nous avons analysé les écrits de Siméon-Prosper Hardy, un membre de la communauté des libraires, d'allégeance janséniste et qui vécut à Paris pendant cette période riche en transformations politiques et sociales. Dans le but de bien comprendre s'il avait été possible à cet homme, de même qu'à ses semblables, de saisir l'importance des troubles provoqués par le peuple à cette époque ainsi que de comprendre le caractère révolutionnaire des grands événements politiques de l'époque, nous avons d'abord circonscrit notre recherche aux enjeux majeurs de la période à l'aide des différentes études réalisées par les historiens spécialisés en histoire du XVIII^e siècle et en histoire de la Révolution française. En analysant l'historiographie des conflits de travail, du peuple parisien, des manifestations politiques et des révoltes frumentaires et fiscales, nous avons pu représenter l'univers socio-politique dans lequel évoluait la population française au XVIII^e siècle et ainsi comprendre quels étaient les moyens employés par le peuple pour démontrer son mécontentement au gouvernement. Aussi, en nous penchant sur l'histoire de la noblesse française, de la figure du couple royal, des assemblées des notables et des États généraux, nous avons été en mesure de démontrer le désir de changement de la population française, corroboré par les extraits de textes revendicateurs présentés par Hardy dans son journal.

Nous avons démontré la transformation du langage de Hardy au fil des années et avons ainsi pu en déduire que les rumeurs populaires et les journaux de l'époque avaient été influencés par les grandes affaires politiques et par les manifestations contre le pouvoir. Le fait que certains termes tels que « parlement » ou « roi » perdent de leur importance au profit d'autres mots et ce, du jour au lendemain, témoigne de la modification de la mentalité de Hardy et de ses contemporains face à des événements qui semblaient ne pas avoir d'équivalent dans l'histoire et modifiaient leur perception du monde. Cette recherche permet de rappeler les études qui révèlent l'existence d'une Révolution française venue du bas. En même temps, elle tente de rejeter la vision manichéenne d'une noblesse occupée uniquement à défendre ses intérêts pour plutôt démontrer la complexité sociale de la situation et l'interdépendance des différents ordres face au pouvoir monarchique.

Cependant notre recherche comporte des failles qu'il nous faut mentionner. Le journal de Hardy en tant que tel n'est pas une source parfaite, loin s'en faut, et ce pour diverses raisons. L'auteur fait partie de la population aisée de Paris et est donc loin de représenter la majorité des Parisiens. De plus, son jansénisme le pousse à vivre en adoration du passé et à redouter les diverses transformations de la société dans laquelle il évolue, ce qui rend souvent son discours pessimiste.

Face à ces limites, nous croyons que les recherches futures devraient utiliser plus d'une source principale datant de l'époque étudiée, soit des journaux

d'événements ou des autobiographies écrits par des personnes venant de milieux sociaux différents. Par exemple, en comparant l'écriture et la pensée du bourgeois Hardy avec celles de Ménétra, un artisan plus proche du peuple, la mentalité des gens de l'époque étudiée serait davantage compréhensible, car elle permettrait de comparer les pensées des différents ordres de l'Ancien Régime. En effet, Ménétra a voyagé en dehors de Paris, ce qui lui a donné un aperçu du reste de la France, alors que Hardy fréquente principalement la capitale et la maison de sa belle-famille à Saint-Cloud. Aussi, Ménétra a participé activement à la Révolution française et a continué à écrire jusqu'au Consulat, pendant que Hardy n'était qu'un témoin des événements et cessa de tenir son journal dès 1789. Enfin, Ménétra tient en horreur la religion catholique durant la presque totalité de sa vie, c'est pourquoi ses interrogations sur la foi et la spiritualité peuvent être intéressantes à comparer au jansénisme de Hardy.

Nous nous interrogeons, comme plusieurs historiens du culturel, par rapport aux liens qui existent entre la lecture des événements révolutionnaire par les Français, la transformation de leurs pensées et l'influence de celles-ci sur la Révolution elle-même. L'étude des différentes interprétations des événements de la pré-révolution pourrait permettre de comprendre pourquoi la Révolution française prit certaines directions plutôt que d'autres et en quoi la transformation du langage poussa la population à se joindre activement au mouvement.

Carroll

Summary

●
●
●
●
●
●















ANNEXE B

NUAGE DE MOTS 1787

Voyant Tools Reveal Your Texts

Cornus



ANNEXE C

NUAGE DE MOTS 1788

Vovant Tools Reveal Your Texts

STUDY

100



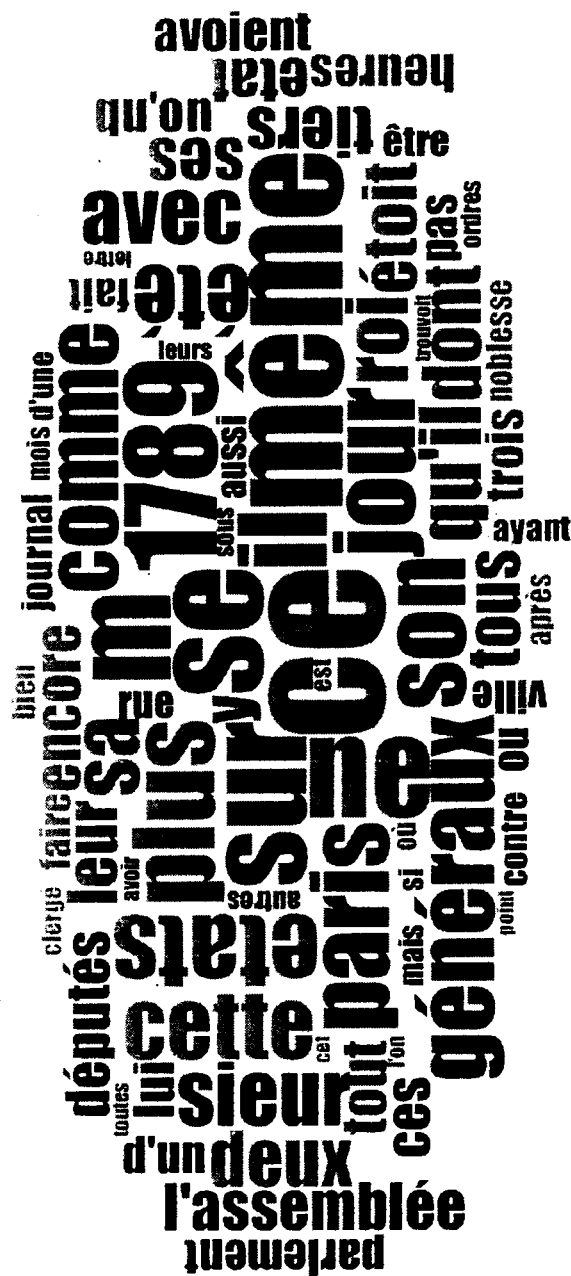
ANNEXE D

NUAGE DE MOTS 1789 (JANVIER À JUIN)

Content Tools Reveal Your Texts

Link

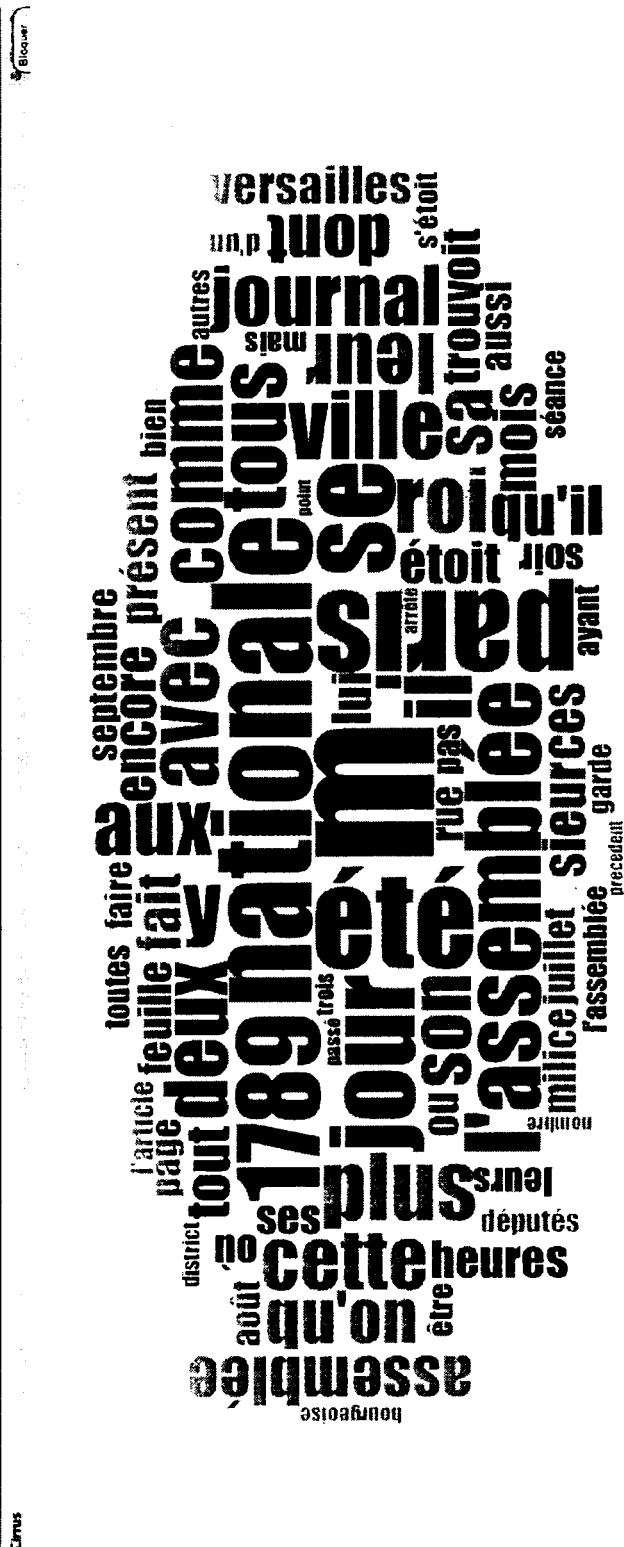
Bloberg



ANNEXE E

NUAGE DE MOTS 1789 (JUILLET À OCTOBRE)

Vovant Tools Reveal Your Texts



BIBLIOGRAPHIE

- Angenot, Marc. *La Parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*. Paris : Payot, 1982.
- Baker, Keith Michael. « Politique et opinion publique sous l'Ancien Régime ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 42e année, no 1 (1987) : 41-71.
- Baker, Keith Michael. *Au tribunal de l'opinion : essais sur l'imaginaire politique au XVIIIe siècle*. Paris : Éditions Payot, 1993.
- Bastien, Pascal et Daniel Roche, « Présentation : le Journal d'un temps que passe : Mes Loisirs, ou l'autre Tableau de Paris ». Dans *Mes Loisirs ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance(1753-1789)*, volume 1, 1-29. Paris : Hermann.
- Bercé, Yves-Marie. *Histoire des Croquants : Étude des soulèvements populaires au 17e siècle dans le Sud-Ouest de la France*. Paris : Droz, 1974a.
- Bercé, Yves-Marie. *Croquants et Nu-Pieds : les soulèvements paysans en France du XVIIe au XIXe siècle*. Paris : Gallimard, 1974b.
- Bercé, Yves-Marie. « Le rôle des États généraux dans le gouvernement du royaume (XVIe et XVIIe s.) ». *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 144e année, no 4 (2000) : 1221-1240.
- Biard, Michel (dir.). *Les politiques de la Terreur, 1793-1794*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008.
- Biard, Michel. *Missionnaires de la République. Les représentants du peuple en mission (1793-1795)*. Paris : Éditions du CTHS, 2002.
- Bosquillon, Christophe. « Présentation : La régénération impossible de la Monarchie ». Dans *Mes Loisirs ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance(1753-1789)*, volume 3, 1-31. Paris : Hermann.
- Bureau, Alain. « Les cérémonies royales françaises entre performance juridique et compétence liturgique ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 46e année, no 6, (1991) : 1253-1264.

- Bouton, Cynthia. « Les mouvements de subsistance et le problème de l'économie morale sous l'ancien régime et la Révolution française ». *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], no 319, (janvier-mars 2000, mis en ligne le 11 mai 2006) : 3-7. Récupéré de <http://ahrf.revues.org/104>
- Brondel, Nicole. « Journal de Paris (1777-1830) ». Dans *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, (2011). Récupéré de <http://dictionnaire-journaux.gazettes18e.fr/journal/0682-journal-de-paris>
- Burstin, Haim. *Une révolution à l'œuvre: le faubourg Saint-Marcel, 1789-1794*. Paris : Éditions Champ Vallon, 2005a.
- Burstin, Haïm. *L'invention du sans-culotte : regards sur le Paris révolutionnaire*. Paris : Éditions Odile Jacob, 2005b.
- Chartier, Roger. « À propos des États généraux de 1614 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954-), 23, no 1 (janvier-mars 1976) : 68-79.
- Chartier, Roger. *Les origines culturelles de la Révolution française*. Paris : Points, 2000.
- Chartier, Roger. « Le commerce du roman. Les larmes de Damilaville et la lectrice impatiente ». Dans *Inscrire et effacer. Culture écrite et littérature (XIe - XVIIIe siècle)*, 155-175. Paris : Gallimard-Seuil, 2005.
- Chaunu, Pierre, Foisil, Madeleine et Françoise de Noirfontaine. *Le basculement religieux de Paris au 18^e siècle*. Paris : Fayard, 1998.
- Chevallier, Pierre et Robert Lacour-Gayet. « Calonne, financier, réformateur, contre-révolutionnaire, 1734-1802 ». *Revue d'histoire de l'Église de France*, 50, no 147 (1964) : 175-177.
- Clément, Jean-Martin. *La Guerre de Vendée*. Paris : Éditions Geste, 2001.
- Cosandey, Fanny et Robert Descimon. *L'absolutisme en France, Histoire et historiographie*. Paris : Éditions du Seuil, 2002.
- Coulomb, Clarisse. « "L'heureux retour". Fêtes parlementaires dans la France du XVIIIe siècle ». *Histoire, économie et société*, 19e année, no 2 (2000) : 201-215.
- Cowan, Brian. « Public Spaces, Knowledge, and Sociability ». Dans *The Oxford Handbook of the History of Consumption*, sous la dir. de Frank Trentmann, 251-266. Oxford : Oxford University Press, 2012.

Croq, Laurence. « L'autre noblesse (Paris, xviii^e siècle) ». *Genèses*, no 76 (mai 2009) : 8-29. Récupéré de www.cairn.info/revue-geneses-2009-3-page-8.htm.

Daigneault-Desrosiers, Laurence. (2008). *Le fonctionnement de la pornographie politique dans les pamphlets de la révolution française (1789-1793)*. (Mémoire de maîtrise non publié). Université du Québec à Montréal.

Darnton, Robert. *La fin des Lumières, le mesmérisme et la Révolution*. Paris : Librairie académique Perrin, 1984.

Darnton, Robert. « Le courrier des lecteurs de Rousseau : la construction de la sensibilité romantique ». Dans *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, p.201-234. Paris : Robert Laffont, 1985.

Darnton, Robert. *Édition et sédition : L'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*. Paris : Gallimard, 1991.

Darnton, Robert. « An Early Information Society: News and the Media in Eighteenth-Century Paris ». *The American Historical Review*, 105, no 1 (février 2000) : 1-35.

Darnton, Robert. *De la censure. Essai d'histoire comparée*. Paris : Éditions Gallimard, 2014.

Daubresse, Sylvie, Morgatbonnet, Monique et Isabelle Storez-Brancourt, « Le Parlement en exil ou histoire politique et judiciaire des translations du Parlement de Paris ». *Histoire et archives*, hors-série, no 8 (2007).

De Vaissière, Pierre. « L'état social des curés de campagne au XVIII^e siècle, d'après la correspondance de l'agence du clergé aux Archives nationales ». *Revue d'histoire de l'Église de France*, 19, no 82 (1933) : 23-53.

Dinet, Dominique. « Une déchristianisation provinciale au XVIII^e siècle : le diocèse d'Auxerre ». *Histoire, économie et société*, 10^e année, no 4 (1991) : 467-489.

Duprat, Annie. *Marie-Antoinette, 1755-1793 Images et visages d'une reine » Annales historiques de la Révolution française*. Paris : Autrement, 2013.

El Seoud, Iman Abou. *Complicité et sédition dans la littérature pamphlétaire de l'Ancien Régime Tome I*. France : Éditions Le Manuscrit, avril 2013.

Farge, Arlette et Jacques Revel. *Logiques de la foule. L'affaire des enlèvements d'enfants, Paris, 1750*. Paris : Hachette, 1988.

- Feyel, Gilles, « Gazette [de France] (1631-1792) ». *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, (2011). Récupéré de <http://dictionnaire-journaux.gazettes18e.fr/journal/0492-gazette-de-france>
- Fogel, Michèle. *Les cérémonies de l'information dans la France du XVIe au milieu du XVIIIe siècle*. Paris : Fayard, 1989.
- Follain, Antoine. *Les justices locales dans les villes et villages du XVe au XIXe siècle*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2006.
- Garrioch, David. *La fabrique du Paris révolutionnaire*. Paris : Éditions la Découverte, 2013.
- Greenlaw, Ralph W. « Pamphlet Literature in France during the Period of the Aristocratic Revolt (1787-1788) ». *The Journal of Modern History*, 29, no 4 (décembre 1957), pp. 349-354
- Gribaudo, Maurizio. *Paris, ville ouvrière, 1789-1848*. Paris : La Découverte, 2014.
- Gruder, Vivian R. « 'No Taxation without Representation': The Assembly of Notables of 1787 and Political Ideology in France ». *Legislative Studies Quarterly*, 7, no. 2 (mai 1982) : 263-279.
- Gruder, Vivian R. *The Notables and the Nation: The Political Schooling of the French, 1787-1788*. Londres : Harvard University Press, 2007.
- Guilhaumou, Jacques. « Keith Michael Baker, *Au tribunal de l'opinion. Essai sur l'imaginaire politique au 18e siècle* ». *Mots*, 37, no 1 (1993) : 122-124.
- Guilhaumou, Jacques. « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels ». *Genèses*, 38 (2000) : 105-118.
- Guilhaumou, Jacques. « La mémoire contre l'événement révolutionnaire ». *Révolution-française.net, Historiographie* (mis en ligne le 28 février 2006, modifié le 19 février 2007). Récupéré de <http://revolution-francaise.net/2006/02/28/27-la-memoire-contre-l-evenement-revolutionnaire>
- Hansén, Iah. « Idées et mots au siècle des Lumières. Mélanges en l'honneur de Gunnar von Proschwitz ». *Mots*, 20, no 1 (1989) : 111-113.
- Hans-Jürgen, Lüsebrink et Reichardt Rolf. « Révolution à la fin du 18e siècle ». *Mots*, Numéro spécial. *Langages. Langue de la Révolution française*, no 16 (mars 1988) : 35-68.

Hardman, John. *Overture to Revolution, The 1787 Assembly of Notables and the Crisis of France's Old Regime*. Oxford : Oxford University Press, 2010.

Hjortberg, Monica et Jean Sgard. « Correspondance littéraire secrète (1775-1793) ». *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, (2011). Récupéré de <http://dictionnaire-journaux.gazettes18e.fr/journal/0235-correspondance-litteraire-secrete>

Hunt, Lynn. *The Family Romance of the French Revolution*. Londres : Routledge, 1992.

Jackson, Richard A. *Vivat Rex : Histoire des sacres et couronnements en France 1364-1825*. Paris : Éditions Ophrys, 1984.

Juratic, Sabine. « Ordre et désordres dans la Librairie ». Dans *Mes Loisirs ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance(1753-1789)*, volume 5, 1-27. Paris : Hermann.

Lacroix, Bernard et Xavier Landrin. « La Begriffsgeschichte ». Dans *Les usages conceptuels du médiéviste*, Paris : Laboratoire de Médiévisitque Occidentale de Paris (LAMOP), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, novembre 2011.

Lemarchand, Guy. « Troubles populaires au XVIIIème siècle et conscience de classe : une préface à la Révolution Française ». *Annales historiques de la Révolution française*, no 279 (1990) : 32-48.

Louvrier, Julien. « "Nous des Annales" : un compte rendu de Richard Cobb dans le Times Literary Supplement en 1966 ». *Révolution Française.net, Historiographie* (mis en ligne le 1er juin 2006, modifié le 9 mars 2007). Récupéré de <http://revolution-francaise.net/2006/06/01/42-nous-des-annales-richard-cobb-times-literary-supplement-1966>.

Luckett, Thomas Manley. « Hunting for Spies and Whores: A Parisian Riot on the Eve of the French Revolution ». *Past & Present*, no. 156 (Aug., 1997) : 116-143.

Lyon-Caen, Nicolas. « Un janséniste face au coup Maupeou ». Dans *Mes Loisirs ou Journal d'événements tels qu'ils parviennent à ma connoissance(1753-1789)*, volume 2, p. 1-24. Paris : Hermann, 2012.

Lyon-Caen, Nicolas. « Demeurer à Babylone ». *Archives de sciences sociales des religions*, 165 (janvier-mars 2014), 121-141.

Margerison, Kenneth. « History, Representative Institutions, and Political Rights in the French Pre-Revolution(1787-1789) ». *French Historical Studies*, 15, no 1 (printemps 1987) : 68-98.

- Maza, Sarah. « Le tribunal de la nation : les mémoires judiciaires et l'opinion publique à la fin de l'Ancien Régime ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 42e année, no 1 (1987) : 73-90.
- Maza, Sarah. *Vies privées, affaires publiques*. Paris : Fayard, 1997.
- Merrick, Jeffrey W. *The Desacralization of the French Monarchy in the Eighteenth Century*. Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1990.
- Nicolas, Jean. *Les rébellions françaises. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*. Paris : Éditions du Seuil, 2002.
- Ozouf, Mona. « Le concept d'opinion publique au XVIIIe siècle ». *Sociologie de la communication*, 1, no 1 (1997) 349-365.
- Pardailhe-Galabrun, Annik. « Les déplacements des Parisiens dans la ville aux XVIIème et XVIIIème siècles. Un essai de problématique ». *Histoire, économie et société*, 2e année, no 2 (1983) : 205-253.
- Petitfils, Jean-Christian. « Marie-Antoinette, une reine brisée ». *Annales historiques de la Révolution française*, no 347 (2007) : 181-183.
- Régent, Frédéric, Jean-François Niort et Pierre Serna (dir.). *Les colonies, la Révolution française, la loi*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014.
- Roche, Daniel. *Le Peuple de Paris : essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle*. Paris : Aubier, 1981.
- Roche, Daniel. *Journal de ma vie : édition critique du journal de Jacques-Louis Ménétra, compagnon vitrier au XVIII^e siècle*. Paris : Montalba, 1982.
- Roche, Daniel. *Les Républicains des Lettres : gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle*. Paris : A. Fayard, 1988.
- Roche, Daniel. *La Culture des apparences : essai sur l'histoire du vêtement aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris : Fayard, 1989.
- Roche, Daniel. *Histoire des choses banales*. Paris : Fayard, 1997.
- Roche, Daniel. *La ville promise*. Paris : Fayard, 2000.
- Rothrock Jr., George A. « The French Crown and the Estates General of 1614 ». *French Historical Studies*, 1, no 3.(printemps 1960) : 295-318.

- Sabattier, Jacqueline. *Figaro et son maître: Les domestiques à Paris au XVIIIe siècle*. Paris : Perrin, 1984.
- Serna, Pierre. *Antonelle. Aristocrate révolutionnaire. 1747-1817*. Paris : Éditions du Félin, 1997.
- Serna, Pierre (dir.). *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution Atlantique*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009
- Soule, Claude. « Les États généraux de France 1302-1789 ». *La Revue administrative*, 55e année, no 327 (mai-juin 2002), pp. 330-332.
- Swann, Julian. « Disgrace without Dishonour: The Internal Exile of French Magistrates in the Eighteenth Century ». *Past & Present*, no. 195 (mai 2007) : 87-126.
- Tatin-Gourier, Jean-Jacques. *Cagliostro et l'affaire du collier: pamphlets et polémiques*. Paris : Société française d'étude du XVIIIe siècle Université de Saint-Etienne, 1994.
- Thiveaud, Jean-Marie. « Crédit et révolution ». *Revue d'économie financière*, Articles divers, Finance et Révolution : Dossier, no 10 (1989) : 195-211.
- Tilly, Louise A. « La révolte frumentaire, forme de conflit politique en France ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 27^e année, no 3 (1972) : 731-757.
- Tucoc-Chala, Suzanne. « Mercure de France 2 (1778-1791) ». *Dictionnaire des journaux 1600-1789*, (2011), <http://dictionnaire-journaux.gazettes18e.fr/journal/0925-mercure-de-france-2>
- Van Damne, Stéphane. « Farewell Habermas? Deux décennies d'études sur l'espace public ». *Les Dossiers du Grhil*, Les dossiers de Stéphane Van Damme, Historiographie et méthodologie, (2007). Récupéré de <http://dossiersgrhil.revues.org/682>
- Vovelle, Michel. *Piété baroque et déchristianisation en Provence au XVIIIe siècle. Les attitudes devant la mort d'après les clauses des testaments*. Paris : Pion, 1973.
- Wahnich, Sophie. « De l'économie émotive de la Terreur ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 57e année, no 4 (2002) : 889-913.
- Walch, Agnès. « Pierre Chaunu, Madeleine Foisil, Françoise de Noirfontaine, *Le Basculement religieux de Paris au XVIIIe siècle* ». *Histoire, économie et société*, 19, no 2 (2000) : 292-293.